

P R O J E T



Gabon

PROGRAMME TRIENNAL INTERIMAIRE

1963 - 1965

PREPARATOIRE AU PLAN QUINQUENNAL DE DEVELOPPEMENT
(1966-1970) DE LA REPUBLIQUE DU GABON

-0-

EXPOSE DES MOTIFS

103374

INTRODUCTION

1.- Ayant accédé à l'indépendance le 17 Août 1960, la République du Gabon a déclaré, dès son origine, la volonté d'assumer la charge du développement social et économique de la Nation. A cette responsabilité, les organes de l'Etat et les hommes que la Nation a portés à leur tête étaient de longue date préparés. En dépit de la relative exigüité de son territoire, presque entièrement découpé dans la forêt équatoriale dense, de la modestie de ses effectifs humains, le Gabon tenait, depuis de nombreuses années, une place privilégiée parmi les nations africaines : balances des comptes excédentaires, budgets en équilibre, produit national rapidement croissant avaient consolidé les assises d'une santé économique que l'expansion de l'économie forestière, un début d'industrialisation, la découverte et la mise en exploitation d'un bassin pétrolifère de petite puissance, enfin la mise en évidence de richesses minérales de première grandeur étaient venus confirmer.

La période précédant l'indépendance avait été marquée de quelques décisions d'importance majeure, comme la constitution des deux sociétés minières d'exploitation des gisements de manganèse et d'uranium du Haut Ogooué, CMUF et COMILOG, et les premières mesures destinées à orienter vers les immenses ressources de la seconde zone les projets de l'exploitation forestière. Dans le même temps, un plan triennal 1960-1962 fixait, en les regroupant en un ensemble conforme aussi bien aux besoins les plus impérieux qu'aux ressources raisonnablement escomptables, les projets d'investissements des divers organismes publics.

Les orientations et programmes à court terme des actions publiques étant ainsi fixés, le Gouvernement a aussitôt manifesté sa préoccupation d'être en mesure d'orienter l'avenir à plus long terme. C'est ce qu'exprimait notamment, en son nom, Monsieur le Ministre de l'Economie Nationale dans son adresse du 1^{er} Janvier 1961 à la Chambre de Commerce, d'Agriculture, d'Industries et des Mines du Gabon. Celle-ci avait en effet, en 1957, pris l'heureuse initiative de faire dresser un premier bilan économique et social du pays. Bien que limité dans son objet et sommaire dans son contenu, ce document avait utilement attiré l'attention des responsables à tous les niveaux sur les potentialités exceptionnelles de l'économie gabonaise, sur les goulots d'étranglement humains et techniques qui s'opposaient à leur mise en valeur ou la freinaient, sur les actions propres à les rompre. Ces recommandations étaient encore très loin de former un tout organique et cohérent. Elles prétendaient essentiellement aider à mettre en mouvement un processus de développement volontaire et concerté associant aux décisions fondamentales et engageant dans les réalisations clés, les corps professionnels, sociaux et les autorités publiques responsables des divers secteurs de la vie gabonaise.

2.- Bon nombre des actions publiques et des initiatives privées se sont inscrites dès lors dans ces perspectives. Il faut souligner parmi elles l'intensification des investissements sylvicoles destinés à préparer l'avenir des industries de la cellulose; de même, les remarquables efforts accomplis dans le domaine de l'éducation nationale, et le démarrage des actions de promotion sociale articulé sur la qualification professionnelle des travailleurs et l'africanisation des cadres entrepris par les principales entreprises du secteur privé. Mais en toute objectivité, il faut bien reconnaître que cette mobilisation des énergies nationales en vue du développement a été quelque peu dépassée et, si l'on peut dire, mise en position d'attente par une conjoncture économique aussi extraordinairement favorable qu'inattendue. En trois ans, de 1956 à 1959, les exportations du Gabon ont pratiquement triplé en volume (de 520 à près de 1500 mille tonnes) et plus que doublé en valeur (de 4,6 à plus de 11 milliards CFA), le mouvement se ralentissant en volume (1.550 mille tonnes en 1961) mais se continuant en valeur (plus de 13,6 milliards CFA en 1961).

L'okoumé avait, bien entendu, la place de choix dans ce mouvement :

	<u>1956</u>	<u>1959</u>	<u>1961</u>
. mille tonnes	460	575	650
. milliards CFA	2,6	5,2	6,8

Mais aussi les autres bois divers,

. tonnage	55	74	106
. valeur	0,37	0,6	0,97

Les bois déroulés et panneaux contreplaqués :

	<u>1956</u>	<u>1959</u>	<u>1961</u>
. mille tonnes	19	27	27
. milliards CFA	0,8	1,6	1,75

Mais, débutée en 1957, l'exploitation pétrolière atteignait, en 1959, 780.000 T et un maximum (dû aux cours mondiaux malheureusement en baisse sensible depuis) de 2,83 milliards CFA.

Enfin, le Gabon négociait et concluait les conventions d'établissement de la COMILOG et de la CMUF qui lui promettaient, avec la création d'un pôle d'industries et de services dans une de ses provinces les plus reculées, des revenus directs et indirects et un important concours à sa balance commerciale à partir de 1961, pour atteindre en 1965 selon les perspectives initiales un chiffre d'affaires de l'ordre de 7 milliards CFA, un ensemble de recettes publiques de 600 millions appelées progressivement à doubler.

Au moment de son accession à l'indépendance, le Gabon voyait son économie portée par une vague de prospérité sans précédent. "Valeur en hausse", tel était le titre d'une brochure de présentation éditée par la Chambre de Commerce en 1957 à l'occasion de l'Exposition Universelle de BRUXELLES. Elle ne pouvait se douter être si bon prophète ! Si l'on se risque à anticiper grossièrement sur la mesure de cette expansion que fourniront les comptes économiques en cours d'élaboration, on peut risquer les ordres de grandeur ci-après des principaux indicateurs de l'économie nationale globale.

	En milliards de Fc CFA	
	<u>1956</u>	<u>1961</u>
. Masse des ressources et emplois	26,5	48
. Productions brutes des divers secteurs	17,6	36
. Consommations intermédiaires	4,1	7
. Valeur ajoutée au prix du marché	13,5	29
. Revenu national	11	23 à 24

3.- Le rappel de cette heureuse conjoncture était nécessaire. Le Gouvernement de la République Gabonaise en trouvait les fruits dans la corbeille de naissance du jeune Etat. Mais ce cadeau se serait vite révélé un cadeau empoisonné s'il avait cru pouvoir s'en autoriser pour inscrire la facilité dans la pratique sinon dans les principes de son action. Et ceci, à un double titre :

- une telle chance n'est jamais donnée une fois pour toutes, pas plus aux nations qu'aux individus, s'ils ne la doublent pas d'efforts d'autant plus intenses et persévérants qu'ils doivent être à sa mesure. Au reste, un minimum d'attention à la conjoncture mondiale des cours des produits primaires aurait suffi à montrer la fragilité des résultats acquis. Le Gabon se devait d'entreprendre un vaste effort de consolidation de ses secteurs clés, amorcer à partir de là une diversification de ses productions et enfin définir et poursuivre la longue et difficile politique d'industrialisation;

- quelque prestigieux qu'aient été les développements récents, ils n'avaient pas fait perdre pour autant aux structures économiques et sociales du Gabon leurs caractéristiques de sous-développement. C'est qu'ils avaient eu presque exclusivement pour siège le secteur expatrié de l'économie. Certes, l'accroissement substantiel de revenus publics et privés en résultant avait permis de nombreux investissements sociaux et la participation d'un plus grand nombre de Gabonais à des modes de vie en progrès. Il n'en reste pas moins que de larges secteurs de la population, plus que majoritaires en nombre, restent étrangers au mouvement. Une jeune nation, à l'aube de son indépendance, ne peut pas accepter un tel état de choses. Elle ne peut que se donner comme impératif, à satisfaire par les moyens de la planification du développement, l'intégration progressive de tous ses citoyens dans le progrès économique et social.

4.- Telle était bien la volonté exprimée par les responsables de l'Etat. Tout en assurant les mesures propres à exécuter les opérations du plan triennal, ils ont décidé de mettre en oeuvre l'ensemble des études économiques, techniques et sociologiques nécessaires à l'élaboration d'un véritable plan de développement du Gabon. Aussi bien, toute une série de travaux concourant à cet objectif étaient-ils en cours ou programmés. Citons, sans prétendre être exhaustifs :

- L'étude d'orientation pour une politique de développement du Gabon - effectuée de Mars à Juin 1961 par MM. DUBLY et FIEMEYER sous les auspices de la Fondation d'Assistance Mutuelle pour l'Afrique au Sud du Sahara.

Cette étude renouvelait profondément, en l'actualisant, l'analyse des structures, des potentialités et des actions de base effectuée quatre ans plus tôt sous l'égide de la Chambre de Commerce.

- Les études de la mission démographique effectuée au titre de la Coopération de la République Française :

- . Recensement démographique
- . Enquête démographique de LIBREVILLE
- . Enquêtes de consommation
- . Recensement industriel.

Les résultats de ces travaux ont commencé à être disponibles au début de 1962. Ils fournissent et fourniront des données de base qui, jusqu'ici, faisaient défaut. Le Service de la Statistique, rattaché au Ministère de l'Economie Nationale et du Plan assurera à partir de ces bases une information permanente indispensable à l'élaboration et au contrôle du Plan.

- Les études agricoles, effectuées également dans le cadre des accords de Coopération avec la France par le BDPA.

- . enquête agricole - recensement
- . étude analytique de l'agriculture gabonaise.

- L'étude sur la Formation Professionnelle au Gabon, exécutée par un expert du B.I.T.

- Enfin, tout un ensemble d'études techniques effectuées par les Services Gouvernementaux ou des organismes spécialisés agissant dans le cadre de contrats ou de conventions du Fonds d'Aide et de Coopération. Citons parmi elles, sans prétendre les énumérer toutes :

- . Les travaux du Service Forestier sur les conditions et techniques de l'Africanisation de l'exploitation forestière,
- . Les études et expérimentations du CTFT sur l'inventaire forestier, les utilisations des bois divers, la sylviculture des essences papetières tropicales, l'utilisation industrielle de la papetière de l'okoumé, etc...
- . L'étude par l'EdF du site hydroélectrique de Kinguelé (1ère phase d'études) et la poursuite de l'inventaire hydroélectrique du Gabon,
- . L'étude économique des Ports Gabonais par le BCEOM.

Au début de 1961 était également connu le résultat de l'étude de reconnaissance des deux gisements de fer de Mékambo et de Bilinga, poursuivie depuis 1956 par la SOMIFER.

C'est à partir de cet ensemble déjà très riche qu'il fut demandé à la SOCIETE FRANCAISE D'ETUDES DE DEVELOPPEMENT (SOFRED), dont deux experts avaient établi en 1957 le document diffusé par la Chambre de Commerce, d'établir un programme d'opérations destinées à assurer le passage des structures actuelles, résultat d'une économie en quelque sorte spontanée, à la forme susceptible :

- . de triompher dans la courte période des difficultés prévisibles dans l'ordre de l'état des ressources et des perspectives du marché,
- . de mettre en mouvement les processus d'industrialisation lourde et moyenne,

- . d'amorcer la diffusion à tout le territoire national d'une économie d'échanges,
- . de mettre en place les institutions propres à prendre en charge ces projets et principalement de former, dans la population gabonaise, les effectifs d'ouvriers qualifiés, d'employés, d'agents de maîtrise et de cadres nécessaires pour rendre possibles ces développements, en faire l'oeuvre nationale et faire qu'ils profitent avant tous autres aux citoyens gabonais.

Pris en charge par le Bureau des Opérations d'Assistance Technique des Nations Unies, les travaux des experts de la SOFRED ont débuté en juin 1961 et se sont orientés sur les points principaux ci-après :

- a.- Economie forestière : Etude des conditions de développement de l'exploitation et de la commercialisation des bois divers; extension en première zone des exploitations gabonaises; conditions d'infrastructures et d'exploitation propres à la deuxième zone.
- b.- Projet de création d'une industrie de la cellulose : approvisionnement matières premières; sylviculture et ressources diverses; bilan matières; ressources énergétiques; perspectives économiques; échéancier théorique des investissements.
- c.- Etude générale de l'industrialisation moyenne; ouverture de dossiers types Pêche-Conserverie et Emballages.

d.- Etudes régionales pilotes effectuées

- . sur le Bas et Moyen Ogooué (de N'DJOLE à PORT-GENTIL)
- . sur le Haut Ogooué (MOANDA)

Perspectives et schéma d'animation régionale.
Organisation des productions vivrières et de leur marché. Sur ces bases, définition d'une politique agricole dans le cadre du développement régional.

e.- Etude de la population active et des problèmes de formation des effectifs cadres et qualifiés postulés par le développement.

Les premiers résultats de ces études ont été soumis à des groupes de travail constitués sous l'égide de Monsieur le Ministre de l'Economie, en Novembre 1961. Ces réunions ont permis l'exposé des problèmes, l'ajustement des hypothèses, l'orientation des recherches ultérieures. Parallèlement, dans la double perspective des travaux d'infrastructures nécessaires pour le passage en 2ème zone de l'exploitation forestière et de la coordination générale des investissements dans le domaine des transports, une mission d'inventaire des infrastructures de transport était confiée au BCEOM (par contrat du FAC), mission préalable à un travail commun ultérieur du BCEOM et de la SOFRED sur le schéma de principe d'un plan des transports. Celui-ci a fait l'objet d'un rapport en Juin 1962 (1).

(1) L'ensemble des études SOFRED a fait l'objet de 21 documents (rapports et annexes) venant à l'appui du présent projet.

4.- Un premier schéma de principe des opérations proposées, de leur enchaînement, de leur échéance, des conditions de leur financement et une évolution de leurs effets probables a été soumise au Conseil des Ministres en Février 1962. Des conférences complémentaires se sont tenues en Juin. Les propositions ci-après s'inscrivent dans le cadre des positions arrêtées lors de ces consultations. Avant de les exposer, il convient d'en indiquer la nature et la portée. Elles ne constituent, ni de près, ni de loin, un plan. Et ceci pour plusieurs raisons :

- Un plan ne peut résulter que d'études longues et minutieuses, mettant non seulement en jeu des moyens d'information élaborés par des institutions permanentes, mais surtout une procédure de consultation associant en profondeur les représentations qualifiées administratives, professionnelles et sociales. Ce processus a été largement amorcé. Le renforcement des moyens existants et la mise en place de moyens nouveaux, culminant dans la création d'un Commissariat au Plan chargé essentiellement de prendre en charge et d'animer la procédure d'élaboration du Plan va marquer, à partir d'Octobre 1962, cette étape nouvelle.

- L'économie du Gabon aborde une phase capitale et décisive : celle du réaménagement de l'exploitation de ses ressources de base actuelles, principalement l'exploitation forestière. Les années 1963-65 doivent amener des changements très importants : passage en seconde zone de l'exploitation européenne, développement de l'implantation africaine en première zone, organisation de l'exploitation et de la commercialisation des bois divers, mesures d'industrialisation conséquente, réalisation prioritaire d'un réseau d'infrastructures d'évacuation. Au terme de cette période, l'économie forestière reposera sur des structures nouvelles, consolidées pour une longue période, diversifiées et partiellement industrialisées.

- Les projets d'industrie lourde de la Cellulose constituent aujourd'hui l'objectif à moyen terme le plus important pour le Gabon. Non seulement en raison de leur intérêt économique propre, mais plus encore en tant qu'ils fixent en les justifiant des opérations d'infrastructures énergétiques devant bénéficier à tout l'ensemble régional de l'Estuaire. Là aussi, la période 1963-65 sera celle des études définitives devant fixer l'importance, la nature exacte et le rythme de réalisation de ces projets.
- Il a été reconnu sans doute possible la nécessité pour le Gabon de mettre ses moyens humains au niveau de ses chances de développement : qualification professionnelle, africanisation des fonctions de maîtrise trop uniformément remplies par les expatriés, constitution d'une hiérarchie professionnelle conforme aux besoins de l'industrialisation et de l'encadrement administratif. Des institutions nouvelles, fortement reliées à l'Education Nationale, mais s'adressant également au milieu post-scolaire et adulte doivent être mises en place dès la fin de 1962. La constitution de leurs moyens en personnel et matériel, leur rodage, les rendront aptes à fonctionner à partir de 1965 sur un programme et des méthodes qui ne peuvent aujourd'hui qu'être esquissés.
- L'avenir à long terme du Gabon est commandé par la réalisation des infrastructures ferroviaires de pénétration vers les gisements de fer de l'Ivindo, à partir de la création d'un port en eau profonde sur l'estuaire (probablement OWENDO). Sur cette ossature, une nouvelle vague de développement viendra déferler. Or, quelque certaine qu'apparaisse, dans ses données techniques, cette opération prestigieuse, ses conditions de réalisation, son échéance, ses implications de tous ordres sont aujourd'hui tributaires de la nouvelle campagne d'études que l'on peut considérer comme ouverte par la mission A.I.D. - B.I.R.D. d'Août 1962.

Cette campagne va se dérouler sur plusieurs années et c'est vraisemblablement en 1964/65 que ses résultats pourront être pris en compte objectivement, dans toute leur ampleur probable, par l'élaboration du plan.

- Enfin, la conduite d'un plan suppose un certain état d'intégration nationale des diverses régions et populations. Des propositions concrètes vont être présentées ci-après visant à relier l'ensemble des populations rurales, par des mécanismes de marché adéquats, au développement d'ensemble. Mises en route dès la fin de 1962, ces structures nouvelles fourniront au bout de deux à trois ans les bases expérimentales d'une programmation d'ensemble rationnelle fondée sur une connaissance plus précise qu'aujourd'hui du taux d'urbanisation et de la demande solvable des marchés urbains en produits vivriers, ainsi que des possibilités en cultures d'exportation.

Toutes ces raisons concourent à donner son véritable caractère à l'ensemble de mesures proposées : celui d'un programme intérimaire cohérent d'opérations structurantes susceptibles d'accompagner la mue de l'économie gabonaise, de la diriger, jusqu'au moment où seront acquises les données directrices de son développement à moyen et long terme et où seront en place les institutions animatrices du plan.

Le caractère intérimaire de ce programme n'en diminue pas la primordiale nécessité. Tout au contraire. Il constitue en quelque sorte un test préalable, une condition sine qua non de l'aptitude du Gabon à maîtriser son développement, c'est-à-dire à inscrire de façon dynamique dans la réalité de son économie les effets de son indépendance juridique. Qu'on ne s'y trompe pas : c'est à une mobilisation totale de ses ressources humaines, de ses moyens financiers propres, de l'aide extérieure, en vue d'objectifs prioritaires, qu'il appelle le Gabon. Constituant dans les domaines clés des innovations radicales, les opérations proposées concentrent cet effort sur un nombre limité de points jugés vitaux. Elles engagent le plan futur de façon quasi irréversible. Tout autant que le sera le Plan, elles sont donc un choix politique de l'Etat, en tous ses organes délibératifs et exécutifs. C'est à ce titre qu'elles doivent être examinées.

CHAPITRE I

RAPPEL SUCCINCT DE LA SITUATION ET DES PROBLEMES DE L'ECONOMIE DU GABON

-0-

Les études précitées ont abondamment analysé les structures de l'économie gabonaise. On n'entreprendra pas ici de les résumer. La lecture du document publié par MM. DUBLY et FIEMEYER en Octobre 1961 et le report au Tableau Annuel de la Situation Economique, Financière et Sociale dressé pour 1961 par M. ARNAUD, Chef du Service de la Statistique, en Mars 1962, sont plus qu'utiles à une juste appréciation des problèmes et de la valeur des solutions proposées. Bornons-nous au rappel de quelques données essentielles.

A.- LA DESARTICULATION SOCIALE DE L'ECONOMIE

La population active gabonaise se compose environ de 300.000 personnes, auxquelles s'ajoutent un peu moins de 3.000 expatriés actifs.

	Hommes	Femmes	Travailleurs familiaux non rémunérés	Total
Agriculture	73.000	-	161.000	234.000
Artisanat, Commerce, Entreprises individuelles	12.000	-	8.000	20.000
Fonctionnai- res	5.000	négligeable	-	5.000
Salariés	40.000	1.000	-	41.000
TOTAL	130.000	1.000	169.000	300.000

Ce tableau montre l'importance, 78 %, de la population active attachée à l'agriculture, chiffre qu'il faudrait encore majorer pour tenir compte des travailleurs indépendants du monde rural (artisanat et services) jusqu'à 80 %. Or, sur cette masse rurale estimée en gros à 67.000 familles, il ne faut pas compter plus de 20.000 unités d'exploitation produisant en vue d'un marché intérieur ou extérieur de façon régulière et significative. Plus de 70 % du monde rural vit pratiquement d'une économie de pure subsistance avec un minimum de relations au contexte régional ou national.

En d'autres termes, on peut estimer à un peu plus de 2 milliards 200 millions CFA, la valeur de la production vivrière et des services auto-consommés, soit 43.000 fr CFA par famille et par an, en valeur estimée aux prix du marché, mais ne correspondant à aucune expression monétaire et, par conséquent, à aucun échange. Pour 30 % de ces familles, il s'ajoute la valeur monétaire des productions brutes commercialisées, que l'on peut estimer à un peu plus de 1,2 milliard de fr CFA, soit 75.000 fr CFA en moyenne, correspondant à un revenu monétaire net moyen (compte tenu des dépenses de production) de 55.000 fr CFA. L'ensemble des activités de ce secteur rural, qui englobe 80 % de la population, ne contribue pas, autoconsommation comprise, à plus de 15 % de la production nationale brute et de 13 % de la production nette de tous les secteurs.

L'économie gabonaise est donc, pour l'essentiel, une économie expatriée, entraînant dans sa prospérité une fraction limitée de la population, principalement axée sur les marchés extérieurs au pays. Les importations représentent près du quart des ressources brutes et tout progrès des revenus monétaires distribués est entraîné, par une proportion sans contrepartie, à gonfler la demande de produits importés. Les exportations atteignent presque 30 % des emplois, rendant ainsi toute l'économie étroitement dépendante du marché extérieur d'un petit nombre de produits.

Mais il y a plus; l'expansion de l'activité du secteur moderne ne se répercute que très peu sur le secteur traditionnel : essentiellement, d'une part, par un renchérissement des produits vivriers dont le secteur distributif absorbe la plus large part, n'améliorant que de façon négligeable le revenu de quelques producteurs intéressés et, d'autre part, par le transfert aux familles villageoises de l'épargne des travailleurs temporairement salariés. On peut, au contraire, mettre en évidence ses effets négatifs. Ceux-ci consistent dans l'appel accru à la main-d'oeuvre masculine jeune du secteur rural. Ainsi, le déséquilibre économique entraîne un déséquilibre humain encore plus grave : à une urbanisation accélérée (cf. les enquêtes démographiques de LIBREVILLE et les recensements de PORT-GENTIL) portant sur une population masculine jeune, correspond un vieillissement continu des populations de brousse, aggravé par un déséquilibre des effectifs masculins et féminins aux conséquences démographiques redoutables.

Certes, ce sont là problèmes classiques dans tous les pays en voie de développement. Mais ils revêtent, au Gabon, une gravité particulière du fait de la faiblesse globale de l'effectif de population (450.000 environ à fin 1962) et de la dilution extrême du peuplement en brousse, telle que, sauf l'exception du Woleu N'Tem et d'une partie de la N'Gounié, le point critique à partir duquel toute action de développement rural se heurte à l'absence des effectifs minima de population active semble atteint.

B.- LA DOMINATION DU SECTEUR FORESTIER

Il a été dit, dans un raccourci excessif mais plein de signification, que "l'Okoumé avait fait le Gabon". Tout le monde a certes présent à l'esprit ce que le Gabon doit, depuis le début du siècle, à son arbre miracle, au point que son histoire économique contemporaine s'identifie presque à l'exploitation de la lère zone forestière. Mais peut-être est-on moins attentif au fait que loin de s'atténuer, cette domination d'un seul produit a été confirmée par l'évolution la plus récente. Devenu récemment province pétrolière et minière, le Gabon n'en reste pas moins tributaire à l'Okoumé pour près de 50 % de ses exportations et pour près de 70 % à l'ensemble de sa production forestière (56 % aux bois bruts, 13 % aux bois transformés) accusant en 1961 une progression en valeur supérieure à 10 %.

Hic et nunc, qu'on s'en félicite ou qu'on le déplore, c'est un fait : l'économie du Gabon est dominée par la conjoncture forestière. Balance extérieure, budget, niveau intérieur de l'activité et des revenus restent liés à l'exploitation primaire de l'Okoumé pour l'essentiel et, indirectement, au marché des sciages, placages et contre-plaqués. En courte période, tous les projets de développement seraient rapidement en porte-à-faux si ce point d'appui principal, sinon unique, venait à se dérober. Consolider son économie forestière est donc pour le Gabon un impératif absolu.

Or, cet objectif, toutes les études faites l'ont clairement explicité, se situe dans une conjoncture de changement radical des données techniques et commerciales. L'épuisement prochain de la 1ère zone situe dans l'immédiat avenir l'échéance du passage en 2ème zone des entreprises : seul, un nombre restreint peut s'y engager sur la base d'un changement d'échelle de ses investissements, d'une aggravation de ses charges courantes et donc d'une évolution de ses méthodes. L'ouverture de la 1ère zone aux exploitants africains ainsi que la nécessité d'assurer une exploitation plus complète en 2ème zone du potentiel forestier posent en termes nouveaux et impératifs la nécessité d'organiser la commercialisation des bois divers. L'un et l'autre postulent, pour d'évidents motifs de valorisation des qualités non exportables, le développement à plusieurs niveaux techniques des sciages, déroulages et autres industries du bois.

Les circonstances tenant au Gabon, mais tout autant l'état du marché mondial où font irruption les produits de substitution au contreplaqué, rendent clair que le Gabon ne saurait se contenter de pratiquer une politique de défense statique de son économie forestière. L'époque de son développement quasi-spontané, entraîné par les facilités d'une demande mondiale constamment croissante, étant terminée, il s'agit de mettre en place un ensemble technique et commercial nouveau soutenant à l'extérieur une attaque offensive du marché des bois tropicaux (à tous les stades de leur utilisation) et à l'intérieur un enracinement de l'exploitation fondé sur les investissements de la 2ème zone, l'africanisation de la 1ère zone et les divers stades d'industrialisation.

C.- LE CARACTERE DISCONTINU DU DEVELOPPEMENT

D'ici 1965, c'est donc à une vaste reconversion des structures de son économie forestière que doit procéder le Gabon en vue de stabiliser les ressources publiques et privées qu'il en tire et, à partir de là, amorcer les développements ultérieurs. L'industrialisation lourde jouera dans ceux-ci un rôle majeur.

Or, l'apparition, dans un pays aussi peu structuré économiquement que le Gabon, d'une grande unité industrielle moderne est un bouleversement qu'il faut de longue date préparer. Elle représente un saut brusque susceptible de changer la dimension et la nature d'une partie importante des structures nationales, à l'inverse de ce qui se passe dans un grand pays développé où l'addition d'un grand investissement s'opère le plus souvent à la marge des infrastructures et organisations existantes sans choc perceptible.

Cela veut dire pour le Gabon que la constitution, par hypothèse en 1963, d'une première unité de Cellulose est un rendez-vous important auquel doivent concourir, sans erreur et sans retard admissible, un nombre élevé de facteurs indépendants :

- . les matières premières, où la nécessité de porter à bonne échelle et dans la bonne localisation les opérations sylvicoles,
- . les approvisionnements industriels (notamment produits chimiques) à fournir par des industries d'amont,

- . les ressources d'énergie, ce qui en l'espèce postule l'équipement hydro-électrique de Kinshasa,
- . les infrastructures de transport : routes de desserte et port d'OUENDO,
- . enfin, et c'est de loin le plus important, les effectifs de main-d'oeuvre qualifiée, d'agents techniques et cadres qui rendront viable l'opération.

Cette conjugaison, sur une période relativement longue, de facteurs externes (techniques, marchés, capitaux) et internes (matières premières, énergie, infrastructures, main-d'oeuvre) est une tâche d'une difficulté extrême. A une échelle plus modeste, le Gabon en a déjà fait l'épreuve avec sa première grande unité de déroulage et contre-plaqué. Il sait donc avec quelle rigueur il doit honorer les exigences successives de ses nouveaux projets. Ils fournissent déjà un premier catalogue de décisions impératives à prendre dès 1962.

D.- L'ABSENCE DE FOYERS DE PROGRES ENTRAINANT LES REGIONS

Le déséquilibre enregistré plus haut entre les deux secteurs moderne et traditionnel de l'économie gabonaise a sa traduction inéluctable sur le plan territorial : deux pôles d'activités prospères drainent pratiquement tous les développements économiques sur la région de l'Estuaire et sur le débouché maritime de l'Ogooué. LIBREVILLE et PORT-GENTIL ont, au cours de la dernière décennie, connu une remarquable croissance, la première constituant rapidement le capital d'équipements et de services afférents à sa fonction de capitale, la seconde a plus que doublé sa population entre 1955 et 1960, d'abord par l'implantation des industries du bois, puis par le déploiement des activités pétrolières. La poursuite de la croissance de LIBREVILLE en tant que capitale sera soutenue au cours des prochaines années par l'étoffement de toutes les fonctions administratives et de services qui s'y rattachent, en attendant qu'un site industriel ne s'équipe à partir d'OWENDO, grâce à l'implantation du port en eau profonde et à la disponibilité d'énergie électrique à bon marché produite à KINGUELE. L'avenir de PORT-GENTIL pourrait paraître plus incertain. Si une stagnation temporaire est probable, il est en revanche dans la nature des choses que les fonctions liées au marché des bois, notamment des bois divers, soutiennent à PORT-GENTIL des développements portuaires et surtout industriels renouvelés. Enfin, la disponibilité de gaz naturel existant sur les structures pétrolifères ainsi que le pétrole lui-même offrent à la région une gamme très souple de moyens énergétiques utilisables au gré des besoins de l'industrialisation.

Il est à peine excessif de dire que, jusqu'en 1958, les deux pôles urbains du littoral et leur croissance ont absorbé l'essentiel des forces vives du Gabon, accentuant le déséquilibre avec l'intérieur et accélérant l'appauvrissement humain et économique de la brousse. Un fait nouveau est alors intervenu avec la décision d'exploiter les gisements d'uranium et de manganèse du Haut-Ogooué. L'équipement des sites de Mounana et de Moanda, la constitution de deux agglomérations autour de deux sources de revenus salariaux stabilisés en longue période, peuvent servir d'appui à tout un ensemble d'aménagements régionaux dans une zone du territoire national jusqu'alors particulièrement défavorisée.

Une première étude a montré qu'une organisation rationnelle de l'approvisionnement vivrier de Moanda-Mounana pourrait rapidement mettre en jeu annuellement les productions ci-après :

{	6.000	Tonnes	de produits végétaux traditionnels,
	70	"	de maraîchages,
	70	"	de viande d'élevage,
	180	"	de poisson,

pour une valeur, à la production, de 100 millions CFA, fournissant à 1.600 ou 1.800 familles (2 ha par famille de culture commercialisée), en plus de leurs propres ressources d'auto-consommation, un revenu monétaire de 45.000 à 50.000 Fcs CFA. Cette création primaire de revenu, amorçant les mécanismes du marché, ne manquerait pas d'induire un développement d'activités d'artisanat et de services. En outre, le désenclavement de la région et l'amélioration de ses infrastructures générales viendraient à l'appui des quelques cultures d'exportation qui y sont déjà implantées (café) ou pourraient s'y développer (agrumes tropicaux destinés à la transformation).

Ce cas propice, et qui doit être saisi sans délai avec toute l'énergie requise, peut-il se reproduire ailleurs ? Peu ou prou, comme nous le verrons au chapitre suivant, toutes les régions doivent recevoir une structure de développement propre fondée sur un programme intégré de productions et de commercialisation agricole. Mais certains pôles régionaux proposent et appellent des actions particulières. C'est notamment le cas des deux centres du Moyen Ogooué, LAMBARENE et N'DJOLE (1).

LAMBARENE est, en première approche, menacée d'une récession de ses fonctions de ravitaillement, de services et de transit que le passage des grandes exploitations forestières en seconde zone va reporter sur N'DJOLE. En revanche, LAMBARENE doit devenir le centre principal de l'extension de l'exploitation africaine en première zone, avec l'appareil de sociétés de service (COMEX), de commercialisation (délégation CABB, agréage bois divers) et d'industries (sciages) que cela suppose. Plus encore, c'est à l'amont de LAMBARENE que s'étend la zone à vocation oléicole du Gabon. Les plantations industrielles de palmiers à huile servant de pilier aux plantations villageoises et assurant la transformation industrielle des produits. Enfin, c'est de LAMBARENE comme centre que peut être organisé le développement de la pêche lacustre artisanale. Toutes ces fonctions nouvelles doivent fournir les bases d'une relance de l'activité et des équipements de ce pôle régional au croisement de l'Ogooué et de la principale artère routière de liaison nationale.

(1) Cf. études soumises aux commissions régionales.

N'DJOLE est appelée, dans les prochaines années, à un rôle de toute première importance. Tout d'abord, elle est la porte fluviale des principaux bassins forestiers de la seconde zone, débloqués à partir d'ALEMBE par l'axe de LALARA (avec le double embranchement vers MITZIC et vers la M'Voung) et par la route économique de l'Ogooué (AYEM, LASTOURVILLE). A ce titre, sa fonction de transit, de services, de ravitaillement, va connaître un développement d'autant plus important que les conditions de l'exploitation forestière en seconde zone vont poser des problèmes d'organisation et de maintenance de type industriel. En outre, dès la phase actuelle des études de reconnaissance, à plus forte raison au moment des travaux, N'DJOLE sera la base logistique centrale de la voie ferrée de MAKOKOU-BILINGA. En période ultérieure d'exploitation, N'DJOLE sera sans doute un important centre de régulation et d'entretien (rôle analogue à celui de MAKABANA sur la voie COMILOG). Il y a donc là un problème urgent, aux données très riches, de développement régional autour d'un pôle susceptible, s'il est correctement maîtrisé, de constituer au centre géographique du territoire national un ensemble dynamique d'activités et un noyau d'équipements techniques et sociaux de première grandeur.

Le Gabon est donc arrivé à l'heure où la croissance spontanée, anarchique de ses centres urbains, avec tout le cortège des problèmes de pathologie sociale et de déséquilibres qui l'accompagne, doit être remplacée par une politique d'urbanisme et d'aménagement volontaire. L'organisation des centres urbains en marché rural de produits vivriers et en centres techniques de commercialisation des cultures d'exportation doit permettre de substituer à l'érosion humaine jusqu'ici constatée autour des villes, la diffusion du progrès économique dans les villages de la zone d'influence. Les équipements techniques et socio-culturels réalisés dans ces centres doivent concourir à la promotion des modes de vie sur l'ensemble du territoire.

Dans un premier temps, MOANDA et plus encore N'DJOLE doivent être les points d'application privilégiés d'une systématique de l'aménagement. Il conviendra de ne pas négliger les mesures d'organisation de marchés et de services à LAMBARENE, MOUILA, OYEM. Dans une phase ultérieure, l'aménagement de MAKOKOU devra précéder l'échéance de l'exploitation minière des régions de l'Ivindo.

CONCLUSION - OBJECTIFS GENERAUX DU DEVELOPPEMENT

-0-

Ce rappel sommaire des problèmes structurels de l'économie du Gabon permet de fixer sans ambiguïté les objectifs généraux de l'action gouvernementale pour cette période triennale, véritable phase de transition qui doit conduire à la phase du plan proprement dit où la croissance économique sera pleinement diversifiée, harmonisée et généralisée à l'ensemble des secteurs d'activité et des milieux humains composant l'ensemble national.

1.- Intégrer les populations rurales dans le développement

par la double organisation de l'économie vivrière autour des centres urbains et l'intensification, autour d'un nombre adéquat d'infrastructures de ramassage, de conditionnement et de commercialisation ainsi que d'institutions d'encadrement technique des cultures d'exportation.

2.- Créer un réseau de pôles de développement régionaux

par l'aménagement et l'urbanisme, non seulement de LIBREVILLE et PORT-GENTIL, mais tout autant des centres de l'intérieur, dont l'équipement administratif et de services doit entraîner la promotion d'ensemble des milieux régionaux adjacents.

3.- Consolider les points forts de l'économie

Il ne s'agit pas d'accroître et de cristalliser la dépendance du Gabon à l'égard de l'exploitation forestière. Mais précisément en vue de préparer la diversification de l'économie, son passage de l'exploitation de matières premières brutes au maximum de transformation, il faut que la ressource principale sur laquelle est fondé l'équilibre économique interne et externe soit consolidée. Les trois années à venir seront celles de l'acquisition du "second souffle" forestier, au prix de mutations importantes dans les schémas actuels d'organisation et de la réalisation immédiate et prioritaire d'infrastructures à amortir sur une longue période d'exploitation. Dans le même temps devront se mettre en place les moyens matériels, techniques, financiers, ainsi que les institutions d'encadrement et les organismes commerciaux propres à soutenir l'implantation progressive de l'exploitation africaine en libre zone. Comme les études l'ont démontré, cet objectif postule le démarrage, à une échelle nouvelle, de l'exploitation des bois divers et un certain degré d'industrialisation auxiliaire.

4.- Préparer l'industrialisation lourde

Toutes les études et expérimentations poursuivies depuis plus de cinq ans ont peu à peu confirmé jusqu'à un degré de quasi-certitude la vocation du Gabon à être le siège d'une importante industrie de la cellulose. La récente constitution de la Société d'Etudes entre le Gouvernement, le CTFT et un groupe privé de standing international a ouvert la voie à de proches réalisations. Sans préjuger de nombreuses modalités techniques et économiques qui seront sans doute tranchées d'ici 1965, la mise en service pour l'échéance probable de 1967 de la première unité industrielle sur un site amont de l'Estuaire, implique dès à présent des actions soutenues. Et ceci, dans trois domaines principaux :

- . l'approvisionnement de ressources matières premières par les plantations sylvicoles, principalement d'okoumé,
- . la réalisation à bonne date de l'aménagement hydro-électrique de Kinguelé,
- . la politique de formation de main-d'oeuvre qualifiée et de personnel technique.

5.- Amorcer et faciliter l'industrialisation moyenne et légère

à partir des ressources locales pour un marché extérieur à forte demande (cas de la conserve de poisson et de l'emballage léger par exemple) ou pour un marché national ou africain-régional (éléments de construction, boissons... etc...). A cet effet, mettre en place les institutions d'assistance financière, technique et commerciale.

6.- Assurer la participation maximum des citoyens Gabonais

au développement de leur pays. C'est d'abord une condition économique irréductible, le recours aux agents expatriés, sauf pour les fonctions de haute technicité et les responsabilités de gestion en phase d'amorçage, constituant un handicap de coût le plus souvent rédhibitoire. Mais plus encore, c'est la finalité même du développement qui l'exige. Dans ce but, et sans nourrir d'illusions sur l'ampleur de l'effort à fournir pas plus que sur la progressivité de ses résultats, le Gabon doit sans délai mettre en place son organisme coordinateur des institutions de promotion sociale. La promotion sociale Gabonaise s'appuiera :

- sur le plan de l'Education Nationale, destiné à mobiliser les jeunes en vue de régulariser les effectifs de sortie aux divers niveaux de fin d'études générales, d'assurer l'orientation optimum et de fournir les promotions des divers ordres de l'enseignement technique. Le suivi et le contrôle des étudiants de l'enseignement supérieur est un impératif d'autant plus contraignant qu'il correspond à la dramatique rareté des cadres techniques, aux sacrifices que consent la Nation pour les former et aux aides qu'elle mobilise à cet effet.
- sur la sélection, la formation et la promotion des adultes déjà engagés dans la vie professionnelle, afin d'une part qu'il n'y ait pas de hiatus entre les classes d'âge dans la phase d'évolution accélérée que va traverser le pays, mais aussi et surtout pour que toutes les ressources du potentiel humain soient mobilisées en supplément des effectifs, en toute hypothèse très insuffisants, que l'institution scolaire sera en mesure de former.

Tels sont les objectifs généraux imprescriptibles fixés à l'action gouvernementale pendant la phase décisive de transition des années 1963-1965. Nous allons maintenant les détailler par secteurs d'activité, énoncer les programmes d'infrastructures qui s'y rattachent, rappeler les institutions nouvelles que leur mise en oeuvre requiert et dresser le tableau des investissements nécessaires pour les atteindre.

CHAPITRE II

LES OBJECTIFS PAR SECTEURS

-0-

Quatre secteurs seront successivement examinés : le développement rural, l'économie forestière, la cellulose et l'industrialisation. Le premier n'ayant fait jusqu'ici l'objet que d'approches partielles, nous devons exposer un peu plus longuement les objectifs et mécanismes d'opérations visant l'ensemble du secteur. Les trois autres ayant été traités par des études et rapports spécifiques, nous n'aurons à rapporter ici que leurs conclusions.

SECTION A - LE DEVELOPPEMENT RURAL

I.- NECESSITE IMPERATIVE POUR LE GABON D'UN DEVELOPPEMENT RURAL

L'expansion économique du Gabon implique un développement des activités agricoles des régions rurales, parallèlement à la progression du secteur industriel.

Le développement du seul secteur industriel moderne ne pourrait en réalité qu'aggraver le défaut d'intégration économique et sociale du Gabon. En effet, il provoquerait :

- un accroissement des importations et des services, d'où déséquilibre des échanges et alourdissement ultérieur des prix de revient, ce qui limiterait alors les possibilités d'accès des produits industriels au marché mondial (cf. tableau ci-joint, le taux d'accroissement des importations de produits alimentaires). La valeur de ces importations représente 20 % du total des importations au Gabon (1).
- une acuité plus vive encore des problèmes majeurs des zones urbaines en expansion rapide : extension désordonnée des agglomérations qui appelle un effort démesuré des services et équipements publics et présente des risques graves de prolétarianisation.

(1) C'est là un chiffre élevé pour un pays équatorial.

- 24.
- taux de développement industriel nécessaire pour assurer un emploi à une partie notable de la population rurale sans rapport avec les capacités d'encadrement et les possibilités actuelles du pays (Cf. tableau joint : répartition de la population rurale par région).

Le développement du secteur rural apparaît donc comme essentiel pour l'économie du pays et pour sa promotion sociale. Ce développement a une double finalité :

- 1.- assurer un revenu annuel régulier à la population rurale, condition nécessaire à toute promotion humaine et suffisante pour assurer son maintien sur place et une occupation normale du territoire national. Cet objectif ne peut être atteint que par un accroissement du niveau des échanges de chacune des régions du Gabon avec les autres et avec le monde extérieur.
- 2.- assurer la meilleure affectation possible aux disponibilités nationales en orientant la production, d'une part vers la couverture d'une fraction des besoins alimentaires internes qui limiterait les importations correspondantes, et d'autre part vers les spéculations dont la commercialisation sur le plan mondial s'avère la plus intéressante, d'où valorisation des exportations.

TABLEAU A - 1

POPULATION RURALE

(Population non affectée à d'autres tâches)

D'après le recensement agricole 1959 (1)

	Nombre de villages	Nombre de familles	Population rurale	Population active agricole
Woleu N'Tem	730	13.000	70.000	46.000
Og. Ivindo	275	6.600	32.000	22.000
Og. Lolo	500	7.000	34.000	23.000
Nyanga	425	6.600	33.000	20.000
N'Gounié	340	13.200	66.000	41.000
Estuaire	220	5.200	23.000	15.000
Og. Maritime	140	4.400	20.000	12.000
Moyen Ogooué	210	6.000	25.000	18.000
Haut Ogooué	340	5.200	25.000	17.000
Total CABON	3.680	67.200	323.000	214.000

(1) D'après le recensement démographique de 1960/61, il faudrait majorer les chiffres de population (mais non le chiffre des familles) d'un peu moins de 10 %. Population active, environ 234.000 personnes.

Les objectifs pourraient être les suivants :

- Pour 1965, maintien à la valeur globale de 1961 des importations de produits alimentaires, en excluant les boissons (1), soit environ un milliard de francs CFA. L'accroissement des besoins étant alors, en quelque sorte, couvert par le développement des productions nationales correspondantes. Un tel objectif représente un effort de production important (estimation de la valeur de l'accroissement = 500 millions en 1965).
- Pour 1970, les exportations de produits agricoles (500 millions environ en 1961) devraient pouvoir couvrir au moins la valeur des importations totales alimentaires (boisson comprise), soit trois fois la valeur actuelle (1,5 milliard).

(1) Les boissons constituent un problème particulier, le volume de ces importations dépend directement des décisions du pouvoir.

TABLEAU A - 2

EVOLUTION DES IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES (sauf dédouanements au Congo)

PRODUITS	Quantités 1958	Quantités 1960	Valeur en millions CPA 1960	Quantités 1961	Valeur en millions CPA	Accroissement en trois ans	(Volume) en un an
Vin	34.795 hl	58.657 hl		77.558 hl		122 \$	32 \$
Bière	32.653 hl	45.254 hl		51.508 hl		58 \$	14 \$
(Eaux minérales)	1.025 t	1.291 t	595	1.155 t	653,2	11 \$	diminution
Alcool, liqueurs	506 hl	947 hl A.P.		839 hl		66 \$	"
Viande (y compris volailles)	492 t	565 t	132	700 t	166,4	42 \$	24 \$
Animaux vivants	66 t	257 t	3,7	280 t	4,6	324 \$	9 \$
Poissons secs, salés, fumés	1.750 t	1.907 t	150,3	1.771 t	150,7	-	diminution
Conserves : viande	172 t	225 t		308 t		79 \$	37 \$
poisson	379 t	458 t		629 t	211,3	66 \$	38 \$
fruits et légumes	344 t	337 t	158	445 t		30 \$	32 \$
Œufs	25 t	21 t	5,9	15 t	4,3	diminution	diminution
Lait	482 t	494 t	42,4	628 t	53,3	30 \$	28 \$
Beurre, fromage	139 t	145 t	55,5	175 t	60,2	26 \$	21 \$
Fruits	238 t	267 t		279 t		17 \$	5 \$
Légumes frais	1.007 t	1.086 t	109,8	1.077 t	115,3	7 \$	diminution
Légumes secs	45 t	53 t		52 t		-	-
Maïs		45 t	1,1	52 t	1,5	-	-
Riz	1.246 t	1.348 t	37	1.038 t	34,6	diminution	diminution
Huiles alimentaires	101 t	119 t	18,3	141 t	20,1	40 \$	19 \$
Sucre	425 t	665 t	41,7	645 t	39,2	57 \$	diminution
Farine froment	2.167 t	2.281 t	77,9	3.867 t	112,2	78 \$	65 \$
Epicerie et divers	1.500 t	1.759 t	124	1.735 t	145,1	-	-
TOTAL	19.000 t	26.500 t env.	1.553	31.000 env.	1.772	env. 63 \$	env. 17 \$
Savon	590	656	43	736	52	25 \$	12 \$

II.- LES BESOINS ALIMENTAIRES DU MARCHE INTERIEUR

A.- Evaluation du nombre de consommateurs

Tout d'abord, il faut noter que, compte tenu de l'étendue du pays, des difficultés dans les communications, de l'importance de l'attraction du Cameroun et du Congo, et du volume global réduit des échanges actuels, il n'existe pas un marché gabonais, mais de petits marchés régionaux constitués par les centres urbanisés et les chantiers.

On trouvera, dans le tableau suivant, une répartition de la population susceptible de manifester des besoins en produits commercialisés et une évaluation pour 1965.

Pôle de commercialisation	Population 1960		Population 1965		Nb de consommateurs prévisions 1965	
	urbaine	Chantier	urbaine (1)	Chantier & rurale (solvable)	Type européen (4)	Type traditionnel
LIBREVILLE	31.000	7.000	43.000	8.000	3.500	47.500
PORT-GENTIL	20.000	3.000	30.000	3.000	2.000	31.000
LAMBARENE	4.000	5.000	5.000	5.000	700	9.300
N'DJOLE	1.500	3.000	2.500	5.000	300	7.200
MOUILA	2.000		2.500		100	900 (2)
OYEM	2.000		2.500		100	900 (2)
BITAM	2.000		2.500		100	900 (2)
MOANDA-MOUNANA	6.000		11.000	2.000(3)	1.000	12.000
Divers		2.000	1.000	1.000	200	1.800
TOTAL			100.000	24.000	8.000	111.500
ACTUELLEMENT	68.500	20.000			6.000	82.500

(1) Les chiffres donnés dans cette colonne correspondant à une évaluation à partir de la population de 1960 et des projets divers.

(2) On évalue à moins de 1/3 la consommation de produits commercialisés.

(3) Chantiers forestiers nouveaux qui s'ouvriront à la suite de l'établissement du chemin de fer vers POINTE-NOIRE.

(4) Elle concerne une partie importante de la population européenne et une partie de la population constituée par les cadres gabonais (en extension prévisible); ce sont donc là des chiffres minima.

B.- Produits de consommation traditionnelle

1.- Les faits actuels

On sait que, sur le plan alimentaire, la population africaine des centres urbains et des chantiers se trouve actuellement :

- sous-alimentée (un seul et parfois deux repas par jour)
- sous-approvisionnée : certains chantiers n'assurent que la demi-ration - parfois période de disettes d'où des importations (riz - importations de poissons séchés, conserves - cf. tableau précédent)
- mal alimentée du fait d'un assortiment très réduit (le manioc et la banane constituent au moins les $\frac{3}{4}$ des rations consommées) d'où des carences alimentaires plus ou moins graves. A noter la très faible commercialisation de viande de chasse, de volailles et cabris locaux.
- approvisionnée à des coûts élevés : absence de circuits de commercialisation pour les produits vivriers, d'où une dispersion des transports de petits lots sur de longues distances et un ramassage très onéreux pour les forestiers contraints d'y affecter en permanence du matériel et un personnel nombreux, sans avoir aucune sécurité d'approvisionnement.
- recours aux importations, onéreuses (à l'exception du riz).

Ces coûts élevés contribuent à réduire la consommation de cette population.

2.- Les objectifs

L'un des premiers objectifs qui doit être fixé à la population rurale est d'assurer une cueillette et des récoltes traditionnelles qui puissent satisfaire les besoins des centres, d'abord en volume, puis en assortiment, enfin en qualité.

Pour ce faire, il s'agit :

- a.- de définir et d'évaluer les besoins propres de chaque centre,
- b.- de traduire ces besoins en moyens de production nécessaires dans le cadre des capacités et rendements traditionnels,
- c.- de créer une réelle structure de commercialisation qui assure l'écoulement de la production, incite les villageois à un effort soutenu, réduise les frais de transport, assure l'information et l'orientation des productions ainsi que les réajustements indispensables entre cette offre et la demande,
- d.- d'orienter la demande vers certaines productions locales.

3.- Evaluation des besoins propres de chaque centre

Cette évaluation devrait être exprimée en volume global, produits, calendrier.

Le tableau suivant propose une base d'évaluation annuelle (1) à partir de 1965.

(1) Pour examen détaillé : cf. rapport SOFRED "Les productions agricoles dans le cadre du développement régional".

BESOINS DE PRODUITS VIVRIERS DES CENTRES URBAINS

(estimation prévisionnelle pour 1965)

En tonnes approx.	LIBREVILLE	PORT-GENTIL	LAMBARENE N'DJOLE	MOUANDA MOUNANA	MOUITA OYEM BITAM	Total approximatif (en tonnes)	Base d'évaluation par individu moyenne en Kg.
							<u>Tendance</u>
Manioc	11.000	7.000	4.000	3.000	600	25.600	220
Banane Plantain	4.700	3.000	1.600	1.200	300	10.700	100
- Sauce	500	300	150	130	30	1.100	10
Plantain taro	3.700	2.400	1.200	800	200	8.300	80
Arachide	500	320	150	130	30	1.100	10
Maïs	?	?	?	?	?	?	?
Haricots	1.500	900	500	500	80	3.400	30
Fruits de cueillette							
Arbres - Noix Coco - Mangues	1.000	600	300	200	60	2.100	20
Others	1.100	500	100	100	200	2.000	30
TOTAL approximatif	24.000	15.000	8.000	6.000	1.500	55.000	500 Kg.
Poisson frais (1)	1.500	900	500	200 (2)	-	3.100	30 Kg.
Poisson séché ou fumé ou salé	500/800 (3)	320/1000 (3)	200/400 (3)	120	30	2.500 (4)	10
Total poisson (équivalent frais)	3.000	1.900	1.000	750	200	6.850	
Volaille	150	100	50	40	10	350	3
Petit élevage (5)	100	65	35	50 (6)	10	260	2
Viande de palme	500	300	150	110	30	1.100 T	10

1) Végétaris consommation de type européen (faible d'ailleurs)

2) Idem

3) Idem

4) Idem

5) Idem

6) Idem

La production commercialisée dans ces centres est donnée par le 2ème chiffre, le 1er donnant la consommation du centre.

L'équivalence frais 3.700 T. en admettant une perte de poids de 1/3

L'élevage comprenant mouton - chèvre - porc

Compte tenu du fait que le poisson est plus rare, prévoir un accroissement des besoins de viande dans cette zone.

4.- Evaluation des moyens de production correspondants

On trouvera, dans les tableaux suivants, des chiffres qui peuvent constituer une base à la définition des objectifs 1965. Bien entendu, ces chiffres doivent être considérés avec réserves. Dans l'état actuel, en l'absence de données sur les volumes commercialisés, de recensement sur les "compétences" du Gabon, de connaissances agromomiques détaillées sur les principales zones du pays, il faut admettre que toute prévision chiffrée présente certainement des marges d'erreurs non appréciables.

En réalité, beaucoup moins que d'assurances initiales quant aux objectifs pouvant être atteints - assurances qui ne pourraient résulter que d'études fort délicates et en tout cas fort longues et onéreuses - le pays paraît avoir beaucoup plus besoin d'orientation engageant les volontés, de programmes à moyen terme permettant aux animateurs de prendre en charge les responsabilités dans leur domaine.

Un certain empirisme paraît donc être de règle qui, sans doute, est de nature à présenter certains déboires, mais dans la mesure où ceux-ci permettront de mieux appréhender la réalité et de mesurer le possible même, les ajustements se trouveront positifs. Ceci implique que les initiatives s'inscrivent dans le cadre d'une structure permettant de suivre les diverses actions, de les contrôler et d'apporter les réajustements nécessaires en corrigeant ultérieurement les objectifs initiaux.

Le tableau A-4 donne des objectifs de production vivrière en milieu traditionnel. Dans l'ensemble, ceux-ci paraissent devoir être atteints, sans de grosses difficultés, dès 1965; toutefois, pour le riz, les prévisions de consommation donnent des objectifs qui paraissent être fort élevés (3 fois la production 1961). La création d'un atelier de transformation de manioc permettant le stockage de ce produit dans des conditions satisfaisantes (manioc en cossettes) pourrait permettre de limiter l'objectif de production du riz par substitution d'une offre de manioc bien préparé et de qualité nutritive considérée comme proche dans cette phase d'évolution.

Par ailleurs, les objectifs concernant l'huile de palme consommée dans le pays ne concernent en réalité que le programme de plantation (délai de végétation : 4 à 5 ans). Une aide pourrait être accordée qui incite les villageois à atteindre cet objectif (cf. infra pour modalités du pré-financement).

Enfin, la production de maïs destinée essentiellement à l'alimentation animale doit répondre à un développement notable de l'élevage en milieu traditionnel.

Nous avons retenu, pour ces évaluations, les rendements actuels : il semble que tout effort de productivité ne puisse être valablement demandé aux villageois que lorsque ceux-ci se trouvent à même de saisir l'intérêt de cet effort. Ce qui implique que les structures de commercialisation soient préalablement rodées, que le rendement des programmes de fournitures soit satisfaisant. La mise en oeuvre de moyens d'émulation peut alors véritablement jouer en vue d'un effort de productivité. Le développement ultérieur de la production doit ainsi être attendu d'une amélioration de la productivité (sans extension des surfaces de plantations).

Le tableau A-5 donne les objectifs de production animale et de pêche en milieu traditionnel.

Pour la pêche, en éliminant l'élevage en pisciculture, les besoins s'élèvent au total à 6.500 T environ. La pêche en lac et rivière (objectifs : 1.500 T.) devrait être le fait exclusif de la production artisanale africaine. Par contre, les pêcheurs africains devraient assurer au moins 25 % de la pêche maritime : 1.200 T sur les 5.000 T. Le reste étant le résultat prévisible de la production des chalutiers (3.800 T).

L'objectif de tonnage pour la pêche maritime (1.200 T) doit représenter entre 2 et 3 fois la production actuelle des pêcheurs traditionnels.

Pour la volaille, besoins estimés : 350 T.

Nous admettrons que les 2/3 de ce tonnage sont assurés par une production "organisée" (le tiers restant provenant du circuit habituel).

Sur la base d'un poids de 1,2 Kg par volaille, la production de volaille du circuit organisé représente donc annuellement 200.000 têtes (poulet - pintade - canard - dinde).

Une telle production implique un approvisionnement local important en volailles d'un jour (les importations annuelles existantes de la ferme d'Owendo étant nettement insuffisantes : 17.000 par an) et l'association à cet objectif d'un certain nombre d'agriculteurs compétents.

TABIEAU A - - 4

OBJECTIFS DE PRODUCTIONS VIVRIERES 1965

OBJECTIFS DE PRODUCTION en tonnes			EVALUATION DES SURFACES NECESSAIRES		EVALUATION DU NOMBRE DE FAMILLES EMPLOYES		
Produits vivriers (1)	Huile de palme (2)	Mais (3)			Nb de fami- les rurales	soit une popu- lation de 4,5 pers. par fam.	soit environ villages me- yens de 100 personnes (4)
23.000	500	200	$5750 + 110 (4) + 300 =$	6.100	4.000	19.000	130
15.000	300	250	$3700 + 170 + 300 =$	4.000	2.700	12.500	130
5.000	150	40	$2000 + (5) + 50 =$	2.100	1.400	4.500	130
5.000	150	40	$1500 + 140 (6) + 50 =$	1.700	1.100	5.000	130
1.500	(15)	20	$380 + 0 + 30 (7) =$	410	300	1.400	14
54.000 T	1.100 T	550	TOTAL	14.500	9.500 à 10.000	45.000 à 50.000	450

LIBREVILLE
PORT-GENTIL
LANBARENE - K'OUJOL
MOUANDA - MOUANA
MOULA, OYEN ET EITAN

1. Nos estimations de rendement moyen de 2,5 t/ha correspondent à un rendement traditionnel - une surface de 1,5 ha par famille affectée à la production commerciale s'estime en outre en dehors des surfaces nécessaires à l'autoconsommation.

2. Nos estimations de rendement moyen de 1,5 t/ha et de 1,2 t/ha par famille.

3. Nos estimations de rendement moyen de 1,5 t/ha et de 1,2 t/ha par famille (approximativement).

4. Surface à planter - à ajouter à la production de manioc pour lui permettre d'atteindre 500 t.

5. Cette production ne peut pas engendrer l'industrie de Palm-Huile car les Palm-Huiles ne peuvent pas approvisionner les consommateurs locaux.

6. La semence nécessaire pour produire 54.000 tonnes de manioc correspond à 10.000 tonnes de manioc à MOULAN. En admettant que le seul rendement possible soit de 10 t/ha, il faut donc 1.000 ha de manioc à MOULAN. En admettant que le seul rendement possible soit de 10 t/ha, il faut donc 1.000 ha de manioc à MOULAN. En admettant que le seul rendement possible soit de 10 t/ha, il faut donc 1.000 ha de manioc à MOULAN.

7. On ne peut prévoir de production de manioc à MOULAN, pas de possibilité de transformation locale.

8. Ce chiffre, basé sur la moyenne nationale actuelle, est un minimum pour des villages devant participer à un programme de production vivrière.

2.500 volailles ab. 35 porcs: 145 mouton-chèvre.

2.500 volailles ab. 35 porcs: 145 mouton-chèvre.

exploitation, contrôle la production de 4 villages qui ont, au total, la même production que l'exploitation témoin.

1908 : Leont FAYOLLE de LAUREVILLE et PORT-CENTIL.
1909 : Leont FAYOLLE et les de l'Arroué maritime.

peut : le rivage, des lacs et l'Océan maritime.

Pour le petit bétail : besoins 260 T/an.

Nous admettrons que la production en viande provient pour moitié de viande de mouton et de chèvre, et pour l'autre moitié de viande de porc.

Sur la base de 10 Kg de viande en moyenne par animal, mouton ou chèvre, il faut compter 13.000 têtes.

Sur la base d'un poids de 50 Kg de viande par porc, il faudrait annuellement 2.600 porcs.

Nous pouvons admettre que la production organisée représente :

- | | | |
|-----------------------------------|----------------------|---------|
| - pour le porc | : 80 % des objectifs | 2.100 |
| - pour les moutons et les chèvres | : 66 % des objectifs | } 8.600 |

le reste étant fourni par les circuits traditionnels.

Ces productions correspondraient à un troupeau de l'ordre de 25.000 ovins et caprins (la moitié du troupeau actuel) et à 300 truies.

Remarque 1 :

Un tel effort de production animale ne peut se concevoir que dans le cadre d'une structure particulière (cf. infra). D'autre part, tout développement de l'élevage implique une production de fourrage, le maïs pouvant constituer un des aliments de base (avec le manioc), la culture en étant connue des villageois (nécessité de prévoir des séchoirs et des silos de stockage 500 T., le maïs intervenant pour 15 à 20 % des besoins alimentaires de ce bétail).

Remarque 2 :

Nous ne tenons pas compte dans ce programme de l'élevage bovin. Il paraît préférable d'une part de centrer les efforts sur quelques objectifs à rendement rapide et qui ne soulèvent pas de problème majeur dans le domaine de l'élevage; d'autre part, les résultats du ranching de Tchibanga pourront apporter d'ici 3 ou 4 ans d'utiles renseignements et une certaine expérimentation dans le domaine de la formation des éleveurs; elle s'ajoutera aux résultats de l'expérience acquise par la ferme d'Owendo (80 têtes) et par l'élevage familial pratiqué dans la région de Booué (500 têtes) pour prévoir en 1970 un développement de cet élevage.

Remarque 3 :

La recherche et les moyens de diffusion en zone rurale éloignée d'une race de chèvre laitière paraissent devoir constituer pour les services de l'élevage une préoccupation majeure. En réalité, cette recherche dépasse le cadre du seul Gabon et pourrait être conduite en accord avec les pays proches. L'économie ainsi obtenue au niveau de la recherche, grâce à une centralisation des moyens, pourrait être utilement affectée à l'achat d'animaux de race.

Remarque 4 :

Dans toutes les évaluations précédentes, nous n'avons tenu compte que des besoins de la population urbanisée et des chantiers. Il faudrait également prévoir le développement de l'élevage en vue de l'autoconsommation de la population rurale. On sait, en effet, que la viande de chasse est de plus en plus rare du fait de la disparition du gibier. Le développement de l'élevage de volaille et de petit bétail en brousse devrait être envisagé à terme. Il semble que ce problème devrait être examiné avec soin avant 1970 pour être effectivement mis en place à cette date. L'absence de bétail reproducteur, dans l'état actuel, rend impossible toute évolution. A signaler toutefois l'effort fait par le service vétérinaire dans ce sens pour la diffusion du poulet de race

5.- Créer une structure de commercialisation

dont l'objet est de relier constamment les centres de consommation aux villages de production pour :

- a.- à court terme, assurer l'écoulement des produits et la vente (ainsi que les réajustements nécessaires entre offre et besoin grâce au stockage notamment)
- b.- à long terme, orienter les productions en vue d'un plus large assortiment présenté et d'une qualité améliorée, et orienter la demande des consommateurs et des transformateurs.

Celui qui assure le paiement mais subit la contrainte de garantie d'écoulement doit pouvoir intervenir directement dans l'orientation. C'est pourquoi cette structure de commercialisation ne peut pas être totalement une structure de négoce et doit être :

- . assortie d'un contrôle public,
- . animée par les collectivités rurales et les personnalités publiques locales et épaulée techniquement par les techniciens agricoles.

Cette structure devrait être suffisamment concentrée localement pour toucher l'ensemble des zones de production et le centre de consommation correspondant, et suffisamment autonome pour s'adapter aux caractéristiques et initiatives locales (garantie d'efficacité).

Cette structure repose sur :

- l'existence de marchés municipaux,
- la création sur ces marchés de postes de vente concédés par la puissance publique,
- la définition de circuits de ramassage concédés à des spécialistes : ramasseurs,
- la définition de contrats de fournitures entre villages et ramasseurs, contrats authentifiés par les représentants des pouvoirs publics.

- a.- existence de marchés dans les principaux centres urbains où l'essentiel de la production se commercialiserait régulièrement dans l'année, ce qui implique notamment que les collectivités, les chantiers, les cantines y manifestent leur demande, et parallèlement, que les ventes y soient assurées par quelques vendeurs susceptibles de présenter des lots importants de produits homogènes et ainsi capables de répondre aux différentes catégories d'acheteurs.

En outre, ces marchés doivent être équipés de petites installations de stockage (pour volaille, petit bétail), dalle d'abattage, etc... et de petites chambres de réfrigération.

- b.- création de postes de vente concédés par la puissance publique en nombre limité et offerts à des commerçants compétents, qualifiés, contrôlés (poste de vente type mandataire, vendant en commission) (base minimum : 1.500 T de produits vivriers annuellement). On peut estimer à l'origine à une vingtaine le nombre des postes de vente pour l'ensemble du Gabon.

- c.- circuit de ramassage au niveau des zones de production concédé à des ramasseurs compétents, assurant les tâches de collecte, de transport des produits, paiement des produits déterminés sur liste à des prix fixés pour des périodes déterminées.

Pour chacun des centres du Gabon, il faut prévoir de 3 à 20 circuits et un minimum de 3 T par circuit - soit à l'origine au total : 50 ramasseurs.

- d.- Le cas échéant, des villages-bourgs pourraient être déterminés où s'effectueraient la collecte pour plusieurs villages. On sélectionnerait ainsi certains villages, ce qui améliorerait la rentabilité du ramassage par un meilleur allotissement, faciliterait le contrôle, créerait une émulation entre les divers villages. En outre, ces bourgs regroupant les villageois faciliteraient la diffusion des informations propres à orienter la production.
- e.- contrats de fournitures entre vendeur sur marché et villages - ces contrats étant authentifiés par la puissance publique qui serait à même de trancher ultérieurement les litiges.
- f.- structure de production
- pour les produits vivriers traditionnels, la responsabilité de la production devrait revenir au chef de village participant à l'établissement du contrat de fournitures - ce fut historiquement l'une des missions essentielles de celui-ci.

La production ne soulève pas initialement de graves problèmes de formation, mais ultérieurement, progressivement, la "collectivité rurale" devra informer et orienter les chefs de village et les villageois les plus entrepreneurs en vue d'améliorer les rendements, les méthodes culturales et la productivité. Elle devrait être aidée dans cette action de vulgarisation par un moniteur agricole.

Par contre, le goulot d'étranglement à tout accroissement de production semble résider dans les difficultés de transport entre la plantation et le village (portage effectué par les femmes); il paraît donc nécessaire de prévoir un équipement des villageois en moyens de transport (brouette, voiture à bras ou, mieux, animal de bât); les villages ayant souscrit un contrat de fourniture devraient recevoir un équipement de cette nature.

- pour le palmier à huile : (et pour toutes les plantes pérennes) le développement de cette plantation ne peut se concevoir sans une aide spéciale de la part de l'Etat. En effet, il faut attendre au mieux 4 ans avant la première récolte. Or, les villageois ne disposent pas de la trésorerie suffisante pour atteindre cette période. Bien entendu, toute aide de la part de l'Etat devrait être assortie d'une autorisation de planter (il importe que la localisation de ces plantations ne soit pas anarchique, mais que l'on tienne compte du transport vers l'huilerie proche et d'un allotissement suffisant pour rentabiliser cette opération) ainsi que d'un contrôle du travail effectif.

Le développement de la production de riz exige un effort de vulgarisation important et la recherche de méthodes culturales nouvelles (culture en irrigation dans les zones d'ensoleillement suffisant).

- pour la production animale : compte tenu du fait que le milieu traditionnel ne possède pas de tradition d'élevage, tout développement de cette spéculation doit être organisé autour d'exploitations témoins qui restent en liaison constante avec les responsables agricoles.

Il importe donc de recenser et d'intéresser en premier lieu toutes les personnes ou collectivités (missions) susceptibles de se consacrer à l'élevage. Les responsables de ces exploitations devraient initier les villageois proches à cette spéculation, contrôler l'état sanitaire des troupeaux (par exemple, contrôle de 4 villages par exploitation) : on limite ainsi les besoins en infirmiers vétérinaires, on multiplie l'efficacité du conseiller auprès des villageois.

Au demeurant, une large campagne d'information et d'éducation devrait être entreprise sur les problèmes d'élevage à laquelle devrait être associés très intimement, les instituteurs, les infirmiers et tous les cadres administratifs du pays.

- pour la pêche : tout développement de cette production implique un équipement des pêcheurs tant sur le plan du matériel de pêche proprement dit que sur le plan des moyens de transport (pirogues à moteur).

Les expériences réalisées par l'ORSTOM dans les lacs intérieurs permettent de penser que les équipes de 4 pêcheurs peuvent atteindre une production de 20 T et travailler 250 jours par an.

Des chiffres identiques peuvent être atteints en mer, avec toutefois un équipement plus important (village de N'TCHENGUE).

g.- structurer la demande

- . demande directe des consommateurs, notamment celle des chantiers et des cantines (1) qui devraient pouvoir exprimer leurs besoins au niveau des marchés municipaux.

Il conviendra, par ailleurs, d'agir auprès des consommateurs pour les orienter vers les produits d'origine gabonaise.

- . demande des transformateurs

Il convient de préconiser la création de petites unités de transformation susceptibles :

- d'assurer le stockage de certains produits périssables (traitement du manioc - séchage du poisson - boissons faites à base de fruits locaux...) et ainsi d'étendre la demande en produits locaux (offre de manioc conditionné en substitution de riz importé, etc...)
- de régulariser le marché, en absorbant certains excédents occasionnels.

(1) Il n'en existe pas dans l'état actuel. Il semble néanmoins que la création de cantines pour la main-d'œuvre industrielle et pour les administrations serait intéressante à double titre :

- sur le plan de l'amélioration de l'alimentation (conséquence favorable sur la santé publique et le rendement des travailleurs) et moyen d'orientation en vue d'une diversification des produits entrant dans l'alimentation;
- sur le plan de la régularisation du marché, dans la mesure où ces cantines pourraient se porter par priorité acheteurs des apports excédentaires des marchés.

A ce titre, on pourrait prévoir :

- Atelier de transformation du manioc (LIBREVILLE, PORT-GENTIL) et de produits agricoles (certaines confitures... certaines boissons)
- Usine de traitement des régimes de palmier dans le Haut-Ogooué
- Atelier de séchage de maïs (dans les quelques villages bourgs) - (étalement de l'offre sur toute l'année)
- Atelier de séchage de poisson (PORT-GENTIL, LAMBARENE).

h.- Evaluation de l'accroissement du revenu des villageois

- Produits vivriers :

traditionnels :

sur la base d'une valeur moyenne de 10 F/Kg et d'un accroissement de production de 32.000 T (55.000 - 23.000 tonnage actuel estimé) la valeur globale de la production s'élèverait à $32.000 \times 10 = 320$ M.

Maïs : sur la base d'un prix moyen production de 15 F/KG : $550 \times 15 = 8$ M.

Huile de palme : sur la base d'un accroissement de production de 500 T (1.100 - 600) correspondant à un poids de régime de 3.000 T à une valeur de 3,5 Rs le Kg, l'accroissement de valeur s'élèverait à 10,5 M.

- Pêche : tonnage total commercialisé en supplément du tonnage actuel de l'ordre de 2.000 T sur la base d'un prix moyen de vente de 40 Rs/Kg, la valeur de cette production nouvelle s'élèverait à 80 M.
- Elevage : sur la base de 300 Rs/Kg de viande, le tonnage commercialisé dans le "cadre organisé" à 450 T pour une valeur de 135 M.

soit donc un accroissement total de valeur de l'ordre de 500 à 550 M.

1.- La répartition du revenu supplémentaire par famille (C.A. - débours de l'exploitant) s'élèverait très grossièrement à :

. pour les produits vivriers (y compris maïs et huile de palme)	34.000 Rs
. pour la pêche	80.000 Rs
. pour l'élevage	35.000 Rs

PRODUCTIONS VIVRIÈRES AFRICAINES
Populations affectées à la production

ZONES DE CONCENTRATION	Productions Vivrières végétales traditionnelles		P.C.H.E		Productions animales			TOTAL	
	Familles	populations	pêcheurs	populations	Salariés exploitations pilotes	Éleveurs villageois (1)	populations	populations	familles
Liroville	4.000	19.000	240	720	90	2.100	7.000	27.000	5.550
Port-Bentil	2.700	12.500	80	240	60	1.350	4.200	17.000	3.550
Port-Bentil	1.400	6.800	220	660	30	750	2.400	10.000	2.000
Port-Bentil	1.100	5.300			30	550	1.750	7.000	1.450
Port-Bentil	200	950			20	300	950	2.000	300
Port-Bentil	100	450			10	150	500	1.000	150
TOTAL (rond)	9.500	45.000	540	1.500	250	5.200	16.800	64.000	13.000

(1) Salariés supplémentaires destinés à assurer la production animale dans les familles

Régions de production	Produits végétaux		Produits animaux (1)		Pêche		Total (2)		Accroist.
	Actuel.	Objectif	Objectif	Objectif	Actuel.	Objectif	Actuel.	Objectif	
LIBREVILLE	105	245	55				115	330	215
PORT-GENTIL	70	160	35		20	65	80	230	150
LAMBARENE	35	85	20		10	45	45	150	105
N'DJOLE	30	65	15				30	80	50
MOANDA MOUNANA	5	12					5	15	10
OYEM - BITAM	-5	6					2,5	8	5
MOUILA									
	250	515	130		30	110	280	815	535

(1) - Production supplémentaire des exploitations pilotes 45 millions.

(2) - La production de maraîchage, d'œufs et volailles par des exploitations spécialisées peut être estimée à 90 millions.

RECETTE BRUTE MOYENNE PAR FAMILLE (I) DES PRODUCTIONS
VIVRIERES COMMERCIALISEES (Objectif)

LAUREVILLE	60 à 65.000.- Frs C.F.A.
PORT-GENTIL	65 à 70.000.-
LA MBARENE - N'DJOLE	70 à 75.000.-
WANDA-MOUNANA	55.000.-
OTEM-BITAM	"
MOUILA	"
MOYENNE	63 à 64.000.- Frs C.F.A. par an

(I) Les disparités de revenu sont dues aux rendements très supérieurs de l'activité pêche.

Tableau A - 9

62

**CREDITS D'EQUIPEMENT AFFECTES AU DEVELOPPEMENT DES
PRODUCTIONS VIVRIERES**

	Nombre	Crédit unitaire	Total
<u>MODERNISATION DES MARCHES</u> (chambres froides et aménagements)	11	6 millions	66
<u>RECUTEMENT DU PERSONNEL</u> Vendeurs Ramasseurs et frais de 1er établissement	20 { 40	0,25	15
<u>MATERIEL DE TRANSPORT</u> Camions (1.200 T/an) Pinasses (2.000 T/an) + matériel accessoire	17 { 14	3,5	100
<u>OUTILLAGE ET MATERIELS DE VILLAGE</u>	550	0,1	55
<u>FINANCEMENT PLANTATIONS</u> (palmiers, arbres fruitiers)	420 ha	0,035	14
TOTAL PRODUCTION VEGETALE			250
<u>Equipe ment de pêche lacustre</u> (par équipe)	75	0,3	22
<u>pirogues à moteur</u>	75/2	0,2	8
<u>Equipe ment pêche en mer</u>	60	0,5	30
<u>pinasses (pour 4 équipes)</u>	15	1,8	18
<u>Pisciculture (pour mémoire - cf programme du Service</u>			
TOTAL PECHE			80
<u>CHEPTEL VIF</u> avicole { porcin { ovin {		2 { 18 { 100 {	120
(exploitations pilotes)	30	1	30
TOTAL PRODUCTION ANIMALE			150

.../...

**CREDITS D'EQUIPEMENT AFFECTES AU DEVELOPPEMENT DES
PRODUCTIONS VIVRIERES**

	Nombre	Crédit unitaire	Total
ORGANISATION DES MARCHES			
(ices froides et aménagements)	11	6 millions	66
PRELEVEMENT DU PERSONNEL			
Vendeurs	20		
Ramasseurs	40		
(du 1er établissement)		0,25	15
MATÉRIEL DE TRANSPORT			
Camions (1.200 T/an)	17		
Pénasses (2.000 T/an)	14		
Matériel accessoire		3,5	100
MAISONS ET MATÉRIELS DE VILLAGE	550	0,1	55
AMÉNAGEMENT PLANTATIONS			
(ars, arbres fruitiers)	420 ha	0,035	14
PRODUCTION VÉGÉTALE			250
PÊCHE			
(ement de pêche lacustre (par équipe))	75	0,3	22
à moteur	75/2	0,2	8
(ement pêche en mer)	60	0,5	30
(1 pour 4 équipes)	15	1,8	18
culture (pour mémoire - cf programme du Service)			
ÉLEVAGE			80
ÉLEVAGE			
avicole		2	
porcin		18	
ovin		100	
(stations pilotes)	30	1	30
PRODUCTION ANIMALE			150

- 2 -

<u>EQUIPEMENTS DE TRANSFORMATION</u>	:	:	:	:
Atelier de traitement du manioc	:	3	:	10
Huilerie (MOANDA)	:	1	:	40
Ateliers de poisson	:	3	:	10
TOTAL TRANSFORMATION	:	:	:	100
TOTAL CREDITS D'EQUIPEMENT	:	:	:	580

C.- Les produits non traditionnels

L'existence d'une population européenne appréciable, l'évolution des habitudes alimentaires au niveau des cadres gabonais et d'une partie de la population, créent, pour les produits agricoles non traditionnels, notamment les produits maraîchers, un marché non négligeable en rapide extension; l'accroissement très significatif des importations en est la preuve tangible. Or, dans l'état actuel, les besoins sont dans leur quasi totalité, couverts par des importations (sauf partiellement pour quelques légumes, oeufs, poisson frais). On doit toutefois noter que :

- de tels produits ont été cultivés avec succès au Gabon, particulièrement avant le développement récent des liaisons aériennes et maritimes; ce qui a pour le présent valeur d'expérimentation pratique; au reste, il existe encore un certain nombre de jardins maraîchers.
- un certain nombre de Gabonais, ici ou là, cultivent des légumes en vue de leur commercialisation vers les centres urbains proches. L'effort de ces producteurs isolés est d'autant plus méritoire que ceux-ci n'ont reçu ni encouragement, ni aide, ni non plus de formation adaptée. Ces cas, s'ils sont "symboliques", permettent néanmoins d'apporter certaines garanties quant aux possibilités effectives et constituent déjà des "volontés" susceptibles de participer à un programme de développement.

a.- Evaluation des besoins

Cette évaluation paraît assez aisée dans la situation actuelle grâce aux statistiques des bureaux douaniers; les prévisions pour les années prochaines sont évidemment plus délicates à élaborer du fait de l'incertitude des attitudes d'une partie des consommateurs.

On trouvera, dans le tableau de la page 65, une évaluation des besoins et les objectifs de production correspondants, qui s'élèveraient à la moitié des besoins.

b.- Estimation des moyens de production

Il est néanmoins possible de traduire ces besoins en surface et en moyens de production nécessaires. Mais il importe de souligner qu'en tout état de cause, les volumes nécessaires resteront fort limités (de l'ordre de 60 ha au total).

N.B.-

Les consommateurs considérés sont assez exigeants sur le plan des qualités; il importe donc que ces exploitations assurent un niveau de qualité élevé, d'où sélection des plants et des races et présentation commerciale des produits.

En dehors de la production destinée à la consommation, ces exploitations devraient assurer la production de souches de poulets et de petit bétail, destinée à une diffusion en milieu traditionnel (en effet, ces exploitations doivent disposer d'humus, de fumier, ce qui implique un petit élevage).

PRODUCTION MARAICHAGE		Nombre ha Maraichage	PRODUCTION VOLAILLE		PRODUCTION OEUFS Besoins (3)	Objectifs production	EPILOIS (4) SAALLES
besoins (1)	Objectifs de production du Gabon		Besoins (2) (en têtes)	Object. produc.			
550 T	250 T	25	37.000	15.000	400.000	300.000	100 à 150
300 T	150	15	21.000	10.000	220.000	160.000	60 à 100
150 T	75	8	10.000	8.000	110.000	80.000	50
150 T	75	8	10.000	8.000	110.000	80.000	50
50 T	30	3	-	-	.	.	.
1.200 T	580 <u>600 T.</u>	60 ha	78.000	41.000	840.000	600.000	250 à 350 soit 1 po- pulation de 1.200 pers.
60 M				20		10	

Valeur
PRODUCTEURS

- (1) sur la base de 150 Kg./consommateur de type européen
 (2) sur la base de 13 Kg./consommateur de type européen, et de 1,2 Kg. de viande par volaille.
 (3) sur la base de 110 oeufs par consommateur de type européen. En admettant une ponte moyenne de 120 oeufs par pouleuse, il faudrait 5.000 pouleuses au total.
 (4) on pourrait faciliter à l'origine l'installation de producteurs maraichers congolais de Pointe Noire ou du Niari.

c.- Structure

Pratiquement, il convient de recenser - dans chaque région - toutes les personnes ou collectivités (notamment religieuses) qui sont déjà orientées vers ces productions, ou qui sont en mesure de le faire, et de définir avec elles des programmes de fournitures correspondant aux besoins locaux de production (en volume, calendrier), en tenant compte de leurs capacités réelles et en leur fournissant l'aide nécessaire en prêts d'équipement. Les maisons de commerce existantes devraient être à même d'assurer la commercialisation de ces produits avec, le cas échéant, écoulement des excédents aux marchés municipaux.

La mission du Ministère de l'Agriculture serait d'assurer la liaison entre ces groupes, d'épauler sur le plan technique ces initiatives et, là où les besoins s'avèreraient nécessaires ou en cas de défaillance, de se substituer à elles.

Ainsi, les services officiels susciteraient des initiatives, coordonneraient et orienteraient les volontés sans se juxtaposer à elles dans un pays qui ne peut, de toute manière, supporter des charges de fonctionnement de services trop onéreuses, en marge de l'activité économique générale.

De même, au niveau de la Recherche, le service agricole devrait pouvoir enquêter au niveau des stations spécialisées des pays voisins, dont le climat et le sol présentent des analogies marquantes; ce service devrait être en mesure de participer aux recherches de ces stations et y envoyer, en formation, des stagiaires; on assurerait ainsi un meilleur rendement, ce qui permettrait de diriger tous les crédits disponibles aux tâches de vulgarisation dont le pays a le plus grand besoin dans l'immédiat.

d.- Evaluation de la valeur de la production

Production maraichers	$600.000 \times 100 \text{ Frs} =$	60 M
Volailles (consommation)	$41.000 \times 500 \text{ Frs} =$	20 M
Oeufs	$600.000 \times 20 \text{ Frs} =$	12 M
Volailles et animaux de race destinés à être dif- fusés en milieu traditionnel		?

Soit de 90 à 100 Millions.

III.- LES PRODUCTIONS DE DEVELOPPEMENT

L'approvisionnement du marché intérieur gabonais, qui peut réclamer, comme nous venons de le voir, une population importante, de l'ordre de 13.000 familles ou 65.000 personnes, reste néanmoins loin de pouvoir saturer la capacité de production de l'ensemble de la population rurale, estimée à 53.200 familles ou 328.000 personnes.

Il reste donc une population de 67.500 familles ou 260.000 personnes, dont une partie importante doit se trouver orientée vers la production agricole et, dans ce cas, vers des spéculations qui sont destinées à la commercialisation sur le marché mondial (dont africain).

Ceci implique donc un choix des productions parmi celles qui sont susceptibles d'être exploitées au Gabon. Autant que de ce choix, il importe de tenir compte, lors des décisions d'implantation, de toutes les contraintes de nature économique : seuil de volume pour l'exportation - frais de ramassage - seuil de traitement en vue du conditionnement, et, également, des exigences agricoles : qualification de la main-d'oeuvre, rendement et importance des besoins nécessaires.

A.- Nécessité d'un foyer de développement

Compte tenu de l'état de fait actuel en matière de production, de l'absence de traditions agricoles, du degré médiocre de qualification, toutes les plantations nouvelles devraient être entreprises autour et à partir d'un pôle de commercialisation correspondant au local de conditionnement ou de traitement de la production considérée, qui devrait être :

- dimensionné en fonction des seuils minima, ce qui permettrait de définir le nombre d'hectares nécessaires, dans un rayon proche, et le nombre d'emplois ou de personnes qui doivent participer à cette production.
- implanté en fonction des axes de circulation existants ou définis dans un programme ultérieur, de telle sorte néanmoins que les frais de transport avant mise à FOB soient réduits au minimum.

Quelle que soit la nature juridique de l'entreprise - du pôle de commercialisation (entreprise privée - coopérative, etc...) - celle-ci devrait :

- . assurer l'écoulement de la production d'une zone définie (en complément d'une production propre) et pour ce faire, être en mesure de participer à la diffusion des plants, de conseiller et de contrôler la production des producteurs isolés et d'établir les programmes de ramassage. Le pôle de commercialisation doit être, en quelque sorte, le "moteur" de la production.

- se trouver inscrite dans le contexte régional de façon à participer à l'effort de développement de la zone, à l'utilisation des moyens existants (transport, encadrement...) et, le cas échéant, à leur animation plutôt que de constituer une unité autonome et autarcique.

Le contrôle de l'Etat et son aide devraient être adaptés à chaque cas, pour faciliter l'insertion de toute initiative dans le contexte régional, faciliter les liaisons entre cette entreprise et les fournisseurs, coordonner l'action de ces derniers. En outre, l'Etat devrait proportionnaliser son aide en fonction du "coefficient de multiplication" d'activités locales dont l'entreprise suscite la création.

B.- Schéma pouvant constituer la base d'un programme

On trouvera, d'une part, le tableau donnant certains éléments de rendements de quelques productions, d'autre part, un tableau donnant une première grille d'objectifs par région. Ce tableau a été établi en tenant compte des réalités agricoles actuelles et de la population rurale de chaque région. Les divers calculs conduisent à ne prévoir un emploi que pour 75 % de la population rurale non employée. C'est là un objectif important.

Nous examinerons, par ailleurs, le cas des productions exportées actuellement et des productions nouvelles à implanter.

	RENDT MOYEN à 1 ha	SEUIL DE PRODUCTION GOULOT DE COMMERCIALISATION OU DE TRANS- FORMATION	DUREE VEGETATION av. 1ère récolte	Nb jour- nées de travail (EN PLAN- TATION) par ha.	Nb. Ha POUVANT ETRE TRAVAILLE PAR FAMILLE OU SALARIE + FAMILLE
CAFE	400 kg	Atelier traitement	4	50	1 ha
CACAO	800 kg	"	4	40	1,5 ha
HUILE DE PALME	1,8 T	Transformation 700 T	4	60	3 ha
COPRAH	1 T		6	20	4 ha
SOJA	1,5 T		1	90	1 ha
AGRIOTES	10 T		5	100	1 ha
YOLA	1,5 T		7	20	3 ha
CAOUTCHOUC	1 T		7	200	1 ha
ANANAS	20 T		2	100	1 ha
RAUCHING	20 kg viande à l'ha (1)		-	1 j.	120 ha
CANNE A SUCRE	80 T	4.000 T	2	75	1 ha
POIVIER	200 kg		4	150	1 ha - 100 pie
PAPAYE	10 T		2	10	5 ha
ALACHIDE	1 T		1	90	1 ha
MAÏS	10 T		4	10	5 ha

(1) sur la base : 0,06 heure de travail par kg de poids vif, 280 kg de poids vif par animal et 1 bête pour 4 ha.

C.- Les productions exportées actuellement

(Productions : café 1.100 T (1) - Cacao 3.200 T - Poivre 5 T - Arachide 300 T - Amande de palmiste 70 T).

Les productions pérennes (café, cacao) présentent un triple intérêt :

- . capital productif existant
- . expérience acquise pour certaines cultures chez un certain nombre de villageois
- . acclimatation de l'homme au travail agricole et fixation de population.

Il ne peut être question, pour un pays aussi pauvre que le Gabon sur ces trois plans, de s'amputer de cette richesse, même si l'écoulement des récoltes s'avère difficile. Au reste, le volume de la production nationale reste marginal par rapport au marché mondial, toute modification en plus ou en moins du volume commercialisé par le Gabon n'aura pas d'influence sur le fonctionnement du marché mondial.

Par contre, la volonté de maintenir ces productions implique un effort accru pour en améliorer la commercialisation. Cet effort se situe à 3 niveaux :

- au niveau de la qualité "commerciale" du produit. Des moyens très adaptés au système d'information doivent être développés pour accroître et accélérer la prise de conscience de ce facteur important de la commercialisation, non seulement au niveau des planteurs eux-mêmes, mais de la population dans son ensemble. Il paraîtrait notamment souhaitable d'associer les représentants des planteurs à une telle action (commission d'appréciation des qualités, prime d'émulation, barème de qualité, etc...)

(1) Dont exportations contrôlées : environ 100 T.

- au niveau de la productivité : les coûts de ramassage sont particulièrement élevés du fait de l'état des pistes et de la dispersion des plantations, limitant l'intérêt économique au niveau du ramasseur, ou surchargeant les frais du service agricole considérablement, lorsqu'il assure cette tâche. Il paraît nécessaire pour les villages qui n'offrent qu'un volume de production réduit, de les mettre dans l'alternative suivante :

- . soit d'abandonner leur plantation (la collectivité ne pouvant se trouver grevée de charges exorbitantes)
- . soit de l'accroître pour atteindre le lot de ramassage minimum, quitte à accorder un certain préfinancement sur programme de nouvelles plantations (cf. infra), celles-ci devant d'ailleurs être axées autour de voies de communication.

De toute façon, une concentration géographique des plantations améliorera l'efficacité de l'encadrement, donc le niveau de qualité.

- au niveau de la notoriété commerciale, un certain regroupement des circuits de ramassage, actuellement diffus (vers le Cameroun, la Guinée, etc...) et la concentration de la production au niveau des quelques centres commerciaux du Gabon permettraient de définir une réelle politique vis-à-vis des acheteurs extérieurs. PORT-GENTIL ou LIBREVILLE pourraient être retenus, particulièrement PORT-GENTIL du fait du transport économique en péniche depuis N'DJOLE.

a.- Café, Cacao

Une telle orientation conduit à envisager une certaine extension de la production - que l'on peut estimer en totalisant les évaluations régionales susceptibles d'assurer une meilleure répartition de l'emploi sur le territoire national - à un tonnage de production en 1975 atteignant :

{ 4.500 T de café,
} 10.000 T de cacao,

programme de production qui correspond à des plantations effectives en 1969.

Pour tenir ces objectifs de production dans les meilleurs délais, accélérer les décisions de planter, faciliter l'application d'une politique réaliste, il semble utile d'envisager l'attribution de prêts aux planteurs. Ces prêts correspondant plus à des avances sur recettes ultérieures qu'à de réels prêts d'investissements, devraient être étalés sur la période qui sépare la plantation de la première récolte.

Par ailleurs, en vue d'améliorer la rentabilité des plantations existantes, on pourrait inciter les producteurs à planter en culture intercalaire, quelques pieds de kolatiers. Compte tenu du délai de végétation avant production (7 ans), une aide devrait être ainsi accordée aux planteurs éventuels pour les inciter à une telle production.

Du reste, l'information et la diffusion des plants devraient être telles que le programme de plantation puisse permettre d'atteindre, au bout du délai de végétation, une récolte suffisamment massive évaluée à 1.500 tonnes de noix pour permettre de créer un circuit de commercialisation effectif et de rentabiliser les dépenses en frais fixes nécessaires à son établissement.

Il semble qu'un prêt de 20.000 Fc par ha pour les diverses productions soit suffisant.

Le volume global de ces prêts pourrait atteindre pour les productions café, cacao, kola : 48 millions environ sur la base d'une répartition moyenne annuelle de 18 millions pendant les prochaines années : cf. tableau page 72 pour la répartition par région.

Il est à noter qu'un tel programme n'entraîne pas de dépenses d'équipement supplémentaires en matière d'installations de traitement et de conditionnement, en dehors des programmes annuels des services agricoles; par contre, l'accroissement au tonnage serait de nature à améliorer la rentabilité de ces installations.

b.- Arachides

La production pourrait être sensiblement accrue, notamment dans le Nord-Est du Gabon - ce qui implique l'installation d'une décortiqueuse (à N'DJOLE ?).

La production de la N'Gounié pourrait être doublée, l'écoulement étant assuré éventuellement par exportations vers les huilleries du Niari (GIAN).

D.- Les productions nouvelles

L'importance du développement et des moyens qui sont nécessaires et, d'autre part, l'urgence de leur mise en oeuvre, semblent impliquer, pour le Gabon, un appel à des entreprises extérieures. On devrait, autant que faire se peut, susciter l'installation et accueillir par priorité celles qui garantissent le débouché à chaque production retenue.

Par ailleurs, compte tenu du niveau de volume minimum du lot pour la commercialisation mondiale (plusieurs centaines de tonnes) et de la nécessité de rentabiliser les investissements, dès les premières récoltes, la plantation initiale devra porter sur un nombre appréciable d'ha et sera conduite avec des méthodes industrielles faisant appel à des salariés (1).

Par contre, toute extension de production au-delà de celle assurée par le programme initial de plantation industrielle devrait être le fait de planteurs gabonais installés à proximité, qui se trouveraient orientés vers cette spéculation par les Pouvoirs Publics et l'entreprise elle-même.

-
- (1) Au demeurant, les salariés pourraient se familiariser avec les techniques de plantation, acquérir ainsi une certaine formation et se reconvertir en planteurs indépendants par la suite.

Ainsi, il paraît possible de délimiter, pour chaque type de production, l'importance des surfaces nécessaires aux plantations, les limites des concessions qui peuvent être accordées, et de mesurer les investissements correspondants.

L'orientation des villageois vers cette spéculation, en dehors des encouragements nécessaires, devrait être assortie d'une aide très adaptée de la part de l'Etat. Aide d'autant plus nécessaire que, dans l'ensemble, les cultures susceptibles d'être entreprises ont un long cycle de végétation entre le moment de la plantation et la première récolte. Or, les villageois ne sont pas en mesure de financer ce travail et n'ont pas de motivations particulières pour concevoir une telle capitalisation.

On pourrait concevoir que les prêts de l'Etat soient accordés annuellement en fonction du travail effectué, après contrôle conjoint des responsables techniques du "pôle de commercialisation" et du bailleur de fonds, et atteindre un niveau permettant d'assurer au producteur un revenu qui lui apparaisse satisfaisant. Le remboursement de ces prêts pourrait s'étaler sur plusieurs années, au moment de la période de pleine production.

1.- Palmier à huile

Nous considérons que :

- le marché mondial est et restera, encore de longues années, demandeur en corps gras - l'Europe est déficitaire, de façon permanente, sur ce plan.

- l'huile de palme peut difficilement être concurrencée au niveau des prix de revient, lorsque les rendements dépassent 1,8 T par ha et par an, par les autres spéculations oléifères.
- le Gabon est particulièrement bien placé pour cette production, tant sur le plan des conditions écologiques que sur le plan de l'emploi.

Palm Hévéa a pu mettre au point des variétés bien adaptées au pays, précoces, assurant un bon rendement, 2,5 T d'huile à l'ha; d'autre part, les plantations n'exigent ni une main-d'œuvre abondante, ni une haute qualification (250 à 350 personnes pour 1.000 ha).

- enfin, ces plantations peuvent être effectives en milieu traditionnel. Palm Hévéa a pu apporter la preuve de la rentabilité de méthodes qui ne font appel à l'utilisation d'aucun engin, n'impliquant donc aucun seuil minimum au niveau des travaux de plantation et permettant de créer, dans les mêmes conditions, aussi bien une exploitation de 1 ha que de 100 ha.

Les objectifs retenus

- a.- prévoir des unités de traitement suffisamment extensives. On constate, en effet, que les charges d'exploitation diminuent fortement avec un accroissement du volume de traitement (1).

(1) D'après les plus récentes études de l'IRI O, pour la Cuvette Congolaise, le prix unitaire de la terre de régence varie comme suit en fonction de la capacité :

Capacité unitaire	Prix unitaire de la terre
pour 4.000 T	1.000
5.000 T	1.500
6.000 T	2.000
7.000 T	2.500
20.000 T	3.000

Il paraît donc utile de prévoir des unités capables de traiter au minimum 4.000 T d'huile correspondant alors à une surface de plantation de 2.000 à 2.250 ha.

D'autre part, elles doivent être particulièrement bien implantées, par rapport aux axes et moyens de circulation existants (transport fluvial ?).

b.- déterminer les zones de plantations à proximité de l'huillerie pour réduire les transports de régimes et faciliter l'ensemble des liaisons (dans une zone de 10 Km de rayon, 2.000 ha représentent moins de 10 % de la surface totale). Si l'on admet un rendement de 10 T à 12 T de régimes à l'ha, le ramassage représenterait alors 5.700 voyages en chargement moyen de 4 T et exigerait un parc de 6 à 8 camions.

c.- concéder à l'usine de traitement une plantation qui assure :

- la gestion d'une plantation dont la production devra couvrir une fraction importante de la capacité de l'usine (par exemple, le 1/4 ou la moitié), de telle sorte que l'usine soit assurée de la maîtrise des décisions sur une part appréciable de son approvisionnement.

Notamment, les premières plantations doivent être conduites sur une certaine échelle, pour donner dans les délais voulus une première masse de production susceptible de faire tourner l'usine dans des conditions économiques déterminées.

On élimine ainsi les incertitudes et les aléas de toute nature qui ne peuvent manquer de jouer au niveau d'une action en milieu traditionnel initialement mal préparé .

Par ailleurs, l'usine doit se trouver aussi équipée de techniciens agricoles susceptibles d'assurer le contrôle technique des plantations, de mettre en oeuvre les traitements qui s'avèreraient nécessaires, d'améliorer les variétés en fonction des résultats de l'huilerie.

Enfin, l'existence d'une telle plantation permettrait de disposer d'une comptabilité de plantation et par là, de définir, par référence, le prix d'achat des régimes provenant des planteurs indépendants.

- . l'animation technique des plantations des planteurs libres fournisseurs de l'usine et d'organiser avec eux le ramassage.

On peut penser que, dans la phase initiale, un certain nombre de villageois pourront être employés comme salariés de l'entreprise. Enfin, l'existence d'une plantation moderne peut constituer un modèle pratique pour les planteurs (méthode bien préférable à toutes les interventions de conseillers extérieurs).

- d.- organiser la production en milieu traditionnel dans un cadre opérationnel

En pratique, il paraît nécessaire de prévoir une certaine centralisation géographique des plantations, notamment pour trois raisons :

- un ramassage commode et économique,
- une surveillance des plantations sur le plan technique et contre les animaux,
- une production plus homogène,
- un canal d'information efficient.

Il semble ressortir de divers examens que l'unité opérationnelle optimum représenterait 500 ha - 170 planteurs disposant chacun de 3 ha (correspondant à une population provenant de 3 villages).

Cette surface permet d'escompter une production de 5.000 à 6.000 T de régimes, une production d'huile de 900 T et un ramassage effectué par un parc de 2 camions.

e.- accorder un préfinancement en fonction de certains critères

Nous admettons que l'exploitation de base de 3 ha peut être attribuée à une famille; le planteur devra réaliser la plantation en 2 ans (150 à 200 jours de travail par ha) et assurer l'entretien (45 jours par an et par ha avant la première récolte, 65 jours avec la cueillette ultérieurement).

On trouvera dans le tableau suivant (p. 83) les propositions de modalités de financement et de remboursement sur la base d'un prêt total de 36.000 F^s par ha, d'un intérêt de 3 %.

SCHEMA DE FINANCEMENT D'UNE PLANTATION FAMILIALE DE PALMIER A HUILE :

3 ha en deux ans

année	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Pendement récline /ha				1,4 T	2,8	5,6	8,4 T.	10	10 T	10 T	10
Pendement huile /ha				250 Kg.	500 Kg.	1.000 kg	1.5 T.	1.8 T	1.8 T.	1.8 T	1,8
Production de récline	1 ha 5			2.1 T	4.2	8.4	12.6	15	15	15	15
par l'exploitation	1 ha 5				2.1	4.2	3.4	12,6	15	15	15
Total				2.1 T	6.3	12.6	21	27.6	30	30	30
Recette brute				7.400	22.000	44.000	74.000	56.000	105.000	105.000	105.000
(3.3 CPA le kg de récline)											
Financement	27.000	27.000	22.000	22.000	10.000						
Recette totale	27.000	27.000	22.000	29.400	32.000	44.000	74.000	56.000	105.000	105.000	105.000
remboursement											
solution A							27.000	27.000	27.000	27.000	27.000
solution B							21.000	28.000	30.000	30.000	30.000

Le prix de 3,5 F^s par Kg de régime, départ plantation, paraît vraisemblable.

La répartition annuelle du prêt, telle qu'elle est prévue, est le résultat de 3 préoccupations contradictoires :

- "proportionnaliser" le montant du prêt au travail effectif,
- assurer un revenu annuel aussi régulier que possible,
- assurer un revenu progressif.

Pour le remboursement, la solution A correspond à une formule de remboursement constant de la 7^{ème} à la 11^{ème} année - la solution B correspond à un prélèvement de 1 F. par Kg de régime pendant la même période.

Le paiement des plants pourra être différé (6^{ème} année ou 12^{ème} année - valeur 10.000 à 12.000 F^s).

f.- Evaluation du montant total des crédits nécessaires au développement des plantations de palmiers à huile pour l'ensemble du Gabon

Les objectifs de plantations définis dans le tableau de la page 72 totalisent 14.500 ha et une production d'huile de palme de 28.200 T; si l'on déduit les surfaces qui sont réservées aux plantations dépendant directement des huileries, que nous évaluons à 2.500 ha, les plantations en milieu familial s'élèveraient donc à 12.000 ha.

Le montant total du crédit à accorder aux planteurs s'élèverait à 432 millions sur la base des modalités de financement définies précédemment.

On trouvera, dans le tableau de la page 86, la répartition annuelle de ces crédits en prévoyant un programme annuel de 2.000 ha.

g.- Installations nécessaires au traitement de l'huile de palme et de l'amande de palmiste

Compte tenu de la répartition des plantations, telle qu'elle ressort du tableau de la page 72, il paraît nécessaire d'envisager la création de 3 nouvelles (1) usines de traitement, une dans la Nyanga - une au nord de la N'Gounié (de préférence sur le fleuve et dans sa partie navigable) - une autre au Sud.

Le total des investissements industriels s'élèverait donc à environ 900 millions. Toutefois, on pourrait prévoir le report à une date ultérieure de l'huilerie de la Nyanga, l'huilerie existante pouvant être aménagée pour traiter les premières récoltes. D'autre part, il est possible de ne prévoir dans le programme de 1963-1969, qu'une première tranche de travaux correspondant à une capacité moindre pour les deux huileries de la N'Gounié, ce qui permet de ramener les investissements pour 1968 à 300 millions environ.

(1) Nous admettons comme existante l'huilerie de Palm Hévéas.

	1963	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78
par la 1ère unité																
Financement	4.5	4.5	3.65	3.65	1.65		4.5	4.5	4.5	4.5	4.5		R	= 18		
Reboursment																
En raison annuelles																
1.000 ha	18	18	14.5	14.5	7		(1.8)	R	R	R	R	R	R	R	R	R
2.000 ha		18	18	14.5	14.5	7		R	R	R	R	R	R	R	R	R
3.000 ha			18	18	14.5	14.5	7		R	R	R	R	R	R	R	R
4.000 ha			18	18	18	18	14.5	7		R	R	R	R	R	R	R
5.000 ha					18	18	14.5	14.5	7		R	R	R	R	R	R
6.000 ha						18	18	14.5	14.5	7		R	R	R	R	R
Credit	18	36	50.5	65	72	72	54	36	21.5	7						
Reboursment	18	54	104.5	160.5	241.5	313.5	367.5	403.5	425	432						
Total							18	36	54	72	90	90	72	54	36	18
							18	54	108	180	270	360	432	486	522	540

PREFINANCEMENT CAPE CACAO KOLA

Ce programme majeure de 2/3 le programme Palmier

Par ailleurs, la production d'huile de palme envisagée permet d'escompter un tonnage d'aman-de de palmiste de l'ordre de 14.000 T, représentant une production d'huile de palmiste de 7.000 T. Une telle production permet d'envisager la création, au Gabon, d'une usine de traitement de palmiste. Cette usine pourrait être implantée à PORT-GENTIL (1) au débouché de l'Ogooué, pouvant donc absorber directement la production de palmiste en provenance de la N'Gounié et de N'Vily ainsi que celle en provenance de la Nyanga, voire de la N'Gounié via le port de MAYUMBA.

La réalisation de cette usine ne devrait être envisagée que dans un programme ultérieur (1975).

2.- Développement de la production de poivre

Cette production paraît s'acclimater fort bien au Gabon, particulièrement le poivre blanc, les rendements y sont satisfaisants et les récoltes précoces (au bout de 3 ans). Cette spéculation est intéressante, notamment pour le poivre blanc (2).

Cette spéculation réclame des soins particuliers; d'autre part, elle exige une excellente présentation, il semble donc que les plantations devraient être largement développées au niveau des grandes exportations agricoles dans l'Estuaire, le Moyen Ogooué et l'Ogooué Maritime.

-
- (1) On notera que le gaz de PORT-GENTIL est susceptible de fournir des quantités d'énergie suffisantes, à un coût économique.
 - (2) La consommation française est de l'ordre de 2.000 T, en progression régulière.

Le seuil de commercialisation se situe au niveau de 100 T, l'objectif de production de 150 T; s'il représente un effort important, il ne paraît pas, néanmoins, impossible à atteindre.

3.- Développement de la Kola

Le marché africain est très demandeur de la kola; par ailleurs, le prix de commercialisation est assez élevé.

Il semblerait intéressant d'inciter les planteurs Gabonais au développement de cette production en plantation intercalaire. Toutefois, il paraît nécessaire, du fait de la longue période qui sépare la plantation de la récolte, d'encourager, par quelques avances, ceux qui prendraient leur décision de planter, et de les approvisionner en plants nécessaires.

Le kolatier serait, par rapport aux exploitations familiales de cacao ou de café, ce que pourrait être le poivre aux exploitations industrielles.

L'objectif de production devrait atteindre, dans 8 ou 9 ans, 1.500 T, de telle sorte que la production puisse atteindre une notoriété commerciale suffisante.

4.- Ranching de Tchibanga

Il fait l'objet d'un programme particulier bien défini, sur lequel il n'y a pas lieu de revenir.

5.- Productions d'agrumes, ananas, bananes séchées, etc.

L'éloignement par rapport à la côte de la Région du Haut Ogooué et de la Région Sud de la N'Gounié rend difficile et onéreux l'écoulement de toute production agricole destinée à l'exportation, en provenance de ces régions.

Il convient donc d'orienter ces régions vers des productions de valeur élevée, susceptibles de supporter des frais de transport sensibles. Les produits transformés répondent à cet impératif.

D'autre part, les caractéristiques des sols et des climats de ces deux régions paraissent relativement favorables à certaines productions tropicales au nombre desquelles figurent les agrumes, ananas...

On constate au niveau du marché de la zone franc, un accroissement régulier de la demande de jus et particulièrement de jus d'orange, cependant que les transformateurs rencontrent certaines difficultés dans leur approvisionnement traditionnel. Ces conditions paraissent donc favorables au Gabon.

Toutefois, les aléas de ce marché et l'importance que constitue le circuit de commercialisation dans l'écoulement de ces productions doivent inciter les responsables de l'économie gabonaise à une certaine prudence.

Il paraîtrait donc nécessaire d'engager une action de prospection auprès des spécialistes de la transformation et de la distribution de ces produits pour les inciter à étudier leur éventuelle installation au Gabon. C'est à partir de projets précis que devraient être définies les conditions de développement de plantation.

Il n'en demeure pas moins que certaines zones de ces deux régions ont vocation pour accueillir quelques unités de transformation.

6.- Les axes de commercialisation des productions de développement

Toute action de développement des productions agricoles destinées à l'exportation implique la nécessité de prévoir la centralisation des circuits de ramassage et des installations de stockage au niveau des points de transit.

Trois points de transit paraissent devoir, particulièrement, être retenus :

- N'DJOLE, lieu de collecte des produits en provenance du Woleu N'Tem, de l'Ogooué Lolo et de l'Ogooué Invidio pour le café, le cacao, le kola et les arachides.

Sur les bases précédentes, on aurait, respectivement et approximativement, les tonnages suivants : en 1975, café : 3.500 T - cacao : 10.000 T - kola : 1.500 T - arachide : 1.000 T.

Sans vouloir apporter de conclusions définitives sur ce plan, il semble que le chargement sur les péniches de l'Ogooué présenterait certains avantages, transport fluvial toujours économique et plus particulièrement en l'occurrence, meilleure valorisation de ce transport, les péniches redonnant actuellement à vide.

- PORT-GENTIL, qui doit collecter les huiles de palme et palmiste de la région de N'Vily et, ultérieurement, dans le cas de décision concernant de nouvelles plantations de la N'Gounié (prévisions 1975 : 12.200 T), qui collectera également le caoutchouc (1.200 à 1.500 T) et le poivre (100 T). A ce trafic, pourrait s'ajouter celui de N'DJOLE.
- MAYUMBA, l'aménagement du port d'une part, et de la route N'Dendé Mayumba ainsi qu'un accroissement prévisible des tonnages de bois de la région devraient accroître notablement l'importance du trafic de ce port et sans doute faciliter l'écoulement de la production d'huile et de palmiste de cette région ainsi que d'une partie de la production d'arachide et de café, voire de riz de Tchibanga (vers LIBREVILLE ou PORT-GENTIL).
- La route de DOLISIE, qui verra son trafic d'arachide (1.500 T) augmenter en direction des huileries du Niari.
- MOANDA, qui devrait écouler vers POINTE-NOIRE, dans de meilleures conditions, le café (500 T) du Haut-Ogooué ainsi que, éventuellement, des produits transformés.

Tableau A - 12

PROGRAMME CULTURES D'EXPORTATION

	Plantations existantes		Programmes 1963 - 1969	
	Récoltes 1960	Prévues 1965	Plantations 1969	Récoltes 1969
CAFE	1.200 T	2.050 T	10.000 ha	2.700
CACAO	3.300 T	5.800 T	12.500 ha	7.200
ARACHIDE	860 T	1.400 T	3.600 ha	3.500
KOLA	-	-	900 ha	-
HUILE DE PALME	170 T	1.500 T	16.000 ha	7.500
PALMISTE	-	700 T		1.200
POIVRIER	4 T	10 T	750 ha	150
BANANE SECHEE	-	-	250 ha	1.500
AGRUMES (ANANAS)	-	-	1.200 ha	5.000
PLANTES MEDICINALES	-	-	POUR MEMOIRE	
CAGUTCHOUK	-	300 T	1.000 ha	500
TOTAL				200 T
Production en tonnes	5.500	12.000 T		29.000 T
Production en valeur	330 M	675 M		1.530 M

PROGRAMME CULTURES D'EXPORTATION

	<u>Plantations existantes</u>		<u>Programmes 1963 - 1969</u>		
	Récoltes 1960	Prévues 1965	Plantations 1969	1969	Récoltes 1975
	1.200 T	2.050 T	10.000 ha	2.700	4.500 T
	3.300 T	5.800 T	12.500 ha	7.200	10.000 T
DE	860 T	1.400 T	3.600 ha	3.500	3.500 T
	-	-	900 ha	-	1.500 T
DE PALME	170 T	1.500 T	16.000 ha	7.500	28.000 T
TE	-	700 T		1.200	14.000 T
ER	4 T	10 T	750 ha	150	150 T
SECHER	-	-	250 ha	1.500	1.500 T
()	-	-	1.200 ha	5.000	15.000 T
TALES	-	-	POUR MEMOIRE		
MOUC	-	300 T	1.000 ha	500	1.300 T
				200 T	400 T
raica	5.500	12.000 T		29.000 T	80.000 T
ssion	330 M	675 M		1.530 M	3.425 M

INVESTISSEMENTS COMPLEMENTAIRES
POUR LE PROGRAMME CULTURES D'EXPORTATION

CAFE	3 décortiqueuses	(Ogocué-Ivindo et) (Heut-Ogocué)
CACAO	2 installations de stockage	(N'DJOLE et) (PORT-GENTIL)
PALME	2 huileries de 4/5.000 T. (3 ^{ème} huilerie après 1970)	Nyanga et (modernisation) N'Gounié
PALMISTE	1 usine pour 14.000 T.	(après 1970)
RANCHING	Atelier d'abattage	(Nyanga)

Au total, prévoir 350 millions d'ici 1969 et environ
900 millions pour la période 70/75.

Tableau A 14

ESTIMATION DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS

(en millions Frs C.F.A.)

PRODUITS	1 9 6 5		1 9 6 9		
	Tonnes	Valeur	Tonnes	Valeur	
Café	2.000	200	2.700	270	
Cacao	5.000	300	7.200	435	
Arachide	1.400	25	3.600	65	
Huile de palme	1.500	75	7.500	375	
Palmiste	700	15	1.200	25	
Poivre	15	5	50	15	
Bananes sèches	-	-	1.500	150	
Agrumes ananas	-	-	5.000	100	
Plantes médi- cinales	Pour mémoire				
Kola					
Caoutchouc	500	25	1.000	50	
Total	11.115	645	29.750	1.485	
Ranching	-	-	200	60	

➤ ESTIMATION DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS

(en millions Frs C.F.A.)

1965		1969		1975	
Tonnes	Valeur	Tonnes	Valeur	Tonnes	Valeur
2.000	200	2.700	270	4.500	450
5.000	300	7.200	435	10.000	600
1.400	25	3.600	65	3.600	65
1.500	75	7.500	375	28.000	1.400
700	15	1.200	25	14.000	280
15	5	50	15	150	45
-	-	1.500	150	1.500	150
-	-	5.000	100	15.000	300
Pour mémoire					
				1.500	75
500	25	1.000	50	1.500	75
11.115	645	29.750	1.485	79.750	3.440
-	-	200	60	400	120

IV.- DEVELOPPEMENT RURAL LIE AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE

L'aménagement rural ne s'arrête pas uniquement au développement de la production agricole. En effet :

- d'une part, ce développement agricole suscitera en lui-même des besoins affectés à la production, qui devraient être satisfaits - tout au moins partiellement - par une production ou des services locaux (caisses pour le transport des produits, réparations du petit matériel agricole, aménagement de chemins, construction de poulaillers, boxes pour le bétail, etc...). Cette demande pourrait s'ajouter aux dépenses de l'Etat localement (routes, etc...) et constituer un marché local plus appréciable.
- d'autre part, les besoins virtuels de la population rurale, qui, du fait de revenus supplémentaires, vont pouvoir se manifester, et qui devraient être assurés par priorité par des activités économiques locales.

Pour répondre à ces besoins nouveaux, il paraît indispensable de susciter rapidement un artisanat de services (menuisiers, tailleurs, etc...) et la création de petites activités industrielles (scieries), ainsi que les moyens de promotions culturelles (cinéma, ...)

Plus particulièrement, les Gabonais manifestent un intérêt pour les constructions de maisons d'habitation en dur; on peut orienter et canaliser ce besoin vers la construction en matériau du pays.

Or, dans l'état actuel, dans l'ensemble du Gabon (sauf dans les deux villes de la côte), il est extrêmement difficile de trouver des planches à des conditions satisfaisantes. A telle enseigne que les forestiers sont, pour la plupart, contraints de disposer de leur propre atelier (ce qui constitue pour eux, par rapport à leurs propres besoins, des investissements et un équipement onéreux).

Mais même s'il paraît possible de démontrer l'existence de marchés virtuels locaux, il n'en résultera pas pour autant une génération spontanée de tels petits ateliers. Le rôle de l'Etat dans ces réalisations paraît déterminant. Certes, il lui est possible de créer directement des unités de production, mais il peut aussi intervenir en créant l'"excitation d'amorçage" qui permettra à l'ensemble des demandes virtuelles de se manifester (1). En assurant pendant un délai de quelques années une partie de la demande (10 à 20 %), il permettra à l'initiative locale de s'orienter positivement vers la réalisation de tels projets.

L'Etat, d'ailleurs, devrait répondre à ses besoins propres par un programme de construction en bois : écoles rurales, de dispensaires, d'habitations pour ses fonctionnaires.

Par de telles réalisations, il montrerait ainsi l'exemple, présenterait des modèles, et pourrait susciter une demande individuelle grâce à une campagne d'information nationale.

Accessoirement, ces petites scieries pourraient écouler un certain nombre de débits situés à l'intérieur des scieries de la côte disposant de l'équipement technique et commercial leur permettant de travailler efficacement avec le marché mondial.

(1) Du reste, cela paraît préférable : est-il vraiment dans la mission de l'Etat d'assurer le lancement et la gestion de ces unités de production ? Peut-il apporter le soin, la souplesse et l'efficacité nécessaires ?

Compte tenu de la situation actuelle, c'est au niveau des bourgs et des villages relais que devraient être organisés et implantés ces petites scieries ainsi que l'ensemble des services commerciaux et des équipements sociaux.

Une continuelle orientation dans ce sens aiderait au développement progressif de ces bourgs; ceux-ci prenant de plus en plus d'importance, on aboutirait à "des villages de regroupement" en ayant évité des constructions arbitraires (Voir dans le rapport SOFRED - Fernan VAZ, "Illustration de ce qui pourrait être préconisé par la constitution de villages-marchés de production").

V.- L'ENCADREMENT TECHNIQUE ET L'ANIMATION

Un tel programme de développement rural repose essentiellement à la base sur sa prise en charge par les populations intéressées. Cela suppose qu'il constitue la matière privilégiée de leurs relations avec les autorités administratives, lesquelles doivent se constituer tutrices de l'enragement de toutes les cellules villageoises dans les programmes appropriés, exercer le contrôle sur leur déroulement, mettre tout en oeuvre pour que l'assistance technique, les appuis financiers et surtout les structures de commercialisation soient mis en place et fonctionnent de façon correcte. Il est vital, dans un tel domaine, d'assurer la continuité des efforts de tous et la rémunération de ces efforts à bonne échéance. Ce sont les conditions nécessaires de l'intégration des populations rurales, objectif premier du plan.

Au niveau technique, la mise en oeuvre de ce programme relève des Services de l'Economie Rurale du Ministère de l'Agriculture, avec l'assistance du B.D.I.A. et de l'I.R.A.T. apportée au titre de la coopération, ainsi que des Services de l'Elevage et de la Pêche.

Au niveau de la gestion des aides matérielles et financières, et surtout à celui de la commercialisation, interviendra de manière prioritaire la Société Nationale Gabonaise de Développement Rural. C'est à elle que revient de cautionner les programmes de culture, éventuellement les contrats de culture, en les reliant à des programmes de commercialisation dont elle doit prendre, toutes les fois que ce sera nécessaire, l'exécution et la gestion, surtout au démarrage, et particulièrement en ce qui regarde les marchés d'approvisionnement vivriers des centres urbains.

En fait le programme de Développement rural que nous venons de tracer définit le contenu même de l'action que la S.N.G.D.R. a vocation à mener, en liaison avec les C.E.R. et les S.D.R.

Les tableaux A-15 et A-16 ci-après récapitulent les investissements à consentir au titre de ces structures d'animation et d'assistance.

Tableau A - 15 -

STUDY - MONITOR - CONTROL

Analyse	Notes	Fint.	1962	63	64	65	66	67	68	69	
A- Etudes											déjà acquis FAC
B.D.P.A.	3	PAC. 2	32,5	sur							32,5
I R A T	-	PAC. 2	17,5	38	20	20	20	20	10	10	100
Pédologie		PAC.	5	7	7	7	7	7	7	7	49
Essais fruit.et maraf.		PAC.	8	8	6	—	—	—	—	—	p.m.
Contribution Budg.Cabon.		Bg.	5	5	5	5	5	5	5	5	35
Riz irrigué		Chine	-	2,5	2,5						10
		Bg.		2	2						4
B- Opérations -		PAC.	7,5	8	10	12	12	12	-	-	52
Lutte phytosanitaires		Bg.	1	3	4	4	5	7	7	7	37
C.M.C.E. (Cacaoyers)		PAC.	10	10	10	9	-	-	-	-	P.m.
		Bg.	2	3	3	4	4	4	4	4	28
Cultures diverses rap.et vivières		Bg.	7	7	7	8	8	8	8	8	54
Opér.globale invest.Col- lèze agric.		A.I.? p.m.			bâtiments		-	-	-	-	Inscrit T.P. 200M.
Matériel D° équipements		A.I.? 0,5		1	50	-	-	-	-	-	50
Stages		BG. 4		8	3	3	3	3	3	3	19
Fermes pilote 8 par an		BG. 27		+10	10	10	10	10	10	10	68
Fonctionnement, divers		Bg. 27			20	24	30	30	30	30 +	BT.62 y compris Cab. "MI
Economie Rurale		PAC(2) 6		10	7	7	7	7	7	7	proression cumulée
Stat. Soc. Devt.Rural		Et. pub		30							dotat. démarrage
Fonctionnement		Reas.div.									acquis 30 M -
Program.adm.inst.rurales		Et. Equ	-	20	20	20	20	20	-	-	régime précédent
D. Pers.See Agriculture B		PAC 30		22	15	15	15	15	-	-	TP. ent inscrit 62M.
Logements B.		Bg St. 163		194,5	191,5	146	149	149	91	91	1.175

Personnel	Cabinet	7 M 7)	
Soe Agri.		56, 2)	66, M 7
Ec. Rurale		2, 3)	
divers		0, 5)	
matériel cabinet		1,450)	
services forêts		23,100)	27, 1
Ec. Nationale		320)	
collectif		1,260)	

Notes :

- A.- Etudes - 3 La dotation actuelle BDPA s/FAC soit 32 M,5 qui complète la précédente recouvre 1962 - 1963 - Elle n'est pas reconduite
- Par contre pour l'IRAT il semble que sa permanence soit à envisager sous une forme ou une autre, recherche agr. voir participation ORSTOM
- Pédologie - deviendra probablement service permanent.
- Contribution Budget gabonais - précisons pour études agrestel.ou autres
- B.- Opérations - Le C.M.C.E. est doté par le FAC jusqu'à 1964. Il devra ensuite être repris par le budget gabonais - Cultures rapportées et vivrières sous cette rubrique soit repris les diverses inscriptions fractionnées dans projet de tournée : pépinières café, prévu, oléagineux, riz, fruits Collège Agriculture Bâtiments repris au programme T.P.
- Fonctionnement divers - Il s'agit de l'augmentation des charges à partir de 1963, se consultant ensuite
- C.- Economie rurale - Sté Gabonaise de Développement rural
- Le budget de fonctionnement reste à faire pour les années 6. etc.. et les recettes à évaluer.
- Il est hors de doute qu'une dotation substantielle devra être consacré à cet organisme, élément moteur de l'animation rurale (contrats de production avec S.E.R. - collectes 12 aménag. collectiv. distribution C.M.R. - cf projet SOFRED-)
- D.- Personnel Agriculture même remarque que pour fonctionnement
- Bâtiments logements - précédente inscription (62 M) portée à 62 sur demande agriculture, inscription TP : 62 M.-

Récapitulatif des investissements

Opérations	1963	1964	1965	Total partiel	1966	1967	1968	1969	1970	
- Services Economie Rurale	195	192	146	533	146	149	91	91	?	
- Service Elevage	50	89	71	210	31	25	21	19	?	
- Crédits d'équipement affectés aux productions vivrières	50	50	50	150	50	50	-	-	-	
- Végétales	15	15	15	45	15	10	10	-	-	
- Pêches	30	30	30	90	30	30	-	-	-	
- Viande	-	20	20	40	20	20	20	-	-	
- Transformation										
- Equipement culture d'exportateurs	p.mémoire			sur		350 millions	350 millions			900 millions entre 1971 & 1975
Total	340	396	312	968						
3/ En cours de crédit de préfinancement de plantation										
Palmier à huile		54	105	-	170	242	314	350	350	extinction en 1978
autres (café - cacao kola-poivre)	18	36	70	-	115	162	214	233	233	" 1971
Total	30	90	175		285	404	528	583	583	

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
Produits vivriers	250	345	440	535	630	730	760	800
Maraisage	15	30	45	60	75	90	100	100
Animaux et pêches	30	60	90	120	150	180	210	240
Exportations	300	400	500	600	800	1.000	1.200	1.400 (1)
Total	595	835	1.075	1.895	1.655	2.000	2.270	2.540
Différence cumulée en 1962		140	480	720	1.060	1.405	1.675	1.945

(1) - valeur portée à plus de 3 milliards en 1975 -

SECTION B - L'ECONOMIE FORESTIERE

Cette section recouvre les trois problèmes principaux connexes de l'organisation de l'exploitation et de la commercialisation des bois divers, de la Gabonisation de la 1ère zone et des infrastructures de déblocage de la 2ème zone. Ces problèmes ayant fait l'objet d'études détaillées (1), tant du Service Forestier que de la mission de la SOFRED, on évitera ici tous les développements contenus dans les rapports ad hoc pour ne retenir que les actions, les institutions et les opérations auxquelles ils concluent.

I.- LES BOIS DIVERS

Les changements structurels apparus sur le marché mondial des bois tropicaux, la perte progressive de la "royauté" de l'okoumé, la nécessité d'une exploitation plus rationnelle du potentiel forestier, l'obligation de fournir un débouché convenablement organisé à l'exploitation africaine en 1ère zone, enfin et surtout l'urgence pour le Gabon de conquérir une place à sa mesure sur l'ensemble du marché des bois, toutes ces raisons, amplement analysées, ont entraîné la conclusion que l'exploitation des bois divers de la forêt gabonaise devait passer du stade actuel, caractérisé par la faiblesse relative des productions et la non organisation du marché, à une expansion concertée.

- (1) Se reporter au Plan de Développement 1962-66 du Ministère des Eaux et Forêts (3-2-1962) et aux rapports SOFRED : Bois Divers et Gabonisation 1ère Zone, ainsi qu'au document de travail SOFRED "Problèmes du Passage en 2ème zone".

Cela suppose :

- . au niveau des exploitants, surtout des exploitants Africains de lère zone, un soutien technique et financier,
- . au niveau du débouché final, la promotion technique et commerciale des utilisations,
- . au niveau de la vente, l'organisation du marché,
- . enfin, des développements industriels joints.

Partant du niveau actuel de 160.000 m³/an, l'objectif à atteindre a été évalué comme suit :

	<u>Minimum</u>	<u>Optimum</u>
1963	170.000 m ³	180.000 m ³
1964	190.000 m ³	210.000 m ³
1965	220.000 m ³	250.000 m ³
1966	250.000 m ³	300.000 m ³
1967	280.000 m ³	340.000 m ³
1968	310.000 m ³	380.000 m ³
1969	350.000 m ³	420.000 m ³
1970	400.000 m ³	450.000 m ³

Le niveau des prix recherché serait de 4.000 F CFA le m³ pour les bois légers, et de 5 à 6.000 F CFA pour les bois lourds et mi-lourds.

L'effet de cette expansion se fera sentir avant tout au niveau de l'emploi créé. Il ne faut pas espérer, en effet, pouvoir asseoir des droits de sortie sur un produit dont il s'agit de créer le marché. Si les objectifs commerciaux sont atteints, on pourra, en période de régime, envisager une taxation des bénéfices des exploitations pour 200 F CFA le m³ environ. L'espérance de plus-value fiscale va donc de 45 millions en 1965 à 90 millions en 1970. Mais les emplois créés, le courant d'investissements supplémentaires induit, représentent un appoint considérable à l'économie.

En tablant sur un emploi de manoeuvre ou d'ouvrier pour 100 m³ (forte proportion d'exploitants Africains) et un emploi de cadre pour 3.000 m³ produits, le supplément de main-d'oeuvre à mobiliser est le suivant (en cumul) :

	Minimum		Optimum	
	Ouvriers	Cadres	Ouvriers	Cadres
1963	100	3	200	6
1964	300	10	500	15
1965	600	20	900	30
1966	900	30	1.400	47
1967	1.200	40	1.800	60
1968	1.500	50	2.200	73
1969	1.900	63	2.600	87
1970	2.400	80	2.900	97

De même, on peut en gros retenir que le Produit Brut de l'exploitation des bois divers (4.000 F CFA le m³) est le double de la valeur ajoutée. Pour un supplément de PNB allant de 40 millions CFA en 1963 à 240 en 1965 et 960 en 1970 au minimum, les valeurs ajoutées supplémentaires seraient donc :

<u>1963</u>	<u>1965</u>	<u>1970</u>
20 millions CFA	120 millions CFA	480 millions CFA

Les investissements correspondants seront d'abord ceux des Compagnies de Matériel et d'Exploitation (COMEX) des exploitants Africains de lère zone (voir ci-après), mais surtout l'équipement de l'Organisme de Commercialisation.

Celui-ci devra implanter un 1er siège à PORT-GENTIL et ultérieurement un 2ème siège à OWENDO. Par place, l'équipement requis se compose de :

- 1 flottille de remorquage (2 à 3 remorqueurs)
- 1 quai à bois lourds et aire de stockage
- 1 bourse
- 1 scierie tous bois de l'ordre de 10.000 m³ (en exploitation directe ou associée).

Les valeurs à investir sont grossièrement les suivantes :

	<u>Démarrage</u>	<u>Régime</u>		
Flottille	20	40 millions CFA		
Quai	50	200	"	"
Bourse	50	100	"	"
Scierie	50	200	"	"
	170	540	"	"
En outre :				
- Agences en Europe	1	3	"	"
- Déficit de démarrage	50 millions CFA	sur 3 ans.		

Le besoin initial de l'organisme de bois divers est donc de 220 millions CFA au départ et de 590 en période de régime, à financer en deux étapes 1963 et 1966, par une dotation en capital initiale de 100 millions CFA et un emprunt à long terme de 490 millions en deux tranches de 120 et 370 millions.

Les autres besoins financiers résultent du crédit à moyen terme à consentir aux exploitants gabonais par le canal ou avec l'aval des COMEX : 300 millions en 1ère tranche pour une capacité de production de 100.000 m³. Il y aurait deux autres tranches en 1966 et 1968.

Enfin, la commercialisation des bois divers devrait ouvrir, grâce à l'intervention de l'organisme de commercialisation, l'escompte des effets représentatifs des ventes. L'encours à court terme passerait de 180 millions CFA en 1963 à 450 en 1970.

II.- LA GABONISATION DE LA PREMIERE ZONE

Le but de l'opération, tel qu'il a été décrit dans les rapports soumis aux commissions, est de susciter par des voies progressives une promotion des patrons forestiers Gabonais. Trois statuts ont été prévus, offrant une assistance décroissante et une progression de carrière devant aboutir à la position d'exploitant indépendant.

Au statut C, l'exploitant aura la pleine responsabilité des opérations sur le chantier proprement dit, avec permis de 700 ha. Mais il sera aidé pour la fixation du plan de travail, les transports de roulage et flottage, l'entretien du matériel qui lui sera loué et la gestion générale.

Au statut B, l'exploitant sera propriétaire du matériel normal, acquis à l'aide de prêts à moyen terme; il exploitera des chantiers de 2 à 3.000 ha en toute responsabilité jusqu'à la mise à l'eau.

Au statut A, il devient exploitant de droit commun, avec la faculté d'avoir recours aux services de la Société d'Assistance Technique de son ressort.

Toutes les fonctions d'assistance, de service et de gestion prévues aux statuts B et C (éventuellement en A) sont à remplir par des organismes de statut public, les Compagnies de Matériel et d'Exploitation, couvrant chacun un total de permis de 5.000 à 20.000 ha selon la proportion des membres de statuts C et B.

Le tableau B-1 indique le programme théorique de Gabonisation de la lère zone. On voit qu'il porte sur 20.000 ha en 1965 et 120.000 en 1970, pour des productions supplémentaires okoumé + bois divers allant de 45.000 à 210.000 m³. Cela correspond à la mise en place de 35 exploitants de statut C en 1964, puis de 10 exploitants de statut B en 1966... Deux COMEX sont donc à constituer en 1963 et 1964, pour inaugurer le cycle de progression de deux fois quatre années devant assurer la promotion des exploitants aux statuts B et A : 10 exploitations nouvelles de statut A seraient ainsi préparées pour 1972 et 20 pour 1974.

La Gabonisation de la lère zone forestière est liée à d'autres développements :

- elle suppose que la commercialisation des bois divers est assainie, consolidée et organisée;
- elle constitue l'expérience pilote de l'Africanisation des fonctions d'encadrement, de technicité et de gestion dans les entreprises petites et moyennes. En effet, opérant dans un secteur familier au Gabon, disposant de moyens d'assistance, en suscitant de nouveaux, cette opération est la première expérience de promotion sociale qui doit être tentée et réussie;
- elle peut également servir de prototype à l'engagement de professionnels ruraux Gabonais dans les plantations agricoles lourdes et mi-lourdes.

En tant que telle, par la constitution de COMEX ou de tout autre organisation appropriée, la Gabonisation de la lère zone ne créera pas d'emplois nouveaux. Mais elle permettra de qualifier en première étape une quarantaine de Gabonais au niveau "chefs d'entreprise". On peut prévoir les étapes suivantes :

Tableau B.1

- PROGRAMME DE LA PRODUCTION AFRICAINE EN 1ERE ZONE -

(Okoumé et bois divers)

	Production en 1ère zone des exploitants actuels européens et africains (en m3)	Solde à fournir par exploitants africains (nouveaux exploitants et nouveaux permis aux actuels pour sta- biliser à 620.000m3/an (théorique)	Programme de production des nouveaux entre- preneurs Gabonais (en m3)	Nombre de Chefs d'en- treprises par Statut A - B - C	Compagnie de matériel et d'exploit- ation B - C	Surfa- des des permis (ha.)
1963	840.000		45.000	-	-	10.000
1964	760.000		90.000	-	-	20.000
1965	680.000		90.000	-	-	20.000
1966	620.000		150.000	-	10	70.000
1967	560.000	60.000	150.000	-	10	70.000
1968	480.000	140.000	210.000	-	20	120.000
1969	440.000	180.000	210.000	-	20	120.000
1970	420.000	200.000	210.000	-	20	120.000
- - - - -	- - - - -	- - - - -	- - - - -	- - - - -	- - - - -	- - - - -
1975	180.000	440.000	450.000	20	40	320.000

- de 1963 à 1965, 2 COMEX groupant 40 exploitants de statut C, 20.000 ha de permis, 60.000 T de production
- de 1966 à 1968, 4 COMEX groupant 40 exploitants de statut C et 20 de statut B, sur 120.000 ha de permis et 200.000 T de production.

.....

- en 1971, 6 COMEX, 20 exploitants A, 40 B, 40 C sur 270.000 ha et 300.000 T de production.

L'encadrement de chaque COMEX exigerait au départ de 2 à 3 cadres européens.

Les COMEX sont des organismes de gestion autonome et devant assurer leur propre rentabilité. Le financement de leur matériel doit être assuré par les moyens normaux du crédit et leur fonds de roulement par le capital de leurs adhérents et le crédit à court terme.

Pour une COMEX couvrant 10.000 ha de permis, il faut envisager :

- Engins et immobilisations diverses	150 M
- Fonds de roulement	50 M
TOTAL	200 M

L'ordre de grandeur des crédits à moyen terme à mobiliser est donc de 150 millions CFA par COMEX (crédits à 5 ans).

III.- MESURES COMMUNES A LA GABONISATION DE LA PREMIERE ZONE ET A L'EXPANSION DES BOIS DIVERS

a.- Constituer l'Organisme des bois divers

Missions :

- . Parfaire les études technologiques des bois (missions CTFT)
- . Etablir les notices commerciales et le fichier de diffusion près les utilisateurs
- . Assistance technique aux utilisateurs. Démarchage des utilisateurs de seconde main : architectes, entrepreneurs, décorateurs.
- . Organisation des relations publiques
- . Constituer et gérer les services collectifs à mettre à disposition des producteurs : flottille de transport, scierie de service
- . Créer, animer et gérer la "bourse des bois divers"
- . Assumer la totalité des fonctions administratives qui découlent des transactions sur bois : agréage, affrètement, facturation, encaissement... etc...
- . Participer à l'escompte des valeurs
- . Intervenir à l'achat et à la vente, au comptant et à terme, en vue d'une régularisation du marché.

- b.- Constitution d'un organisme conseil d'analyse et de surveillance des prix de revient professionnels, à rattacher au Syndicat Forestier et à PANGABON (cf. Section Industrialisation).

Mission : offrir à chaque exploitant un cadre unifié de calcul de prix de revient (par section de production, coût à l'unité d'oeuvre, marge brute à l'heure d'engin), l'aider à les établir et à les interpréter.

- c.- Dispositions réglementaires à prendre :

- . Prolongation des permis de lère zone en relation avec la production de bois divers (1.000 ha/an par 5.000 m³ extraits)
- . Institution d'un agréage technique accompagnant les dépôts de permis (le postulant doit justifier d'une capacité de production suffisante à l'exploitation rationnelle et complète de son permis)
- . Prolongation des permis de lère zone en relation avec la création ou l'expansion d'une industrie transformatrice du bois
- . Instauration des interdictions temporaires de coupe à mettre en oeuvre sur demande de l'Organisme des Bois Divers
- . Institution du caractère obligatoire de l'Organisme Bois Divers pour l'agrèage des bois, les transactions, l'affrètement, la facturation, etc...
- . Règlement portant statut des courtiers-acheteurs
- . Loi et règlement des COMEX fixant le statut de l'entrepreneur assisté et de la Société assistante.

d.- Dispositions financières

- . Institution de prêts à 5 ans pour achats (par les COMEX ou les exploitants de statuts B et A) d'engins forestiers, assortis d'un programme de production de bois divers
- . Institution de l'escompte à 90 jours sur les transactions de bois divers.

IV.- LE PASSAGE EN DEUXIEME ZONE

Les concessions forestières accordées et non expirées au début 1961 ressortaient à :

1.200.000 ha en première zone
1.130.000 ha en deuxième zone

donnant une répartition approximative pour l'année des productions (okoumé) de :

530.000 T en première zone
250.000 T en deuxième zone.

Les productions de deuxième zone sont obtenues actuellement dans les parties les plus faciles. Or, si l'on examine la situation des permis de première zone, il apparaît que :

- le quart de la première zone sera laissé par les exploitants européens dès 1964,
- la moitié en 1967,
- les trois-quarts en 1971.

Il en résulte l'augmentation des tonnages qui seront demandés à la seconde zone. Si l'on fait deux hypothèses, l'une postulant la constance de la production globale actuelle (780.000 T/an d'okoumé), l'autre une progression de 20.000 T/an, on peut dresser le tableau suivant :

	Production	1ère zone	Production	2ème zone
	Européenne	Africaine	Hypothèse A	Hypothèse B
1963	350	100	330	370
1964	310	100	370	430
1965	270	100	410	490
1968	180	100	500	640
1970	120	100	560	740
1975	20	100	660	940
1980	-	100	680	1.060

Ces objectifs supposent, pour les 20 prochaines années, le déverrouillage de 1.600.000 à 2.300.000 ha en 2ème zone. Sur ces bases, une analyse technique des 23 bassins de la 2ème zone a été faite par le BCEOM, tandis que la SOFRED faisait une analyse économique des routes de déblocage de chacun d'eux (marge brute à la tonne, coût de l'ouvrage en construction et exploitation ramené au tonnage débloqué). Le traitement de ces diverses données a conduit à un programme routier 2ème zone, répondant aux objectifs prioritaires ci-dessus, mais tenant compte des autres critères d'intérêt général :

- . création ou amorçage de liaisons inter-régionales essentielles
- . amélioration de dessertes locales.

Le tableau B-2 ci-après récapitule ce programme (l'année de jalonnement est celle à laquelle l'infrastructure principale correspondante doit être en service).

A partir de ce réseau principal de 2ème zone, un réseau secondaire forestier, réalisé par les entreprises titulaires de permis viendrait compléter la desserte :

Itinéraires	Km	Réserves (1000 T)	
		Okoumé	Total
Haute Noya (Sud)	40	250	275
Ikoy	30	400	440
Mts Itoumbé	80	500	600
Rembo N'Dojo et Echira	170	750	880
Mts Tandous	70	1.000	1.200
Nord N'Gounié	150	900	1.100
Basse Nyanga	140	1.100	1.400
TOTAL	730	4.900	5.900

Le total des réserves débloquées dans la prochaine décade atteindrait ainsi 16,7 millions de tonnes d'okoumé et 20,2 millions de tonnes au total, assurant pratiquement l'exploitation gabonaise pour les 25 ans à venir.

A ce potentiel d'exploitation correspond une prévision de recettes fiscales de 34 milliards CFA. A s'en tenir au seul amortissement par l'exploitation forestière, cela représente une rentabilité nette de l'investissement de l'ordre de 8 %.

Tableau B.2 - PROGRAMME DE ROUTES DE DEBLOCAGE DE LA 2^{ème} ZONE (1) -

Itinéraire	Kms sur l'intérieur	Type (2)	Investissement (en mille CFA)	Jalonnement (année mise en service)	Réserve Forestière 1.000 T		Observa
					okoume	Totale	
Kougouneu - Medounou	130	Lourde 8m.	1.070	1964	750	835	Route au programme
Alempe - Lalara	167	" 9m.	700	1965	2.400	3.100	
Mouila - Mourindé-Mayumba	250	" 8m.	2.500	1966	1.700	2.300	
Haute Noya Nord	35	Liaison	150	1967	125	140	
Haut Couro	110	Forestière 7/8m	410	1967	650	720	
Haut Abanga	190	"	600	1967	950	1.100	
Route de l'Ogooué et bretelle sur Booué	200	Lourde 9m.	2.000	1968	1.450	1.550	Route pré sentée au
Ale... N'Djolé	35	Liaison	340	1969	-	-	
Fougamou - Fampoo N'Kouri	120	Forestière 7/8m	270	1969	500	600	
Fougamou - Mouila (éclairets.)	141	Lourde 9m.	525	1970	-	-	Route au programme
Route des Abeilles	150	Forestière 7/8m	700	1970	2.300	2.700	
Lalara - Kouramoyong	90	Lourde 9m.	800	1971	1.000	1.250	
Total	1.500 + 141 élargis.		10.065		11.825	14.295	

- (1) - Ce programme sera englobé dans le programme d'infrastructures des transferts au chapitre III ci-après -
- (2) - Caractéristiques du programme forestier, susceptibles d'être améliorées pour d'autres critères.

Un tel programme constitue un objectif prioritaire. Comme nous le verrons au chapitre III, il se situe à l'intérieur d'une "enveloppe" de programmes d'infrastructures plus complets, eu égard à l'ensemble des nécessités (liaisons administratives, réseau régional, désenclavement). Nous évaluerons à cette occasion les charges d'entretien ainsi créées. Un large débat a d'ores et déjà été amorcé pour déterminer dans quelles conditions les ossatures principales de déblocage pourraient être réalisées et gérées sous la formule de l'économie mixte : apports de fonds privés, émission d'emprunts publics gagés sur l'exploitation. La participation publique aurait été reliée par une formule simple au montant des marges brutes théoriques d'exploitation de chaque bassin. Les sociétés forestières constituantes avec l'Etat des SEM auraient été gestionnaires de l'exploitation routière, recevant à ce titre les subventions publiques et les péages (majorés d'un coefficient de pénalisation) des exploitations utilisatrices de l'infrastructure qui n'auraient pas adhéré.

Un tel système d'économie mixte n'a pas été retenu dans sa généralité au stade actuel. Il reste souhaitable qu'il soit toutefois expérimenté sur un bassin particulièrement propice (regroupement des principales exploitations du Gabon, richesse des réserves, homogénéité des permis...) comme par exemple l'axe Alembé-Lalara et ses deux prolongements Nord et Est. Il permettrait de mettre à l'épreuve, sur une opération à long terme et d'un volume économique important, la liaison des intérêts publics et privés dans un domaine vital pour l'économie gabonaise. Il permettrait surtout d'accélérer le rythme de l'investissement routier (1) sans aliéner à cet objet une fraction trop exorbitante des ressources publiques.

En revanche, le principe d'exploitation à péages de ces mêmes itinéraires a été retenu. L'étude de ce système devra être entreprise pour application à partir de 1965 et contribuer à l'équilibre du financement du plan.

(1) Cf. le rapport SOFRED : Problèmes d'infrastructure du passage en seconde zone, et annexes.

V.- LES PROGRAMMES DU SERVICE FORESTIER

Pour mener à bien ses missions, le Service Forestier a dressé une liste d'investissements nécessaires :

- . Participation aux travaux de plantation d'okoumé :
3.000 ha/an pour un montant de l'ordre de 190 millions, dont 120 à financer par des ressources extérieures au Fonds Forestier (crédit FAC).

Cette opération est citée ici pour mémoire. Elle sera reprise dans la section suivante "Cellulose du Gabon".

- . Essais de reboisement en savane, en vue de la production de pâtes cellulósiques et de bois d'emballages légers : 11 millions par an, comme ci-dessus.
- . Essais systématiques de bois du Gabon pour la fabrique de traverses de chemin de fer (convention CTFT).
- . Plan d'expansion de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts du Gabon : cette opération est destinée, d'une part, à assurer la gabonisation des cadres administratifs, et d'autre part, à former des exploitants gabonais pour aboutir, en 1972/75, aux effectifs de :
 - 100 exploitants de 1ère zone du type B et C décrit ci-dessus,
 - 20 exploitants de 1ère zone de type industriel (5.000 tonnes/an minimum)
 - 20 exploitants gabonais de 2ème zone de type industriel (25.000 tonnes/an de production).

Le tableau d'investissement correspondant est le suivant
(en millions CFA)

<u>1962</u>	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>Total</u>
73	40	20	131	264

- plantation pilote de bananiers (dossier provisoire au FAC pour essais, dossier FED en cas de conclusion positive)
- étude de la pêche lacustre : 4 millions/an.

Conclusion

Le tableau B-3 ci-après récapitule les investissements à prévoir au titre de cette section, à l'exclusion des routes de déblocage de la seconde zone, reportées au chapitre des infrastructures.

OPÉRATIONS ÉCONOMIQUES DU BOIS

TABIEAU DES INVESTISSEMENTS

Opérations	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Observations
Organisme bois divers									
Matériel d'exploitation de la 1ère zone (Gabonais)	170	25	25	150	150	30	30	25	Dotation budgétaire 100 plus long terme
Compagnies de Matériel et d'exploitation	100	200	200	300	200	200	200	200	Moyen terme à 5 ans
Service Forestier	200	200	100	100	100	100	100	100	Dotation budgétaire 20 %
	48	28	131	?	?	?	?	?	Autofinancement 20 %
									Moyen terme 60 %
Total	518	453	456	550	450	330	330	325	
Sources de financement									
Budget du Gabon	90	40	20	45	45	20	20	20	
Emprunts section formatrice de la BGD	340	385	305	465	365	290	290	285	
Privé et autofinancement	-	-	-	40	40	20	20	20	
FAC et FED	40	23	131	-	-	-	-	-	
En cours de crédit à moyen et long terme	370	707	831	1.153	1.257	1.331	1.203	1.189	
Valeur ajoutée par les opérations d'investissement (estimation provisoire)	110	57	72	70	70	30	30	28	

SECTION C - LA CELLULOSE DU GABON

Les études poursuivies sur les qualités papetières de l'okoumé ainsi que de diverses autres essences tropicales (burséracées, bambous, résineux de savane...) par le CTFT, ainsi que les expériences de sylviculture de ces essences ont transformé l'hypothèse formulée en 1957 sur la vocation papetière du Gabon en une quasi-certitude (1). La fondation de la Société d'Etudes de la Cellulose du Gabon entre l'Etat, le CTFT et un important groupe spécialisé dans l'engineering et l'exploitation industrielle marque une étape importante.

D'après les études de la FAO, la consommation mondiale de pâtes passera de 70 millions de tonnes en 1960, à 130 millions en 1975. Cela correspond donc à l'implantation de 600 unités de 100.000 tonnes (ou 400 de 150.000) en quinze ans. Avec ses immenses ressources en matière première, et grâce à la possibilité de disposer à bonne date d'énergie électrique bon marché sur le site même, le Gabon doit voir une, puis deux au moins de ces unités s'inscrire dans son programme d'industrialisation.

De nombreuses inconnues techniques et économiques, que la Société d'Etudes a précisément pour mission de lever, subsistent encore. Elles tiennent aux possibilités d'approvisionnement en matières premières d'une part, au processus de fabrication le plus économique, de l'autre, et partant au programme électrique qui lui est lié.

(1) Cf. l'étude SOPRED : la "Cellulose du Gabon" et annexe.

a.- L'approvisionnement en bois papetier

Les plantations d'okoumé à destination forestière (reconstitution d'un potentiel de forêt plantée de 600.000 T/an de grumes) fournissent, entre la 12ème et la 15ème année, une éclaircie de 160 arbres cubant 0,9 m³ à l'ha. Au rythme actuel des opérations sylvicoles de 2.000 ha/an, cela correspondra à partir de 1976/78 à une fourniture annuelle de 200.000 T de bois, correspondant à une production de 60.000 T de pâte blanchie. D'ici là, les ressources disponibles de cette provenance seront très inférieures :

1968/69 :	40.000 T/an de bois	soit 15.000 T de
1970/72 :	50.000 "	17.000 pâte
1973 :	60.000 "	20.000 "
1974/75 :	120 à 130.000 "	40.000 "

Mais l'existence d'une papeterie incitera vraisemblablement à sortir de la forêt, dans une zone limitée à 30 Km de transport routier et 100 Km de transport eau, les déchets de l'exploitation forestière pour un potentiel évalué de 30 à 60.000 T/an de bois (prix de revient marginal de ces bois rendus usine : 1700 F CFA la tonne au plus strict).

Pour atteindre en toute certitude, au plus tard en 1971/72, un approvisionnement de 200.000 T nécessaire au démarrage de la première unité papetière, la décision a donc été prise d'entreprendre dès 1963 des plantations d'okoumé à destination uniquement papetière, de 1.000 ha/an, qui doivent fournir une ressource annuelle de 150 m³/ha la 8ème année, soit 100.000 T par an.

L'échéance d'approvisionnement plancher actuellement fixée à 1971-72, sera considérablement rapprochée - en 1968 - si se vérifie l'une ou l'autre des deux hypothèses suivantes :

- Le bambou, essence papetière remarquable en emploi homogène, sera peut-être utilisable en même temps que l'okoumé. Cela suppose que les essais industriels à entreprendre donneront des résultats positifs sans exiger un surcroît d'investissement : il faudrait qu'au moins 70 % du processus puisse être confondu pour les deux essences. Dans ce cas, sur la base des expériences en cours du CTFT, 5.000 ha de plantations permanentes pourraient être entreprises à partir de 1965, pour fournir à partir de 1968 une ressource annuelle de 100 à 150.000 T de bois. Ces plantations conviendront sans doute parfaitement à l'entreprise gabonaise.
- on pense, a priori, que tous les bois de la famille des burséracées (Oziro, Andoung, Ilomba...) sont utilisables à des fins papetières. Leur potentiel est de 50 m³/ha dans les zones de déforestation (2.000 ha/an, portés à 3.000 à partir de 1963), donc à portée de l'utilisation industrielle. En outre, ils pourraient faire l'objet, dans la même zone, d'une exploitation artisanale ou familiale. De 60.000 à 150.000 T/an pourraient ainsi être livrées à la fabrication de cellulose. Il faut que soit acquise, toutefois, la certitude - ce n'est encore qu'une probabilité - de leur utilisation industrielle en mélange hétérogène avec l'okoumé et le bambou, sans complication du processus et renchérissement notable de l'investissement.

Citons enfin les essais actuels du CTPT sur les eucalyptus et résineux de savane. Leurs conclusions seront acquises vers 1966. Les décisions qui en découleront permettront un accroissement éventuel des ressources à partir de 1975. Elles sortent de notre horizon actuel.

En adoptant, par souci de servir au mieux les chances d'aboutissement du projet à la meilleure date, le planning le plus favorable, il en résulte le programme ci-après :

	<u>1964</u>	<u>1966</u>	<u>1968</u>	<u>1970</u>	<u>1972</u>	<u>1974</u>	<u>1980</u>
Ressources bois (en 1.000 T)	50	185	275	380	385	485	650
Equivalent pâte	17	62	92	127	180	162	217
Transformation expérimentale	5	5					
Stockage (sur pied)	36	146	110	160	110	30	100
Production 1ère usine (à partir de 1968)	-	-	100	100	100	100	100
Production 2ème usine (1972 ou 1973)	-	-	-	-	100	100	100

qui implique les décisions :

- . en 1962 : essais sur bambou, essences semi-sélectionnées et de savane
- . en 1963 : création de la brigade papetière Okoumé de 1.000 ha/an
- . en 1965 : décision d'adopter bambou et essences semi-sélectionnées pour 1ère unité de 100.000 T à entreprendre pour 1968.

b.- Les ressources en électricité

Deux procédés sont en concurrence de ce point de vue. Le premier consiste à produire la vapeur nécessaire à la fabrication (6,5 millions de calories à la tonne) en haute pression, à partir de l'utilisation totale des sous-produits combustibles, afin de lui faire produire d'abord 90% de l'énergie électrique nécessaire (500 Kwh à la tonne pour le processus proprement dit et 250 Kwh pour l'électrolyse de fabrication de la soude et du chlore). L'autre consiste à utiliser l'énergie thermique en vapeur basse pression et un ap-provisionnement électrique extérieur. L'arbitrage est évidemment lié au coût de fourniture possible du Kwh extérieur.

C'est dire que l'implantation des unités de cellulose étant prévue dans la région du Como en amont de KANGO, l'opération a un lien direct de réciprocité avec KINGUELE. Or, l'aménagement de KINGUELE pouvant s'effectuer sous 4 variantes, dont la productivité s'échelonne de 70 millions à 230 millions de Kwh annuels, la consommation de la première, puis de la deuxième unité de cellulose, est le facteur déterminant dans le choix de l'équipement. Or, la solution haute-pression (300 Kwh à la tonne) est trop forte consommatrice pour se satisfaire des aménagements amont, sans pour autant justifier l'aménagement aval. La solution basse pression postule au contraire cet aménagement et même son suréquipement en vue d'une pleine utilisation à partir de 1974/76, si les données techniques correspondent à l'échéancier 1968-1973 pour les 2 unités papetières. Par ailleurs, et ceci vient à l'appui de cela, l'aménagement aval de KINGUELE aboutit à un prix industriel H.T. de 2 F. CFA le Kwh maximum : à ce niveau de prix, la solution basse-pression sera la plus économique et contribuera à garantir la rentabilité d'ensemble de l'opération.

PREVISIONS DE CONSOMMATION (millions Kwh/an)				
	1966	1968	1974	1980
LIBREVILLE : utilisation domestique et industrielle	10	14	38	100
Cellulose (hypothèse optimum)	-	75	150	150
TOTAL	10	89	188	250

L'étude de KINGUELE est donc étroitement liée à l'opération cellulose. Elles se conditionnent mutuellement. La décision définitive sur l'équipement de KINGUELE devra être élaborée complètement en 1965 pour un achèvement de la 1ère tranche d'équipement en 1968.

c.- Autres approvisionnements

Tant pour des raisons d'ordre économique que pour élargir les effets industriels de l'opération, on recherchera au maximum son intégration technique :

- production de pâte blanchie, et non pas écrue. La vente de pâte blanchie est plus facile sur le plan commercial. Elle contribue à augmenter la valeur du produit pour des tonnages moindres, donc diminue le handicap de fret.

- Les produits de blanchiment - chlore et peroxyde de chlore - peuvent utiliser des ressources locales : Na cl marin ou gemme et électricité de KINGUELE pour l'hydrolise (250 Kwh à la tonne de pâte blanchie). Les forages pétroliers ont révélé, en effet, une surabondance de structures salifères, tant à PORT-GENTIL que sur la rive nord de l'Estuaire. De toutes façons, d'abondantes ressources en sel seront dégagées par l'exploitation des potasses de HOLLE-CABINDA (près de POINTE-NOIRE).
- Ainsi, une industrie chimique d'amont, productrice de chlore, de soude, de peroxyde de chlore, d'hypochlorite et de chaux, sera implantée. Elle fera appel, par unité de 100.000 T de production finale de pâte blanchie :

- à la production locale ou régionale de :

<u>Sel</u>	<u>Co³ Ca</u>	<u>brut de PORT-GENTIL</u>
10.000 T	3.200 T	éventuellement

- à l'importation de matières premières :

<u>Soude (appoint)</u>	<u>Chlorure de sodium</u>	<u>Soufre</u>
1.200 T	1.750 T	2.000 T

d.- Besoins de main-d'oeuvre

Les plantations de bois papetier, qu'il s'agisse de bambou ou d'okoumé, exigent environ 2 hommes/jour par tonne de pâte (3 T de bois, soit 0,03 ha de plantation).

L'exploitation des bois, extraction et transport : environ 6 hommes/jour à la tonne de pâte.

La transformation industrielle : environ 500 hommes pour une unité de 100.000 T fonctionnant en régime.

Les besoins de cadres se situent au niveau de 1 cadre pour 40 ouvriers, pour les opérations forestières, et 1 cadre pour 4 à 5 ouvriers, pour les opérations de transformation. En outre, les productions chimiques d'amont feront appel à :

	<u>1ère unité</u>	<u>2ème unité</u>	
ingénieurs	2	1	} européens au départ, progressi- vement subs- titués par des Gabonais.
chimistes	3	3	
contremaîtres	3	3	
ouvriers qualifiés	43	43	

Le tableau C-1 ci-après fournit un programme indicatif des besoins de main-d'oeuvre et de cadres. Au niveau de l'usine, trois cents au moins des cinq cents ouvriers requièrent une qualification.

e.- Effets économiques

Jusqu'en 1968, l'incidence économique de l'opération cellulose se limitera à la distribution de salaires des nouvelles brigades sylvicoles ainsi qu'aux effets locaux, directs et induits, de l'investissement industriel (KINGUEIE et usine). On peut avancer l'estimation de la valeur ajoutée supplémentaire ci-après :

Tableau C. 1

Cellulose + Kuinguélé - CALCUL DESOIN MAIN D'OEUVRE - (Productivité et Qualification constantes)

Hypothèse : Unité de 100.000 T. démarrage en 1968 -

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
	NO. C.	NO. C.	NO. C.	NO. C.	NO. C.	NO. C.	NO. C.	NO. C.
Plantation Okoumé (actuel + 1000 ha)	240 6	240 6	240 6	240 6	240 6	240 6	240 6	240 6
Plantation Bambou			400 10	400 10	400 10			
Extraction de bois	30 1	30 1	30 1	30 1	30 1	1000 50	2400 60	2400 60
Exploitation Usine						500 100	-	-
Us/Total	7	270 7	670 17	570 17	670 17	1740 156	3140 166	3140 166
Investissement Usine				1300 40	1300 40	1350 40		
Investissement Kuinguélé	75 3	600 20	750 25	500 16	-	600 20		
Total Général	10	870 27	1420 42	2470 73	1970 57	3690 216	3140 166	3140 166

(en millions CFA)

	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>
3ème brigade	36	28	25	31	36	35
Essais eucalyptus	6	6	5	-	-	-
" bambous	3	3	75	75	-	-
Expérimentations	-	1	-	-	-	-
Chantiers expérimentaux	-	10	10	-	-	-
Etudes	-	-	2	-	-	-
Usine	-	-	-	430	430	450
Kinguelé	25	195	250	170	100	100
TOTAL	70	243	367	706	566	585

A partir de l'exploitation de l'usine, le produit brut par 100.000 T de pâte blanchie s'élèvera à 3.150 millions CFA pour une valeur ajoutée d'environ 1.600 à 1.700 millions.

Il serait imprudent, dans une première phase, d'escompter une recette fiscale sur les productions. Toutefois, l'augmentation de la masse salariale directe et indirecte aura, dès 1964, un effet important sur le marché intérieur de consommation.

f.- Investissements

Le tableau C-2 ci-après indique le jalonnement des investissements.

Les chiffres indiqués dans le tableau résultent des devis mis au point par le Service Forestier en ce qui concerne les plantations, et des premières estimations de l'avant-projet aval (1ère tranche) pour KINGUELE. Pour l'usine de cellulose, nous nous sommes fondés sur un coût de 75.000 F CFA la tonne installée, chiffre susceptible de réévaluation en baisse d'après les tendances actuelles. Cette réévaluation serait, en toute hypothèse, la bienvenue, étant donné que nous avons en gros lié les conditions de rentabilité de l'opération à l'obtention de prêts à vingt ans et 5 % d'intérêt, ce qui est plus avantageux que les conditions actuelles de la BIRD.

g.- Récapitulation du programme

1.- De 1962 à 1965

. Etudes techniques CTFT portant sur :

- compatibilité papetière Bambou-Okoumé
- essais papetiers sur burséracées - 10 essences de forêt naturelle et évaluation du potentiel forestier de ces essences.

. Etudes sylvicoles (Service Forestier et CTFT) :

- plantations d'essais de bambous (100 ha en 1962 et 100 ha en 1963)
- Essais de plantations de résineux en savane.

Tableau des Investissements (en millions CFA)

Opérations	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Observations
<u>Plantations</u>										
Bokoué et N'Koulounga	134	137	137	137	137	137	137	137	137	Fonds Forestier et FAU
3ème brigade	-	73	56	50	63	71	70	71	70	FAC ou FED ou budget
Entretiens divers	17	17	17	17	17	17	17	17	17	Fonds Forestier
Essais Eucalyptus	11	11	11	11	-	-	-	-	-	
Plantations Bambous	-	6	6	150	150	-	-	-	-	FAC et emprunts
Expérimentation Burcéracées	-	5	5	-	-	-	-	-	-	FAC
Chantiers expérimentaux	-	-	20	20	-	-	-	-	-	FAC
Etudes techniques détaillées	-	-	-	15	-	-	-	-	-	Capitaux
Etudes Commerciales	-	-	6	7	-	-	-	-	-	Capitaux
Usine et fonds de roulement	-	-	-	-	2.700	2.700	2.800	-	-	Capitaux et emprunts
Etudes Kinguelé	80	10	15	-	-	-	-	-	-	FAC
Kinguelé aval	-	80	590	720	526	-	600	-	-	
Total	250	339	863	1.127	3.573	2.925	3.624	225	224	13.150
<u>Financement</u>										
Fonds Forestier	90	90	90	90	90	90	90	90	90	810
- FAC	150	169	443	472	312	135	134	135	134	2.094
- FED	-	-	-	17	200	200	200	-	-	617
Apports Capitaux	-	-	-	518	2.971	2.500	3.200	-	-	9.629
Long Terme	-	80	330	-	-	-	-	-	-	

. Etudes économiques (Service Forestier et CTFT)

- chantiers expérimentaux d'extraction d'Okoumé de plantation, d'essences naturelles, de bambous (chantiers industriels, artisanaux et familiaux)

. Etudes techniques (Engineering, Société d'Etudes)

- Devis - prix de revient prévisionnel - bilan exact d'approvisionnement matières et énergie.

. Etudes de marché

2.- En 1965

Les décisions définitives devront être prises sur :

- . les matières retenues,
- . la taille de l'usine et son échéance,
- . l'équipement de KINGUELE.

3.- De 1965 à 1968 (1971 en cas d'échec technique sur les autres essences que l'Okoumé)

- . expéditions expérimentales,
- . construction de KINGUELE,
- . construction 1ère unité de 100.000 T.

SECTION D

L'INDUSTRIALISATION MOYENNE ET LEGERE

L'inventaire systématique des industries possibles au Gabon a été poursuivi dans la double perspective :

- . de l'exportation : matière première locale, de bonne qualité et bon marché, transformation comportant un fort abaissement de poids, utilisant un matériel simple et si possible forte consommation d'énergie.
- . du marché intérieur : matière première locale, produit fini pondéreux, investissement faible, exploitation caractérisée par l'importance des frais variables et un faible seuil de rentabilité.

Dans la première catégorie figurent :

- a.- les industries fondées sur le bois : les lattes d'emballage, la parquetterie (ordinaire, de luxe et industrielle), les éléments de meubles
- b.- les industries fondées sur la pêche : armement industriel au chalut, congélation, conserverie
- c.- les industries des fruits et agrumes tropicaux : conserverie, confiturerie, jus et extraits.

Dans la 2ème catégorie figurent :

- a.- la chaux, les ciments
- b.- les briques et céramiques du bâtiment
- c.- les maisons préfabriquées
- d.- les scieries
- e.- les fumeries et saurisseries de poisson
- f.- la savonnerie
- g.- la brasserie
- h.- la chocolaterie
- i.- la torréfaction de café, les cafés solubles
- j.- la confection
- k. la chaussure.

L'étude générale (1) a défini le processus d'amorçage de ces industries : constitution et diffusion d'un pré-dossier, accueil des industriels intéressés, constitution de sociétés d'études, montage du dossier technique et financier, convention d'établissement et aides. Elle a mis en lumière les conditions requises :

- a.- la formation d'un effectif de cadres intermédiaires Gabonais
- b.- l'existence d'un organisme d'accueil, de pilotage et d'assistance, qui a été décrit sous le sigle PANGABON, et chargé d'organiser l'accueil initial de l'investisseur, la participation aux études et à leur financement, la représentation auprès des organismes du Plan et de la Banque de Développement, le conseil de gestion et d'organisation.

(1) Cf. Rapport SOFRED et les deux études annexes : Latte d'emballage et conserve de poisson.

c.- en ce qui concerne les entrepreneurs Gabonais en début de carrière, un statut liant aux aides de la BGD un contrat d'assistance organisation-gestion de PANGABON.

d.- pour les industries du bois : l'existence de l'Organisme Bois Divers et des conventions réciproques.

Le tableau D-1 ci-après résume l'inventaire des industries possibles, leur dimension et les besoins correspondants. La réussite à 100 % de ce programme comporte, pour 1,9 milliard CFA d'investissements, la création de 2.200 emplois d'ouvriers et employés (dont 50 % de manoeuvres ou ouvriers faiblement spécialisés) et de 100 cadres du niveau cadre moyen européen. La possibilité de faire appel rapidement à des cadres Gabonais de ce niveau sera probablement une des conditions de réussite. On notera le faible taux d'investissement à l'emploi créé (un peu plus de 800.000 CFA) comparé à l'unité de Cellulose (plus de dix millions). De plus, l'expansion des activités d'amont (approvisionnement) consolide 1.600 emplois d'ouvriers et manoeuvres et de 80 cadres.

Il paraît raisonnable de prendre comme objectif la réalisation de ce programme à 50 % d'ici à 1968, avec les effets suivants :

En cumul	Emplois Ouvriers			Emplois Cadres			Produit brut en millions	Valeur ajoutée CFA
	Direct	Ind.	Total	Direct	Ind.	Total		
1963	100	100	200	5	5	10	200	80
1964	200	200	400	10	10	20	400	160
1965	400	300	700	20	15	35	600	240
1966	600	400	1.000	30	20	50	800	330
1967	800	550	1.350	40	30	70	1.000	410
1968	1.100	700	1.800	50	40	90	1.200	500

Industries	Volume maximum supposé	Chiffre d'affaires	Valeur ajoutée	Main-d'œuvre		Main-d'œuvre		Capital	Long et moyen terme	Total
				Ouvriers	Cadres	Ouvriers	Cadres			
Lattes d'emballage	40.000 m ³	300M. CFA	100 M.CFA	300	10	600	30	100M.	100 M.	200 M.
Eléments de meubles	10.000 m ³	250M. CFA	100 M.CFA	200	15	350	17	50M.	150 M.	200
Parquetterie	50.000 m ³	400M. CFA	200 M.CFA	400	20	500	25	75M.	175 M.	250
Eléments préfabriqués	10.000 m ³	250M. CFA	100 M.CFA	250	10	150	8	50M.	100 M.	150
Armement industriel	3 chalutiers de 25m (occasion) 500T/an	125 "	50 M. CFA	30	12	-	-	15M.	45 M.	60
Congélation	1200T/an poisson frais	130 "	60 M.CFA	150	5	-	-	10M.	40 M.	50
Conserverie	1500T/an	120 M.CFA	60 M.CFA	150	5	-	-	15M.	55	70
Chaux et mélanges ciment	10000T/an	50M. CFA	30 M.CFA	80	3	-	-	30M.	70 M.	100
Briques & Céramiques	?	50M. CFA	30 M.CFA	80	3	-	-	30M.	70 M.	100
Scieries	40000m ³ de plots	400M.CFA	100 M.CFA	300	10	-	-	30M.	90 M.	120
Savonnerie	500 T/an	50M. CFA	30 M.CFA	100	5	-	-	10M.	40 M.	50
Brasserie	60000hl/an	200M.CFA	80 M.CFA	150	5	50	-	100M.	400 M.	500
Chocolaterie	150T/an	30M. CFA	20 M.CFA	50	2	-	-	5M.	25 M.	30
Torréfaction	40 T/an	15M. CFA	10 M.CFA	5	-	-	-	5M.	5M.	10
Total		2.370M.CFA	970 M.CFA	2.240	105	1.650	80	525	1.365M.	1.890M.

Les incidences sur les recettes fiscales seront certainement complexes et au total sans doute réduites dans la phase de démarrage : exonération des industries exportatrices, perte des droits sur les importations substituées, chiffre d'affaires d'un volume de 700 à 750 millions sur le marché intérieur... Mais les effets indirects d'une augmentation de près d'un milliard du revenu national dont 350 millions de revenus de cadres, sont loin d'être négligeables.

Sur un besoin total d'investissements de plus de 2 milliards (compte tenu d'investissements induits), on peut fixer a priori les quota ci-après entre les diverses origines :

- . Capitaux d'apport 1/4
- . Emprunts à long terme (10 ans) 1/4
- . Emprunts à moyen terme (5 ans) 1/2

Le tableau D-2 ci-après récapitule le programme envisagé (50 % de réalisations en 1968). Il suppose l'exécution au plus tôt des opérations ci-après :

1.- Institutions à créer ou aménager :

- . constitution de PANGABON (ou institution similaire) (cf. pages 37 à 43 du rapport SOFRED). Capital et dotations d'équilibre, recrutement de 3 ingénieurs.
- . constitution d'une section spécialisée de la B.G.D.

Tableau D.2

INDUSTRIES MOYENNES ET LEGERES

(Réussite à 50 % du programme)

(Investissements)

	62	63	64	65	66	67	68	69	70	Observations
1°/ - <u>PANGABON</u> Capital et subvention de fonctionnement		30	50	50	50	30	30	20	20	dont 20 M/an de participation aux Sociétés d'électricité ultérieurement négociables.
2°/ - <u>OPERATIONS INDUSTRIELLES</u>		200	200	200	200	200	200	200	200	
TOTAL		230	250	250	250	230	230	220	220	
<u>FINANCE EXT</u> Budget Privé MT (5ans) LT (10 ans)		30 50 100 50	50 50 100 50	50 50 100 50	50 50 100 50	30 50 100 50	30 50 100 50	20 50 100 50	20 50 100 50	
PI - En cours Emprunts Valeur ajoutée (20 %) d'opérations industrielles		150	280	390	480	550	600	640	670	

2.- Dispositions réglementaires

- . étendre les attributions de la B.G.D. pour lui permettre d'emprunter sur le marché international en vue de ses missions d'investissements à moyen et long terme.
- . statut du chef d'entreprise assisté.

3.- Etudes à effectuer

Constitution des pré-dossiers et diffusion (pré-dossiers types SOFRED - pré-dossiers CTFT, etc...)

CHAPITRE III

LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ET
LES TRAVAUX PUBLICS

SECTION A - LE RESEAU ROUTIER

I.- REMARQUES PRELIMINAIRES

Pour analyser les problèmes que pose l'établissement d'un plan routier, il semble nécessaire d'examiner, au moins succinctement, l'infrastructure des moyens de communication terrestres existants et de leurs débouchés maritimes.

1.- Les débouchés maritimes

Le Gabon dispose actuellement sur sa façade maritime de deux ports naturels :

- . LIBREVILLE et le port d'OWENDO,
- . PORT-GENTIL.

Ces deux ports sont équipés de wharfs permettant le batelage, mais ne disposent pas de postes à quai qui, seuls, permettraient une intensification du trafic. Il ressort de l'analyse des trafics actuels et futurs que ces deux ports doivent à l'avenir avoir des vocations différentes.

- . LIBREVILLE, qui disparaîtrait au profit d'OWENDO, son arrière port, doit devenir, lorsque des installations portuaires en eau profonde seront édifiées à OWENDO, le port commercial et minéralier du Gabon,
- . PORT-GENTIL, qui drainera pratiquement la majeure partie de la production forestière de la 2ème zone par le réseau navigable de l'Ogooué et ses affluents, sera le port principal d'embarquement des bois. Par suite des difficultés d'établissement de liaisons terrestres avec l'intérieur, ce port, au point de vue commercial, deviendra le relais fluvial des marchandises débarquées à OWENDO, qui pourront s'acheminer directement par voie de mer et par le fleuve jusqu'à leur destination à l'intérieur du pays.

A ces deux centres principaux de l'activité portuaire, il convient d'ajouter le port de cabotage de MAYUMBA, actuellement à l'état embryonnaire, qui doit assurer le trafic du Sud Gabonais.

2.- Les voies navigables

La nature a doté le Gabon de deux réseaux navigables d'importance inégale.

- . Le réseau de l'Estuaire gravitant autour de LIBREVILLE, qui est surtout utilisé pour les besoins de l'exploitation forestière. Le recul de celle-ci en "2ème zone" s'accompagnera d'une diminution du trafic sur ce réseau.

- . Le réseau du Bassin de l'Ogooué et du Fernan-Vaz, qui rayonne à partir de PORT-GENTIL sur tout le Centre du Gabon. Ce réseau doit, dans le cadre de l'exploitation forestière, drainer la majeure partie de la production. Il doit, par ailleurs, assurer le transport des matières lourdes et pondéreuses vers l'intérieur. Une amélioration des conditions de navigabilité, tant sur le plan de l'infrastructure (balisage, dragages, etc....), que sur le plan du matériel (étude du poussage), devrait donner à ce réseau la place très importante qu'il mérite dans l'Economie Gabonaise.

3.- Les routes

Le Gabon dispose actuellement d'un réseau routier assez médiocre et très hétérogène, assurant surtout de faibles trafics de liaison. Au point de vue tracé, ce réseau est bien dessiné et peut servir de base à une infrastructure routière, moyennant certains aménagements.

Ce réseau doit, dans les prochaines années, assurer une fonction pour laquelle il n'est actuellement pas apte. Il est indispensable, en effet, que le relais des voies d'eau navigables soit repris par le réseau routier lorsque l'exploitation forestière de la 2ème zone commencera. Une étude complète vient d'être faite à ce sujet, dont nous avons résumé les conclusions au chapitre II, Section B, ci-dessus. Le schéma de programme routier répond en priorité à ce besoin.

Par ailleurs, le réseau routier gabonais doit être le lien entre les différentes parties du Gabon, en reliant par des communications permanentes la capitale aux régions périphériques.

Pour réaliser ces deux fonctions vitales, le réseau gabonais doit donc être repensé. Un plan routier est en cours d'étude, dont les grandes lignes sont données sur la carte jointe en annexe.

II.- SCHEMA DU PROGRAMME ROUTIER

A partir de LIBREVILLE et de son port en eau profonde, à OWENDO, un réseau principal (routes nationales) rayonnera vers les régions périphériques du Gabon. Les axes de ce réseau sont :

- vers le Nord : LIBREVILLE - KOUGOULEU - MEDOUNEU - OYEM - BITAM,
- vers le Centre et l'Est : LIBREVILLE - N'DJOLE - LALARA - MAKOKOU - MEKAMBO,
- vers le Sud-Est : LIBREVILLE - N'DJOLE - LASTOURVILLE - MOANDA - FRANCEVILLE,
- vers le Sud : LIBREVILLE - LAMBARENE - FOUGAMOU - MOUILA - N'DENDE.

A ce réseau de routes principales, devra s'ajouter la liaison à grande capacité de trafic reliant LIBREVILLE à son port d'OWENDO.

- Sur ce réseau principal, viendra se "mailler" un réseau transversal (routes de grandes communications) qui reliera les axes définis ci-dessus permettant ainsi les liaisons de région à région. Dans le Sud, ce réseau transversal rayonnera autour de MAYUMBA, considéré comme relais maritime de LIBREVILLE.

- Sur le plan forestier, le réseau principal et le réseau secondaire seront renforcés sur les sections intéressant la desserte des zones d'exploitation forestière. Les axes lourds ainsi définis prolongeront au-delà de leur limite de navigabilité et de flottabilité les axes naturels que constituent les voies d'eau.
- A ces réseaux de routes publiques, se raccorderont :
 - . les nombreux réseaux forestiers privés créés par l'exploitation forestière pour ses besoins propres,
 - . les réseaux de pistes réalisées et entretenues par les collectivités locales pour les besoins des dessertes locales (ex. : pistes cacaoyères du Woleu-N'Tem),
 - . les réseaux de pistes de prospection minière et pétrolière.

III.- RESEAU DES LIAISONS PRINCIPALES

Ce réseau rayonne à partir de LIBREVILLE suivant les directions principales des axes économiques. L'état actuel de ce réseau et les transformations à y apporter dans les prochaines années sont exposés ci-dessous :

1.- La route du Nord

La route du Nord : LIBREVILLE - KOUGOULEU - MEDOUNEU - OYEM - BITAM, est la voie de liaison logique entre la capitale et le Woleu-N'Tem, riche région agricole (café, cacao) située au nord du Gabon. Cette route dessert en plus le massif forestier des Monts de Cristal situé en 2ème zone et dont l'exploitation est en cours de démarrage.

a.- Etat actuel de cet axe :

- LIBREVILLE-KOUGOULEU : 60 Km. Route à bonne caractéristique, plate-forme de 8 m, chaussée entièrement latéritée, tracé et profil en long faciles, circulation aisée.
- KOUGOULEU-ATOGA-FINA : 48 Km. Plate-forme de 5-6 m, chaussée latéritée par endroits. Cette section située en forêt présente plus le caractère d'une piste que d'une route. Profil en long et tracé à reprendre, circulation difficile et parfois presque impossible en saison des pluies.

Nota : Une des grosses difficultés vient de la traversée de la "Montagne de Sable", au sol non cohérent et à éléments extrêmement fins, sur lequel il est très difficile d'établir une route pérenne.

- ATOGA-FINA-MAIA : 19 Km. Plate-forme de 7 m de large. Cette section vient d'être réalisée et ne présente pas de difficultés.
- MAIA-AROGA : 58 Km. Plate-forme prévue de 8 m, route en cours de réalisation sur les crédits F.E.D.

- AKOGA-MEDOUNEU : 50 Km. Plate-forme de 5 m, piste au tracé et au profil en long difficiles, à reprendre. Circulation difficile surtout en saison des pluies.
- MEDOUNEU-SAM : 72 Km. Mêmes caractéristiques et mêmes difficultés que sur la section précédente.
- SAM-BIBASSE : 91 Km. Plate-forme de 7 m de largeur. Cette section vient d'être réalisée, exceptés 15 Km à partir de SAM, qui sont à faire entièrement.
- BIBASSE-OYEM : 24 Km. Plate-forme de 5 à 6 m. Circulation aisée, amélioration de détails à prévoir.
- OYEM-BITAM : 64 Km. Plate-forme de 5 à 6 m, tracé et profil en long faciles, mais à améliorer par endroits, circulation aisée.
- BITAM-ERORO : 29 Km. Mêmes caractéristiques que sur la section précédente.

Nota : Le bac d'ERORO qui relie la rive gabonaise à la rive camerounaise du M'Tem est un bac à moteur moderne portant 20 tonnes.

b.- Travaux à prévoir :

- KOUKOUH-ATOGA-PINA : Reprise du tracé et du profil en long, ouvrage d'art.
- ATOGA-PINA-PILA : Eclaircissement à S. E.

- AKOGA-MEDOUNEU-SAM (+ 15 Km après SAM) : Reprise du tracé et du profil en long, ouvrage d'art.
- SAM-OYEM-BITAM-EBORO : Reprise partielle de détail du tracé et du profil en long. Elargissement éventuel de la plate-forme.

2.- La route du Sud

La route : LIBREVILLE - KOUGOULEU - KANGO - LAMBARENE - FOUGAMOU - MOUILA - N'DENDE, est la grande dorsale gabonaise. Elle relie le sud du pays actuellement attiré économiquement vers la République du Congo, au Bassin de l'Ogooué (à LAMBARENE) et ce dernier à LIBREVILLE.

a.- Etat actuel de la route :

- LIBREVILLE-KOUGOULEU : Tronc commun avec la route du Nord.
- KOUGOULEU-KANGO : 43 Km. Plate-forme de 7 m de large, tracé et profil en long faciles, chaussée latéritée, circulation aisée.

Nota : La traversée du Como à KANGO est assurée par 2 bacs modernes à moteur, portant 20 tonnes. La réalisation d'un ouvrage de franchissement semble très onéreuse et non justifiée à l'heure actuelle. Ce franchissement pourra être réalisé à l'amont, dans l'avenir, lorsque la création d'une usine de cellulose sur la M'Bei et le Como aura amené la construction de routes longeant le fleuve.

- KANGO-BIFOUM : 72 Km. Plate-forme de 7 m. Tracé et profil en long faciles, chaussée latéritée, circulation aisée, exceptés les 20 Km à partir de KANGO, où le drainage insuffisant de la route provoque des désordres graves en saison des pluies (bourbier).
- BIFOUM-LAMBARENE : 63 Km. Plate-forme de 7 m, chaussée latéritée, tracé et profil en long faciles, circulation aisée.

Nota : Le franchissement de la M'Bine est assuré par un bac à moteur de 10 tonnes. Etude faite de l'avant-projet de l'ouvrage.

- LAMBARENE : La ville de LAMBARENE est située sur une île de l'Ogooué, d'où la présence de 2 bacs à moteur à ADJOUMA ISAAC, l'un de 15 tonnes et l'autre de 20 tonnes. La réalisation d'un ouvrage n'est pas envisageable.
- LAMBARENE-FOURAMANGA : 72 Km. Plate-forme de 7 m, tracé et profil en long faciles. Cette route vient d'être entièrement reconquie, circulation aisée.
- FOURAMANGA-FOUGAMOU : 18 Km. Plate-forme de 9 m, tracé et profil en long faciles, circulation aisée.
- FOUGAMOU-MOUILA : 112 Km. Plate-forme de 5 - 6 m, tracé et profil en long faciles, circulation aisée.
- MOUILA-N'DENDE : 75 Km. Mêmes caractéristiques.
- N'DENDE-Frontière Congolaise (vers DOLISIE) : 45 Km. Plate-forme de 5-6 m, tracé et profil en long faciles, chaussée déformée, circulation assez difficile.

b.- Travaux à prévoir :

- Le bitumage de LIBREVILLE à LAMBARENE est prévu dans les prochaines années sur les crédits F.E.D.
- FOUGAMOU-MOUILA : Cette section servant à l'évacuation des bois de la 2ème zone, reprise du tracé et élargissement à 9 m.
- MOUILA-Frontière Congolaise : aménagement partiel de détail, amélioration de la chaussée.

3.- La route du Nord-Est

Cette route s'embranche à BIFOU sur la route du Sud. Elle assure la liaison avec le nord-est du Gabon où sont situés les gisements ferrifères de BILINGA et de MEKAMBO, d'où son importance dans l'avenir pour permettre la réalisation de la voie ferrée d'évacuation. Par ailleurs, de N'DJOLE à LALARA, cette route est un des axes les plus importants de l'évacuation des bois de la 2ème zone.

a.- Etat actuel de la route :

- BIFOU-N'DJOLE : 63 Km. Plate-forme de 5-6 m, tracé et profil en long très difficiles à partir d'EBEL jusqu'à N'DJOLE. Cette section est en cours de reprise totale sur les crédits du F.E.D. Circulation actuellement dangereuse et difficile.

Nota : Le franchissement de l'Abanga est assuré par un bac à moteur de 20 tonnes. L'étude d'avant-projet de l'ouvrage est faite.

- N'DJOLE-ALEMBE : 32 Km. Plate-forme de 5-6 m, tracé et profil en long très difficiles, circulation dangereuse et très malaisée.
- ALEMBE-LALARA : 109 Km. Plate-forme de 5-6 m, tracé et profil en long très difficiles-sur la section longeant l'Okano (10 Km) et sur les 20 Km précédant LALARA circulation dangereuse, sur certaines sections, en saison des pluies-.
- LALARA-KOUMA-MEYONG : 69 Km. Plate-forme de 5 m, tracé et profil en long très difficiles. C'est une des plus mauvaises routes du Gabon, circulation très difficile.
- KOUMA-MEYONG-MAKOKOU : 153 Km. Plate-forme de 5-6 m, tracé et profil en long moyennement difficiles, chaussée latéritée par endroits, circulation assez facile.

Nota : Le franchissement de la M'Voung à OVAN est effectué par un bac à traîlle manuel. L'étude d'avant-projet de l'ouvrage est prévue.

- MAKOKOU-MEKAMBO : 174 Km, plate-forme de 5 m, tracé et profil en long bons (route de crête), circulation aisée.

Nota : Le franchissement de l'Ivindo à MAKOKOU est assuré par un bac à moteur de 20 tonnes.

- MEKAMBO-Frontière Congolaise : - vers ETOUMBI - 75 Km. Plate-forme de 5 m, tracé et profil en long médiocres, n'offre pas un gros intérêt.

b.- Travaux à prévoir :

- N'DJOLE-LALARA-KOUMA-MEYONG : Cette partie de l'itinéraire, en particulier N'DJOLE-LALARA, doit, dans les prochaines années, devenir un axe important pour l'évacuation des bois. Il est absolument nécessaire de prévoir la reprise du tracé et du profil en long, l'élargissement de la chaussée et la transformation éventuelle des ouvrages d'art.
- KOUMA-MEYONG-MEKAMBO : Rectification partielle de détails, amélioration.

4.- La route de l'Ogooué

Cette route s'embranche à ALEMBE sur la route du Nord-Est et longe la vallée de l'Ogooué jusqu'à FRANCEVILLE, desservant et reliant au reste du pays les départements excentriques du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Ivindo.

a.- Etat actuel de la route :

- ALEMBE-AYEM : 85 Km. Plate-forme de 7 m, tracé et profil en long difficiles, surtout dans les 20 premiers kilomètres. Cette route vient d'être achevée. Ses caractéristiques sont plus celles d'une piste forestière que d'une route à grande capacité, circulation moyennement difficile.
- AYEM-LASTOURVILLE : Cette section qui traverse la région inexplorée des Abeilles, vient d'être reconnue dans les dernières années. La liaison des reconnaissances s'étant terminée en 1962, on distingue les sections suivantes :

- . AYEM-MAKOGUE : 51 Km. Plate-forme de 9 m, route en cours de réalisation jusqu'à Congo-Boumba.

Nota : La traversée de l'Ogooué à AYEM se fait par un bac remorqué.

L'étude de l'avant-projet d'ouvrage est en cours de réalisation.

Tracé et profil en long faciles, sauf 2 sections de 10 Km très difficiles.

- . MAKOGUE-MIKONGO : 25 Km. Tracé et profil en long moyennement difficiles le long de la vallée de l'Offoué.
- . MIKONGO-BOUNDJI : 160 Km. Tracé et profil en long difficiles traversant une région entièrement couverte de forêts avec micro-relief très accusé.
- . BOUNDJI-LASTOURVILLE : 30 Km. Sur 18 Km, piste jeepable longeant l'Ogooué, puis sur 12 Km route de 5 m de plate-forme assez mauvaise.
- LASTOURVILLE-MOANDA : 139 Km. Plate-forme de 5 m sur 103 Km jusqu'à la Leyou et de 7 m sur 36 Km à partir de la Leyou. Tracé et profil en long difficiles jusqu'à la Leyou, assez bon ensuite. Chaussée déformée jusqu'à la Leyou, latéritée et bonne ensuite. Circulation difficile sur la lère section, aisée sur la seconde.

Nota : La traversée de la Leyou se fait sur un bac de pirogue de 10 tonnes. L'étude de l'avant-projet est prévue.

- MOANDA-FRANCEVILLE : 64 Km. Plate-forme de 5 m, sauf sur 15 Km avant la Lébombi où la plate-forme a été élargie à 7 m, tracé et profil en long difficiles, circulation malaisée.

Nota : La traversée de la Lébombi se fait sur un bac manuel de 10 tonnes. L'ouvrage de franchissement est en cours de réalisation.

La réalisation prévue d'un pont sur la Lébombi permettra une économie de tracé de l'ordre de 4 Km. Avant-projet de l'ouvrage prévu.

Le franchissement de l'Ogooné à proximité de FRANCEVILLE se fait sur un bac métallique de 10 tonnes. L'étude d'avant-projet de l'ouvrage est prévue.

b.- Travaux à prévoir :

- ALEMPE-AYEM : Reprise du tracé et du profil en long, élargissement à 9 m.
- AYEM-LASTOURVILLE : Réalisation d'un axe lourd à 9 m jusqu'à 20 Km après MIKANDA (donc sur 90 Km) et d'une route de liaison de 7 m jusqu'à LASTOURVILLE. Trois ouvrages importants sont à prévoir pour franchir l'Ifoué, le Sélé, et le Lolo.
- LASTOURVILLE-MOANDA : Reprise du tracé et du profil en long, élargissement à 7 m jusqu'à la Lèyon, réalisation d'un ouvrage sur la Lèyon.
- MOANDA-FRANCEVILLE : Reprise du tracé et du profil en long, élargissement à 7 m, réalisation des ouvrages sur la Lébombi, la Lébombi et sur l'Ogooné.

5.- La route d'OWENDO

Route déjà très fréquentée reliant LIBREVILLE à la C.A.B.E. située au village d'OWENDO.

Cette route est destinée à prendre une grande importance lorsque le port d'OWENDO sera créé.

La route actuelle, longue de 23 Km, latéritée, possède une plate-forme de 5 à 6 m de large. Son profil n'est pas très bon et son tracé n'est pas rationnel. Le franchissement de la Nomba est trop en amont, ce qui conduit à un allongement injustifié. Aussi, il est prévu un nouveau tracé longeant le littoral depuis LIBREVILLE jusqu'à la pointe d'OWENDO.

L'axe général retenu pour cette nouvelle route permettra, dans de très notables proportions, d'améliorer le tracé, le profil en long et de réduire la distance LIBREVILLE-OWENDO (12 Km au lieu de 23 Km).

La rivière de la Nomba sera franchie par un ouvrage d'art dont l'étude ira de pair avec celle de la route.

IV.- RESEAU DES LIAISONS TRANSVERSALES

Ce réseau assure le "maillage" entre les axes de liaisons principales et l'éclatement du trafic vers certains centres excentriques. En outre, certains axes ayant une fonction purement forestière ont été glissés dans ce réseau pour des raisons d'économie générale.

L'état actuel de ce réseau et les travaux à y prévoir sont donnés ci-dessous :

1.- Réseau transversal se maillant sur la route du Nord :

- N'TOUM (à 40 km de LIBREVILLE) COCOB EACH : 117 Km, composé de sections très hétérogènes; route secondaire N'TOUM-AKOK de 5 m de large, route forestière de LARKOULOUKA, piste de district et route forestière LEROY. Circulation très difficile.

L'amélioration de cette route est envisagée et en partie en cours.

- La bretelle forestière ATOCA-FINA-ATAK : 25 Km. Très bonne route forestière de 6 m de large, latéritée, sauf les 3 derniers km, qui sont à faire entièrement jusqu'à ATAK. Cette route est la prolongation vers le Como de l'axe d'évacuation forestière situé sur la section ATOCA-FINA-AKOCA-Route du Nord. Son amélioration, son élargissement à 8 m et la construction de 2 ouvrages sur l'Avébé sont en cours, sur des crédits F.E.D.

- SAM-MITZIC : 55 Km. Plate-forme de 5 à 6 m. Cette route est l'un des tronçons de maillage entre la route du Nord et la route du Nord-Est. Elle fait partie actuellement de la route Médouneu-Mitzic et a un tracé et un profil en long difficiles, la chaussée est très mauvaise. Il faudrait prévoir les rectifications du tracé et l'amélioration de la chaussée.
- OYEM-Frontière Guinée Espagnole (vers MENGOMO) : 45 Km. Liaison avec la Guinée Espagnole.
- ASSOK-NGOM : (à 15 Km au nord d'OYEM) - MINVOUL : 100 Km. Plate-forme de 5 m, chaussée assez mauvaise.

Nota : La traversée du N'Tem avant MINVOUL se fait sur un bac manuel de 10 tonnes.

Cette route devrait recevoir un entretien améliorant.

- BITAM-Frontière Guinée Espagnole : (vers EBEBEYIN) : 20 Km. Assure la liaison avec la Guinée Espagnole.
- EBORO-MINVOUL : 93 Km. Plate-forme de 5-6 m, chaussée assez mauvaise, circulation néanmoins assez aisée.

Nota : Le bac de BIKONDOMO sur le N'Tem, de 10 tonnes, va être prochainement remplacé par l'ancien bac d'EBORO, de 20 tonnes. Cette route devrait recevoir un entretien améliorant car elle est assez utilisée lors de la récolte du cacao.

2.- Réseau transversal se maillant sur la route du Nord-Est :

- LALARA-MITZIC-BIBASSE : Cette route est l'actuelle route de desserte du Woleu-N'Tem. Elle se décompose en 2 sections :

- . LALARA-MITZIC : 56 Km. Plate-forme de 6 m sauf sur 20 Km à partir de LALARA, où la route a été reprise en plate-forme de 7 m. Route très mauvaise, circulation difficile sauf sur les 20 Km repris à partir de LALARA.

Cette route sera, à l'avenir, pour l'exploitation forestière, une des branches de l'Y, qui draineront la production forestière vers le tronc commun ALEMBE-LALARA. Il faut prévoir l'aménagement, à partir de LALARA, de cette route, en axe forestier lourd de 9 m.

- . MITZIC-BIBASSE : 94 Km. Plate-forme de 6 m. Tracé et profil en long assez faciles, chaussée médiocre. Cette route serait à aménager au point singulier.

- KOUMA-MEYONG-BOOUE : 48 Km. Plate-forme de 5-6 m, chaussée déformée, circulation difficile. Cette route dessert le district de Booué. Elle assurera le maillage avec la route de l'Ogooué lorsque la bretelle dite de Booué sera réalisée. Comme le tracé de cette bretelle est situé sur la rive sud de l'Ogooué, il faudra prévoir un bac au lieu dit "Petit-Okano".

- MAKOKOU-OKONDJA : Kilométrage inconnu. Cette route assure la liaison d'OKONDJA avec le Nord-Est.

Elle se décompose en 2 sections :

- . MAKOKOU-MACOUALA : 134 km. Piste de 4-5 m, circulation faible mais assez facile pour engins deux ponts et camions.
- . MACOUALA-OKONDJA : Itinéraire dont la reconnaissance a été faite à partir d'OKONDJA sur 35 km jusqu'à ODJALA. Cette route ne semble pas présenter d'intérêt économique, mais seulement un intérêt de liaison purement administrative.

3.- Réseau transversal se maillant sur la route de l'Ogooué :

- La bretelle de BOOUE : 50 km. Cette route s'embranchera à MAKOGUE sur la route de l'Ogooué et débouche à l'amont de BOOUE, à INDZANZA, limite inférieure du bief supérieur navigable de l'Ogooué. Cette route aura surtout un intérêt forestier en permettant de relier le bief supérieur de l'Ogooué, où le flottage est possible, à l'axe d'évacuation que constitue la route de l'Ogooué. Elle servira en outre de liaison vers BOOUE. Le tracé de cette route est entièrement à reconnaître.
- La route de KOULA-BOUCOU : 48 km. Plate-forme de 5 m, tracé et profil en long difficiles, chaussée mauvaise, circulation ralentie.

Note : La traversée de la Lébou se fait sur un bac de pirogue manuel de 7 tonnes. L'étude de l'avant-projet d'ouvrage est prévue.

Cette route est l'amorce du maillage vers le sud entre la route de l'Ogooué et la route du Sud dont il sera parlé plus loin. Il est nécessaire de prévoir l'amélioration du tracé et du profil en long, l'élargissement de la route à 7 m, le latéritage et la construction du pont sur la Lébou.

- KOULA-MOUTOU-Frontière Congolaise (vers MAYOKO) : 115 Km, ancienne route de desserte de l'Ogooué-Lolo, pratiquement abandonnée, ne semble pas présenter d'intérêt économique évident.
- LASTOURVILLE-OKONDJA : Kilométrage inconnu. Cette route assurerait la desserte d'OKONDJA vers LASTOURVILLE et la route de l'Ogooué.

Elle comprend deux sections :

- . LASTOURVILLE-DEMBI : 60 Km, piste jeepable dont les ponts sont entièrement à refaire.

Nota : Un bac de 5 tonnes permet de traverser l'Ogooué à l'amont de LASTOURVILLE (bac manuel).

- . DEMBI-ONDZAGE-OKONDJA : Tracé à reconnaître. Un ouvrage de franchissement serait à prévoir sur la Sébé.

- MOANDA-M'BINDA : 104 Km. Plate-forme de 7 m, chaussée latéritée, tracé et profil en long assez difficiles. Cette route construite par la C.O.M.I.L.O.G. pratiquement le long du tracé du téléphérique, sert maintenant de liaison entre le Haut-Ogooué et le Congo. Sur sa partie méridionale, on peut penser que cette route sera utilisée comme axe d'évacuation des bois du Haut-Ogooué jusqu'à la frontière gabonaise où s'arrête le chemin de fer C.O.M.I.L.O.G.

- FRANCEVILLE-Frontière Congolaise (vers ZANAGA) : 113 Km. Plate-forme de 5-6 m, chaussée très mauvaise, ancienne route de desserte du Haut-Ogooué, pratiquement délaissée désormais au profit de la route de MOANDA. Ne semble pas présenter un intérêt économique évident.

Nota : Le franchissement de l'Ogooué près de la frontière congolaise est assuré par un bac manuel de 10 tonnes.

- FRANCEVILLE-ONDZAGE : Kilométrage inconnu. Cette route, qui assurerait le maillage avec la route LASTOURVILLE-OKONDJA à ONDZAGE, constituerait, avec la route MAKOKOU-OKONDJA, la rocade parallèle à la frontière. Cette route dont le tracé est à reconnaître, sauf sur les 62 premiers kms, remplacerait l'actuelle route FRANCEVILLE-OKONDJA.
 - FRANCEVILLE-EKALLA-OKONDJA : Cette route dessert la région d'OKONDJA, productrice de café. Elle se compose de 2 sections :
 - . FRANCEVILLE-EKALLA : 58 km. Plate-forme de 5 m, chaussée en partie latéritée qui devient très difficile pour la circulation 30 km avant EKALLA (plateau batéké).
 - . EKALLA-OKONDJA : 159 km. Plate-forme de 5 m. Sur les 50 km après EKALLA, itinéraire très difficile par suite de la nature du sol sableux et pulvérisant.
- Nota : La traversée de la Léconi à mi-chemin entre EKALLA et OKONDJA se fait par un bac de 10 tonnes (bac manuel).
- Cet itinéraire doit être abandonné au profit de la route FRANCEVILLE-OKONDJA par ONDZAGE, pour éviter de traverser la zone sableuse des plateaux batéké.
- EKALLA-LÉCONI : 53 km. Piste jeepable de 3-4 m de largeur.

4.- Maillage entre la route de l'Ogooué et la route du Sud

Ce réseau transversal, qui part de KOULA-MOUTOU, assure la liaison entre LASTOURVILLE et N'DENDE.

- KOULA-MOUTOU-MIMONGO : 168 Km. Plate-forme de 4-5 m, chaussée déformée, tracé et profil en long très difficiles. Cette route, qui assurait autrefois la desserte de la région KOULA-MOUTOU-LASTOURVILLE, à partir de N'DENDE, n'est pratiquement plus utilisée.

Son tracé de route de montagne pourrait être abandonné au profit d'un itinéraire situé plus à l'est, allant de KOULA-MOUTOU à M'BIGOU, dont la reconnaissance est à faire.

- MIMONGO-M'BIGOU : 74 Km. Plate-forme de 4-5 m, chaussée assez bonne, tracé et profil en long assez difficiles. Route de liaison entre M'BIGOU et MIMONGO. Ne semble pas présenter d'intérêt économique évident.

5.- Réseau transversal se maillant sur la route du Sud :

- YOMBI (à 24 km au sud de FOUGAMOU) - MANDJI : 62 Km. Plate-forme de 4-5 m, tracé sinueux, profil en long facile. Cette route de liaison dessert de nombreux villages (tous les 5 Km environ).

La route YOMBI-MANDJI se prolonge à partir de MANDJI vers la Mbari (Yeno). Sur 58 Km, c'est une route neuve de 5 m de plate-forme, latéritée, et ensuite l'itinéraire reprend une ancienne piste de prospection de la C.O.S.S.R.E.G. Jusqu'à la M'Bari, route de liaison sans grand intérêt économique, permet d'assurer le maillage entre la route du sud et le Rembo-N'Komi (affluent du Fernan-Vaz).

- MOUILA-BILENGUI : 47 Km. Cette route, qui est à construire, assurerait le maillage entre la route du sud et la route LEBAMBA-MIMONGO dont il sera parlé plus loin, attirant ainsi vers le bassin inférieur de l'Ogooué la région de MIMONGO et ETEKE. Elle aura, au point de vue forestier, un certain intérêt, permettant de débloquer un bassin forestier vers le bief navigable de la N'Gounié.

Nota : La traversée de la N'Gounié à MOUILA se fait par un bac à moteur de 20 tonnes. L'avant-projet de cette route est à faire. Les 18 Km qui existent se composent d'une piste sur 12 Km et d'une route de 7 m de large sur le reste. Un ouvrage important est à prévoir. Il faut prévoir un axe lourd de 8 m.

- N'DENDE-LEBAMBA-M'BIGOU : 117 Km. Cette route assure la desserte de la région de M'BIGOU. Elle se compose de 2 sections :

- . N'DENDE-LEBAMBA : 32 Km. Plate-forme de 6 m, chaussée assez bonne, circulation aisée.

Nota : La traversée de la N'Gounié se fait avant LEBAMBA par un bac manuel de 10 tonnes. Un ouvrage serait à prévoir. Outre son intérêt économique, cette route sera utilisée par l'exploitation forestière des bois non flottables (limba). Il faut prévoir son amélioration en axe lourd de 8 m.

- . LEBAMBA-M'BIGOU : 85 Km. Plate-forme de 5-6 m, tracé et profil en long très difficiles (montagne). Cette route serait à améliorer tant au point de vue tracé qu'au point de vue profil en long sur ses 30 Km à partir de LEBAMBA, elle servira d'axe d'évacuation pour la production forestière; il faut donc prévoir son amélioration en axe lourd à 8 m.

- LEBAMBA-BILENGUI-MIMONGO : 109 Km. Plate-forme de 4-5 m. Tracé et profil en long difficiles. Cette route assure actuellement la desserte de MIMONGO vers N'DENDE. Lorsque la route MOUILA-BILENGUI sera construite, le tronçon LEBAMBA-BILENGUI présentera peu d'intérêt. Par contre, le tronçon BILENGUI-MIMONGO serait à améliorer puisqu'il sera la prolongation de la route MOUILA-BILENGUI. A cette route, il convient d'ajouter l'antenne de 27 Km vers ETEKE (centre de production minière), qui s'embranché à YENO, 22 Km avant MIMONGO.

6.- Réseau des routes transversales centrées sur MAYUMBA

Le port de MAYUMBA devant devenir un relais économique pour la desserte du Sud du Gabon, le réseau routier qui assure cette desserte fait l'objet d'un chapitre particulier.

- MAYUMBA-TCHIBANGA-N'DENDE : C'est l'itinéraire actuel entre la route du Sud et la mer. Il se décompose en 2 sections :
 - . MAYUMBA-TCHIBANGA : 87 Km. Plate-forme de 5-6 m, chaussée très mauvaise, tracé et profil en long très difficiles. Cette route est doublée au Nord par une route forestière de la Société AGRET, dont les caractéristiques sont, au point de vue tracé et profil en long, bien meilleures. Il est projeté d'exécuter les 10 Km restant entre la route AGRET et la route MAYUMBA-TCHIBANGA pour shunter la partie la plus mauvaise de l'itinéraire qui serait abandonnée.

Nota : La traversée de la lagune à MAYUMBA se fait par un bac à moteur de 20 tonnes. La traversée de la Nyanga à l'arrivée à TCHIBANGA se fait par un bac à moteur de 10 tonnes.

Il y a lieu de reprendre l'étude de cet itinéraire en fonction de ce qui a été dit plus haut. Il faut prévoir que la partie méridionale de cette route desservira une région forestière, donc devra comporter un axe lourd de 8 m.

- . TCHIBANGA-N'DENDE : 96 Km. Plate-forme de 4-5 m, avec section à 6 m. Tracé sinueux et profil en long difficiles sur les 66 km après TCHIBANGA (montagne), les 30 derniers km avant N'DENDE situés en savane sont faciles. L'aménagement de cette route avec chaussée latéritée à 6 m est en cours.
 - TCHIBANGA-IGOTCHI : 84 Km. Piste de 4 m. Cette route a un intérêt purement forestier. Elle a servi à partir de TCHIBANGA, lors des études des mines de fer de TCHIBANGA. Elle se décompose de 2 sections :
 - . TCHIBANGA-Passage de la Moukalaba : 52 Km. Piste de 4 m. Tracé et profil en long assez bons, chaussée médiocre. Route de liaison vers les chantiers forestiers.
 - . Passage de la Moukalaba-IGOTCHI : 32 Km. Plate-forme de 5 m. Tracé et profil en long difficiles, chaussée bonne. Route construite par l'exploitation forestière pour doubler la zone des rapides de la Nyanga.
- Nota : La traversée de la Moukalaba se fait par un bac à moteur de 5 tonnes.
- Cette route présente, au point de vue forestier, l'intérêt d'être le lien entre le bief supérieur aval de la Nyanga et le bief inférieur maritime navigable jusqu'à IGOTCHI. Il faut prévoir son aménagement en axe lourd de 8 m.

- TCHIBANGA-MOURINDI-MOUILA : Par suite de la présence près de TCHIBANGA de massifs montagneux rendant la création d'une route très difficile, l'idée de relier directement MAYUMBA à MOUILA a dû être abandonnée. La desserte de MOUILA à partir de MAYUMBA se fera donc en passant par TCHIBANGA.

Elle se décompose en deux sections :

- . TCHIBANGA-MOURINDI : 45 Km. Plate-forme de 4-5 m, tracé et profil en long assez faciles, chaussée assez bonne.

Nota : La traversée de la Moukalaba se fait par un bac manuel de 10 tonnes. Un ouvrage serait à prévoir.

Cette route serait à améliorer et à élargir à 7 m.

- . MOURINDI-MOUILA : Kilométrage inconnu. Route à ouvrir, permettant la liaison directe vers MOUILA et la région MOABI-MOURINDI. La reconnaissance et l'étude de cette route sont à faire.

- MOURINDI-MOABI : 40 Km. Plate-forme de 4 m, chaussée mauvaise.

Nota : La traversée de la Dougny se fait par un bac manuel de 10 tonnes.

Cette route serait à améliorer pour permettre l'évacuation des produits agricoles de la région de MOABI. Elle se prolonge par une route de 60 Km reliant MOABI à la route du Sud entre MOUILA et N'DENDE. Si la route MOUILA-MOURINDI est réalisée, cette route perdra son intérêt de desserte de MOABI.

- TCHIBANGA-BIBORO-SOGEL (Kilométrage inconnu jusqu'à SOGEL) : 80 Km. jusqu'à BIBORO, piste de 4 m de large. Tracé et profil en long assez faciles. Circulation aisée.

Cette route dont la section BIBORO-SOGEL est entièrement à réaliser, doit permettre de relier les zones d'élevage de la Société Gabonaise d'Elevage (ranching) à la vie économique du Gabon.

V.- RESEAU D'INTERET REGIONAL

Aux réseaux des liaisons principales et transversales, s'ajoutent dans chaque région des réseaux d'intérêt régional permettant l'éclatement du trafic. Ces réseaux, plus ou moins entretenus par les collectivités locales, sont généralement constitués par des pistes. Le plus important est le réseau des pistes cacaoyères du Woleu-N'Tem.

VI.- RESEAU DES ROUTES PRIVEES FORESTIERES

Pour les besoins de l'exploitation forestière, les sociétés ont créé des routes d'importance très variable, dont certaines ont des qualités de grands axes routiers, pour les besoins propres de leurs exploitations.

Ces routes n'ont un intérêt propre que dans le cadre de la production forestière, néanmoins lorsqu'elles se rejoignent, elles constituent des réseaux routiers intéressants, qui peuvent être repris par la puissance publique.

On distingue ainsi les réseaux forestiers des régions suivantes :

- Le réseau du Nord de l'Estuaire : route située entre les Monts de Cristal et la façade maritime.
- Le réseau des routes de la région du Haut Como et de l'Abanga.
- Le réseau des routes du Sud de l'Estuaire, qui constitue un maillage très serré entre le bassin inférieur de l'Ogooué et l'Estuaire proprement dit.
- Le réseau du Moyen Ogooué autour des lacs ou des affluents de l'Ogooué.
- Le réseau de l'Ikoy et de la N'Gounié.
- Le réseau des Monts Tendou, qui amène les bois au Rembo-N'Komi.
- Le réseau des routes du Fernan-Vaz.
- Le réseau des routes de la Basse Nyanga et de la lagune M'Banio.

VII.- ROUTES DE PROSPECTION MINIERE

A ces divers réseaux de routes s'ajoutent au Gabon les routes construites pour la prospection minière.

- Au Nord de MAKOKOU autour de BELINGA, le réseau des routes de la S.O.M.I.F.E.R. (80 Km)
- Autour d'ETEKE, le réseau des routes de la Société Micounzou-OrGabon
- Dans l'Ogooué Maritime et le Fernan-Vaz, le réseau des pistes de la S.P.A.E. et de la C.O.S.E.R.E.G.

N.B.- Les routes mentionnées sont indiquées sur une carte au 1/1.000.000 jointe.

VIII.- Programme triennal retenu.

L'ensemble des opérations routières sus-indiqué représente un investissement d'ensemble de l'ordre de 13 milliards CFA dont la réalisation ne peut évidemment qu'être échelonnée sur l'ensemble de la période 1963-1970.

D'une part les études techniques existantes ou en cours ne permettent le lancement que d'une tranche réduite de travaux ; elles seront à entreprendre ou à compléter pour l'ensemble du réseau principal d'ici 1965 sauf celles concernant les tronçons suivants :

Route Nord : Bissok - Oyem - Bitam - Eboro
 " Nord-Est: Lalara - Koumameyoung- Makokou - Mékambo
 " Ogooué : Lastourville - Moanda - Franceville

qui sont à reporter au delà de 1965. D'autre part, sur le réseau secondaire, ne seront effectuées, en première urgence, que les études des routes ayant une urgence économique (notamment forestière) ou nécessaires à l'établissement de liaisons administratives par trop précaires dans leur état actuel.

D'autre part, il est certain qu'il serait d'une grave imprudence de tabler sur des possibilités d'investissement dépassant 2 à 2,5 milliards de financement annuel, et tout autant sur une capacité technique des entreprises supérieure.

Toutefois, l'urgence de ces opérations exige une mobilisation prioritaire des ressources financières et des moyens de travail sur la période 63-65, un certain ralentissement des travaux routiers devant être par la suite relayé par les autres grands programmes de Travaux Publics et de Génie Civil : Kinguelé, Port d'Owendo, implantation Cellulose et, éventuellement, voie ferrée Libreville - N'Djolé - Makokou.

La tranche 1963-65 exclut donc du programme des routes principales, pour les reporter ultérieurement, les tronçons suivants :

- Route Nord : Akoga - Médouméu et la suite
Route Sud : Mouila - N'Dendé - frontière (élargissement)
Route Nord-Est : Lalara - Koumameyoung et la suite
Route de l'Ogooué : Lastourville - Moanda.

L'évaluation du programme retenu est évidemment en ordre de grandeur. Le chiffrage précis résultera des études définitives et plus encore des incidences que l'on peut escompter par principe sur le prix de soumission des entreprises d'une programmation continue des travaux sur longue période. Les coûts de construction et d'entretien ont été estimés sur les bases du tableau ci-après par le B.C.E.O.M.

Tableau des coûts de construction et d'entretien
(en millions CFA)

-0-

Type de routes du réseau	Coût de construction au km			
	Savane	Forêt		
		Facile	difficile	très diff.
A - <u>Axe lourd 9 m</u> (trafic lourd)				
a. entièrement à ouvrir	5,7	8,4	12,5	16,8
b. sur route existante	4,5	6,5	10	13
- <u>Axe mi-lourd 8 m</u> (trafic plus faible)				
a. entièrement à ouvrir	5,2	7,5	11,4	15
b. sur route existante	4,1	6	9,1	11,7
- <u>Axe de liaison 7 m</u>				
a. entièrement à ouvrir	4	5,3	8,3	10,9
b. sur route existante	3,1	4,1	5,8	8,4

Sur ces bases, on a dressé les tableaux A-1 et A-2 qui fournissent le programme triennal d'études et de travaux. Le programme d'études s'élève à 224,5 millions, dont 91,5 déjà financés :

Par le F.E.D.

Route d'Owendo et Pont de la Nomba	8,5
Route de l'Ogooué	43

Par le F.A.C.

N'jolé - Alembé - Lalara
et ouvrages d'art

Tableau des coûts de construction et d'entretien
(en millions CFA)

-0-

Type de routes du réseau	Coût de construction au km				Entretien quelque soit le terrain par an/km
	Savane	Forêt			
		Facile	difficile	très diff.	
<u>lourd 9 m</u> (trafic lourd)					
entièrement à ouvrir	5,7	8,4	12,5	16,8	0,27
sur route existante	4,5	6,5	10	13	0,27
<u>mi-lourd 8 m</u> (trafic plus faible)					
entièrement à ouvrir	5,2	7,5	11,4	15	0,24
sur route existante	4,1	6	9,1	11,7	0,24
<u>de liaison 7 m</u>					
entièrement à ouvrir	4	5,3	8,3	10,9	0,15
sur route existante	3,1	4,1	5,8	8,4	0,15

Sur ces bases, on a dressé les tableaux A-1 et A-2 ci-après qui fournissent le programme triennal d'études et de travaux. Le programme d'études s'élève à 224,5 millions dont 91,5 déjà financés :

Par le F.E.D.

Route d'Owendo et Pont de la Nomba	8,5	
Route de l'Ogooué	43	51,5

Par le F.A.C.

N'jolé - Alembé - Lalara	
et ouvrages d'art	40

Le programme de constructions s'élève à 6.039 millions, dont 2.950 sont actuellement l'objet de dossiers soumis au F.E.D. ou au F.A.C.

au F.E.D.

Bitumage Libreville Kango	50 km	620
Passage de la M'Biné		70
" 1'Abanga		80
Route de l'Ogooué et passage		2.080

au F.A.C.

Yombi - Mouila		100
----------------	--	-----

Il reste donc à rechercher des financements nouveaux pour un montant de 3 milliards environ.

Tableau A - 1

Programme d'études routières

Routes	km	Définition des études	Estimation millions CFA	Programme 1963 - 65	Programme ultérieur	Observations
I - Liaisons principales						
1) <u>La Route Nord</u>						
Kougoulev - Alostafina	48	Avant projet-liaisons 7 m	11	11		
Alostafina - Mala	19	A. P. axe lourd 8 m	4	4		
Mala - Akoga	58	-	-	-		Travaux en cours F. E. D.
Akoga-Medounou-Bissok	170	Schéma de principe	9	9		
Bissok - Oyem - Bitem - P'boro	148	Schéma et A. P.	35	-	35	
2) <u>La Route du Sud</u>						
Libreville - Kango - Bifoum	175	-	-	-		Travaux programmés (F. E. D.)
Bifoum - Lamberéné-Fouraranga	135	-	-	-		Route définitive
Fouraranga-Fouramou - Mouila	130	A.P. Axe lourd 9 m	-	-		Etude en régie TP (FAC 1962)
3) <u>La Route du Nord-Est</u>						
Bifoum - N'Diolé	63	-	-	-		Travaux en cours (F. E. D.)
N'Diolé - Alombé - Lalara	141	A.P. Axe lourd 9 m	30	30	-	1ère urgence FAC 1963
Lalara - Koumavong	69	A.P. Axe lourd 9 m	15	-	15	
Koumavong - Makokou	153	A.P. Liaison	25	-	25	
Makokou - Belambo	174	A.P. Liaison	25	-	25	
4) <u>La Route de l'Océan</u>						
Alombé - Ayem	85	A.P. Axe lourd	17	17	-	Travaux en cours
Ayem - Makokou	51	néant	-	-	-	(Fonds routier)

Routes	km	Définition des études	Estimation millions CFA	Programme 1963 - 65	Programme ultérieur	Observations
I - Liaisons principales						
1) <u>La Route Nord</u>						
Kougoulev - Alocrafina	48	Avant projet-liaisons 7 m	11	11		
Alocrafina - Mala	19	A. P. axe lourd 8 m	4	4		
Mala - Akora	58	-	-	-		Travaux en cours F. E. D.
Akora-Kodouneu-Bissok	170	Schéma de principe	9	9		
Bissok - Oyem - Bitem - Eboro	148	Schéma et A. P.	35	-	35	
2) <u>La Route du Sud</u>						
Libreville - Kango - Bifoum	175	-	-	-		Travaux programmés (F.E.D.)
Bifoum - Lamberéné-Fourrangan	135	-	-	-		Route définitive
Fourrangan-Fourrangan - Mouila	130	A.P. Axe lourd 9 m	-	-		Etude en régie TP (FAC 1962)
3) <u>La Route du Nord-Est</u>						
Bifoum - N'Diolé	63	-	-	-		Travaux en cours (F.E.D.)
N'Diolé - Alembé - Lalara	141	A.P. Axe lourd 9 m	30	30	-	1ère urgence FAC 1963
Lalara - Koumouyong	69	A.P. Axe lourd 9 m	15	-	15	
Koumouyong - Makokou	153	A.P. Liaison	25	-	25	
Makokou - Makombo	174	A.P. Liaison	25	-	25	
4) <u>La Route de l'Océan</u>						
Alembé - Ayem	85	A.P. Axe lourd	17	17	-	Travaux en cours
Ayem - Makombo	51	néant	-	-	-	(Fonds routier)
Makombo - Mikongo	25	néant	-	-	-	A.P. établi en 1962 (F.E.D.)
Mikongo - Lastourville	180	A.P. Axe lourd sur 30 km puis liaison A.P. liaison	43	43	-	demandé au F.E.D.
Lastourville-Kanda-Franceville	203		50	-	50	

5) Route d'Ovendo	16	A.P. route de 12	5	5	-	Aménagements Ovendo (P.E.D.)
6) Ouvrages						
Pont d'Ovan sur M'Voung (Route N.E.)		A.P. ouvrage	2,5	2,5	-	Prévu P.A.C. 1963
Pont de la Kombi (Route d'Ovendo)		A.P. ouvrage	3,5	3,5	-	Aménagement Ovendo (P.E.D.)
II - Liaisons Transversales						
Koumameyong - Booué	48	A.P. Liaison	9	-	9	Evacuation des bois du Haut Ogooué
Tréteille forestière de Booué	50	Reconnaissance du 1/5.000	8	8	-	Liaison (reconnaissance à terminer)
Makokou Okondra	260 ?	Reconnaissance	12	-	12	Elargissement du pont de la Lébéc
Route de Koulamoutou	48	A.P. Liaison	9	-	9	Reconnaissance du 120 km
Lastourville - Okondra	?	A.P. Liaison	20	-	20	Amorces existantes - remplacement de
Koula Moutou - M'Bilou	170	Reconnaissance	20	-	20	la liaison vers M'nonjo
Moula - Bilengu	47	AP Axe lourd 8 m	11	11	-	Evacuation forestière
Bilengu - M'nonjo	40	Schéma de principe	3	3	-	Liaison
M'Dendé - M'Bilou	117	Schéma de principe	6	6	-	Liaison économique
Moula - Kourindi	90	Reconnaissance et Schéma	13,5	13,5	-	Evacuation forestière
Kourindi - Tchibanga	70	Schéma de principe	3,5	3,5	-	Liaison économique
Tchibanga - Mayumba	90	Schéma de principe	4,5	4,5	-	Evacuation forestière
Tchibanga - Biboro - Sogel	120	Reconnaissance et schéma	10	10	-	Liaison avec élevage
Nouvelle Liaison						
Franceville - Andongo	162	Reconnaissance et schéma	23	18	5	
Okonjga						

Tableau A - 1 (Suite 2)

III - <u>Quatre-arts d'art</u> Pont sur le N'Tem à Eboumbe " à B ikondome Pont sur la N'Goum à Lebamba " à Mouila " Nyanga à Tchibanga " l'Ogoulou (route de Bolengué) <u>Autres études routières</u> Matricules routières	A.P.	2	2	2	-	P.A.C.
	A.P.	2	2	-	2	P.A.C.
	A.P.	2	2	2	-	P.A.C.
	A.P.	2	2	2	2	
	A.P.	2	2	-	2	
	A.P.	2	2	-	2	
TOTAL		10	449,5	224,5	225	Pour suite après 1965 - crédits FAC

Tableau A - 2

- PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE ROUTES -

Opérations	Kilométrage suivant caractéristique				Programme 1963/65	Ulérieur	Entretien	Observations
	Savane	Forêt Fond	Difficile	très difficile				
I - Travaux Principales -								
1) Route Nord -								
- Koussou - Alogafina		28	16	4	242	-	7,2	
- Alogafina - Mala		9	10		145	-	4,3	
- Mala - Akora						-	13,9	
- Akora - Ndoumbo							entretien	80 M/an
Oyem - Bitam - Ebiro					-	3.300		
2) Route Sud -								
- Litreville-Kouro + 30 Km					620	-	20	F.E.D.
Kango - Pouramane							17,1	
Pouramane - Pouramou-Yombi							14,3	
Yombi - Mouila	88	-	-	-	396	-	23,8	100% sur FAC 63
Mouila - M'Dendé - Frontière	120	-	-	-	-	540	entretien	32,4/an
Pont sur la N'Ene	-	-	-	-	70	-	demandé au F.E.D.	
3) Route Nord-Est								
Bitoun - M'Djolé					-	9,5		
M'Djolé - Alembe	-	10	19	6	333	-	8,9	
Alembe - Lalara	-	65	21	20	893	-	28,6	
Pont de L'Abanfa					80	-	-	Dossier FED
Lalara - Koumameyong	125 Km	axe lourd	par programme	ultérieur		925	entretien	33,8/an
Lalara - Mitzié								
Koumameyong - Mekambo	327 Km	axe de 7 m.	programme	ultérieur		4.650	entretien	98/an

Opérations	Itinéraire suivant caractéristique			Programme 1963/65	Ulérieur	Entretien	Observations
	Savane	Forêt Fond	Difficile				
1) <u>Routes principales</u>							
- N'Goulou - Alogafina	28	16	4	242	-	7,2	
- Aloufina - Lala	9	10		145	-	4,3	
- Lala - Akoga					-	13,9	
- Akoga - Médoune							
- Cym - Bitan - Ebiro					3.300	entretien	80 M/an
2) <u>Ponts Sud</u>							
- Litreville-Kango + 30Km							
- Kango - Fouramansa				620	-	20	F.E.D.
- Fouramansa - Fouramou-Yombi						17,1	
- Yombi - Mouila	88	-	-	396	-	11,3	
- Mouila - N'Dendé - Frontière	120	-	-			23,8	100M sur FAC 63
- Pont sur la N'Pne	-	-	-	-	540	entretien	32,4/an
3) <u>Ponts Nord-Est</u>							
- Elfoun - N'Djolé							
- N'Djolé - Alembe	-	10	19	333	9,5	8,9	
- Alembe - Lalara	-	65	21	893	-	28,6	
- Pont de L'Atanfa				80	-	-	Dossier FED
- Lalara - Koumameyong					925	entretien	33,8/an
- Lalara - Mitzié							
- Koumameyong - Mekambo					4.650	entretien	98/an

Tableau A - II (suite)

Opérations	Kilométrage suivant caractéristiques			Programme 1963-65	Programme Ulérieur	entretien	Observations
	Savane	Forêt Facile	Difficile				
4) Route de l'Arocoué							
Alombé - Ayes	26	15	30	675	-	23	
Ayes - Konge - Bounba	Pour mûroire, 25 Km de travaux en cours					6,7	Fonds ro- taires
Konge Bounba-Mikongo		25	60	566	-	13,8	Dossier F.I.D.
Mikongo - Obiga	-	-	20	418	-	8,1	Dossier F.I.D.
Obiga - Boudjji	-	70	40	867	-	18,8	Dossier F.I.D.
Boudjji - Lastourville	-	-	20	111	-	3,8	Dossier F.I.D.
Pont d'Ayes				120	-		Dossier F.I.D.
II - Liaisons Transversales							
Mouila - Mourindi	90 Km à étudier				800	entretien	21,6/an
Mourindi - Tchibanga	70 Km à étudier			-	275		10,5 ult.
Tchibanga - Mayumba	Schunt de 10 Km au Sud de Tchibanga			150		21,6	
Bretelle Como (Atuga - Pina - Atak)	24 Kmaxe mi-lourd, en cours sur crédit FID					5,8	
Mouila - Bilenjui	47	20	12	349		11,3	
				6.039	7.570	251,7	
Equipement du Service des Travaux Publics				254	environ 90 millions par an sur budget entretien -		

Section B - Voies fluviales - Ports - Infrastructures
aéronautiques

Tableau B - 1 Opérations	Coût total Millions CFA	1963 - 65	Au-delà	Financement		
				Budget	FAC	FED
<u>I ETUDES</u>						
<u>Etudes portuaires</u>						
Port d'Owendo (commencé en 1962)	50	50	-			50
Port de N'Djolé	10	10	-		10	
Port Gentil (darses pour vedettes)	2		2			
Wharf Mayumba	20	20	-			20
<u>Etudes fluviales</u>						
Baliseur de l'Ogooué						
<u>II TRAVAUX</u>						
Port d'Owendo	1.280	280	1.000			280
Port de N'Djolé	50	50	-		50	
Port de Libreville (Equipements)	41	41		31	10	
Port Gentil (Equipements)	37	12	25	12		
Port de Sindara	15	15		15		
Wharf Mayumba	300	-	300	-	-	
TOTAL	1.805	478	1.327	58	70	350

(à ajouter, programmes ASSECNA)

SECTION C - URBANISME - BATIMENTS ET EQUIPEMENTS PUBLICS

I.- ETUDES

L'ensemble des études d'avant-projets techniques ou de portée générale à mener à bien en vue du programme triennal et du plan quinquennal ultérieur est regroupé dans le tableau ci-après :

Tableau C-1

Rubriques	Montant en millions CFA	1963-65	au delà	Financement 196	
				Budget	F.A.C
<u>1. Etudes Générales</u>					
Cartographie I.G.N	15/an	45	15/an		45
<u>2. Etudes Energétiques</u>					
Potentiel hydroélectrique	25	25			25
<u>3. Urbanisme</u>					
Plan Libreville	40	30	10	10	20
Assainissement	20	20	-	5	15
Protection Bord de mer	3	3	-		3
M'Batavia	45	45	-		
Mission et Akémidjogoni	18	18	-		
Aménagement Port Gentil	7	7	-		7
Aménagement Régionaux	8	6	2		6
	<u>41</u>	<u>129</u>	<u>12</u>	<u>15</u>	<u>114</u>
<u>4. Equipements Publics</u>					
Bâtiments administratifs	25	25	-	25	-
Parc National des Sports	3	3	-	3	
	<u>28</u>	<u>28</u>		<u>28</u>	
Total					
	239	217	22	43	111
TOTAL GENERAL					

SECTION C - URBANISME - BATIMENTS ET EQUIPEMENTS PUBLICS

I. - ETUDES

L'ensemble des études d'avant-projets techniques ou de portée générale à mener à bien en vue du programme triennal et du plan quinquennal ultérieur est regroupé dans le tableau ci-après :

Tableau C-1

Rubriques	Montant en millions CFA	1963-65	au delà	Financement 1963-65		
				Budget	F.A.C	aides bilat.
<u>Etudes Générales</u>						
Cartographie I.G.N	15/an	45	15/an		45	
<u>Etudes Energétiques</u>						
Potentiel hydroélectrique	25	25			25	
<u>Urbanisme</u>						
Plan Libreville	40	30	10	10	20	
Sainissement	20	20	-	5	15	
Protection Bord de mer	3	3	-		3	
Batavia	45	45	-			45
Assion et Akémidjogoni	18	18	-			18
Aménagement Port Gentil	7	7	-		7	
Aménagement Régionaux	8	6	2		6	
	41	129	12	15	114	
<u>Equipements Publics</u>						
Ateliers administratifs	25	25	-	25	-	
Centre National des Sports	3	3	-	3		
Total	28	28		28		
TAL GENERAL	259	217	22	43	111	63

2.- TRAVAUX

Le Service des Travaux Publics assure l'engagement et le contrôle des opérations d'urbanisme, d'habitat, de Bâtiments administratifs et logements officiels. Le tableau C-2 récapitule l'ensemble des programmes à réaliser sur 8 ans.

Nous en avons exclu les Bâtiments de l'Education Nationale, repris au chapitre IV ci-après.

PROGRAMME D'URBANISME - BATIMENTS PUBLICS

(en millions CFA)

Opérations	Coût total	Programme 1963 - 65	Programme ultérieur	Financement 1963 - 65			
				Budget	Emprunt	P A C	aide-bilatérale
I - URBANISME							
Boulevard Maritime Libreville	640	290	350			290	
Assainissement N° Batavia	200	200	-				200
Assainissement Port Gentil	150	-	150				
Boulevard Maritime Port Gentil	30	-	30			70	
Protection Bord de mer Libreville	70	70	-				
" " Port Gentil	100	100	-		100		
Protection berges Lambaréné	100	100	-			100	
Alimentation Eau Libreville	500	200	300				200
Electrification et adduction d'eau :							
- Moanda - Lambaréné - Oyem - Bitam et Mouila	416	416	-		216		
- Franceville - Koulanoutou - N° Djole							
Tchibanza - Makokou - Pongouou - N° Déné	450	-	450				
Aménagements N° Batavia - Missions - Akemidjogoni	1100	-	1100				
Lotissements Libreville	85	85	-			85	
" " Port Gentil	165	90	75			90	
" " Oyem - Bitam - Lambaréné						75	
N° Djole	120	75	45				
Total Urbanisme	4126	1626	2500	200	316	710	400

181

Programmes des ministères	525	280	245		189					
Ministère de l'Intérieur	554	256	298	-	-	256				
- de la Santé :	11	9	2	9						
Hôpital de Libreville	50	-	50	-	-	-				
Ecole infirmières et sages femmes	85	85	-	-	-	-	85			
Maternité Port Gentil	470	270	250				220			
Formations secondaires	105	61	44	61						
Dispensaires ruraux										
Ministère des Affaires-sociales :										
Parc national des Sports Libreville	315	-	315							80
Stade Omni Sport Port Gentil	162	80	82	-	-	-				27
Stades régionaux	45	27	18	-	-	-				44
Stade universitaire	148	85	63	41	-	-				-
Maison de jeunes	150	60	90	40	-	-	20			
Pontes et télécommunications										
Bureaux de postes intérieur	100	67	33	67 (office)						
- owendo	34	-	34	-						
Faisceau hertzien transhorizon	427	200	227	-	-	-	200			
Travaux publics										
Bureaux et logements de subdivisions	22	22	-	22	-	-	-			
Total Bâtiments publics	4223	2222	2201	451	839	256	525	151		
TOTAL GENERAL	9685	4667	5218	1470	1155	966	525	551		181 Ter

Tableau C 3

PROGRAMME TRAVAUX PUBLICS - URBAINES - BANLIERES (ACCAPLACATIF)
(en millions CPA)

Opérations	Total	Programme 1963/65	Provision 1966/70	Financement			Aide internat. 1966/70	Ind. ter- rit.
				Budget	Emprunt	Subv.		
A 1 - Etudes routières	450	225	225			40	50	1
A 2 - Construction de routes	13.610	6.040	7.570			100	2.350	
Equipement du service	705	255	450	25				
B - Voies fluviales et ports								
Etudes	80	80	?			10	70	
Travaux	1.725	400	1.325	60		60		
C - Urbanisme - Bâtiments Publics								
Etudes	240	220	20	45		110	65	
Travaux	9.895	4.655	5.220	1.470	1.155	565	525	
Total général	26.695	11.895	14.810	1.830	1.155	1.265	3.775	3.225

Valeur ajoutée supplémentaire
(accroissement du volume des
travaux pendant la période)

300 millions
CPA par an

CHAPITRE IV

L'EDUCATION NATIONALE ET LA PROMOTION SOCIALE

SECTION A - LE PROGRAMME DE L'EDUCATION NATIONALE

I.- Avec 80 % de la classe d'âge 7-14 ans scolarisée, le Gabon se situe en tête des Nations Africaines pour le taux de scolarisation primaire. Cette situation enviable, si elle est un motif légitime de fierté, laisse sans illusion aucune les responsables du pays, et particulièrement ceux de l'Education Nationale. C'est que le résultat quantitatif n'est pas hélas étayé par une appréciation favorable de la valeur qualitative de l'appareil scolaire. Classes à effectifs surchargés (quelquefois, plus de 100 élèves par maître), assez souvent sans équipement et locaux dignes de ce nom, personnel qualifié trop peu nombreux : toutes ces réalités qui grèvent le présent obèrent plus encore l'avenir. Sans un effort important et rigoureux, l'augmentation des classes d'âges scolarisables amènerait une dégradation catastrophique du rendement de l'appareil éducatif et, à plus forte raison, ne seraient pas satisfaites les exigences élémentaires des besoins humains du développement économique et social.

Le Plan scolaire 1962-66 établi par le Ministère de l'Education Nationale (Janvier 1962) met parfaitement en lumière ces nécessités. Se donnant pour principe directeur de :

- . relever le niveau de l'éducation de base de l'ensemble de la jeunesse,
- . en vue de permettre l'accès à tous les niveaux aux débouchés professionnels postulés par le développement,

il met l'accent sur la priorité à donner, dans la phase 63-65, à l'enseignement primaire. Pour généraliser à 100 % celui-ci dès la rentrée de 1965, trois séries d'objectifs doivent impérativement être atteints.

- a.- la formation et le perfectionnement du personnel enseignant. A cet effet, les opérations suivantes seront réalisées : l'achèvement de la transformation en Ecole Normale du Collège Normal de Mitzié, l'engagement de l'Ecole Normale de Lambaréné, la poursuite, à titre intérimaire, de la formation de moniteurs d'enseignements en 2 ans (notamment aux centres d'Oyem et de Mouila). De la sorte, dès 1965, les promotions d'entrée aux Ecoles Normales seront doublées (passage de 35 à 70).
- b.- le nombre de classes doit passer de 1.400 (730 dans l'enseignement privé, 670 dans le public) à 1.800 (200 de plus pour chacun des deux enseignements), en 4 ans.
- c.- la scolarisation des filles, qui se heurte à l'inertie coutumière, aux mariages précoces, et qui de ce fait se situe au mieux à 60 % de celle des garçons dans beaucoup de régions, devra faire l'objet d'une action de persuasion auprès des familles et d'un contrôle soutenu.

Dès la période intérimaire (cf. Tableau A-1 joint) les résultats de cet effort doivent être appréciables. Le nombre d'élèves terminant avec le certificat d'études, et celui des entrants en 6ème secondaire et technique doit passer de 2.500 à 4.000. Mais les chiffres donnent aussi la mesure de l'effort qui restera à poursuivre ; malgré un taux théorique de scolarisation de 100 %, à cette date, 20 % à peine des jeunes Gabonais seront en mesure de suivre le cycle complet de l'enseignement primaire. Si l'on veut bien admettre que toute qualification professionnelle, et toute promotion sociale ultérieure, dépendent au premier chef de l'acquisition de connaissances générales de base, on reconnaîtra du même coup le caractère imprescriptible des objectifs proposés et du rythme de progression qu'ils impliquent.

	1962	1963	1964	1965	1966
<u>Enseignement Primaire</u>					
Evolution des effectifs prévus-	64.000	65.000	72.000	79.000	82.400
Taux de scolarisation	80 %	81 %	89 %	97%	100 %
Elèves terminant le primaire avec CEPE	1.300	1.300	1.500	1.700	2.000
" " sans diplôme	1.500	1.500	1.700	1.900	1.500
" continuant vers Secondaire et Techni-	1.200	1.300	1.700	1.900	2.000
que					
<u>Enseignement Secondaire</u>					
Effectifs en classe de 6ème	930	1.000	1.300	1.500	1.700
Effectifs des classes de 3ème au 1/1-	391	500	600	700	800
entreront en 2ème cycle du secondaire	150	200	200	250	300
entreront dans l'enseignement comme moniteurs	70	30	30	30	30
entreront à l'Ecole Normale d'Instituteurs	35	35	35	70	70
Obtiendront une bourse à l'étranger	30	30	30	30	30
Effectifs disponibles pour fournir des Cadres	106	205	305	320	370
moyens (secteurs publics et privés)	12	12	16	24	36
Producteurs de Bacheliers complets					
<u>Enseignement Technique</u>					
Effectifs des classes d'orientation (6è et 5è)	88	90	150	180	200
Effectifs enseignement commercial	34	60	90	120	120
Effectifs enseignement industriel	59	90	90	120	140
Effectifs institut polytechnique	-	-	20	40	60
Effectifs des Centres d'Apprentissage					
- Enseignement Commercial	64	70	100	130	160
- Enseignement technique	69	180	250	320	400
Production de Techniciens diplômés					
- C.A.P. industriel	12	16	20	25	50
- " Commercial	3	5	5	15	20
Brevets industriels	-	3	5	8	12
" Commercial	-	-	3	6	10

C'est donc au niveau de l'enseignement primaire, assise de tous les développements ultérieurs, que doit se porter l'effort. C'est à ce niveau que les besoins budgétaires, tant ceux de l'enseignement public et de l'administration scolaire, que de l'enseignement privé dont le rôle est irremplaçable, connaîtront le plus lourd accroissement. Professant au rythme de 13 à 14 % par an, alors que la masse budgétaire totale ne doit augmenter qu'au rythme de 5 à 6 %, ils passeront de 463 millions en 1962 à 743 en 1966, et la subvention à l'enseignement privé de 260 à 500 millions.

- 2.- Le premier cycle du second degré se trouve bénéficier d'une série de créations récentes : 9 collèges d'enseignement général et 5 cours complémentaires privés l'ont implanté dans toutes les régions de la République. Il est prévu dans la période un seul C.E.G. à Oyem (l'actuel étant transformé en collège moderne) et 3 C.C. privés. L'effectif de la 6ème doit passer de 1.000 à 1.700, celui de la 3ème de 500 à 800. La destination de ces effectifs, du niveau B.E.P.C. (les non titulaires devront être encouragés à l'obtenir ultérieurement) évoluera comme suit :

	<u>1962-63</u>	<u>1965-66</u>
2ème cycle secondaire	200	300
Moniteurs d'enseignement	30	30
Ecoles Normales	35	70
Bourses à l'étranger	30	30
Cadres moyens des secteurs public et privé	205	370

On peut s'interroger sur la dernière ligne de chiffres. Certains des élèves de 3ème, destinés à une vie professionnelle immédiate ne devraient-ils pas recevoir un complément de formation technique (ou pédagogique) afin de grossir les rangs des jeunes Gabonais nécessaires - comme nous le verrons - à couvrir les besoins de cadres moyens de l'industrialisation (et du personnel d'enseignement primaire).

Le programme du second cycle, limité pour quelques années par les effectifs et la difficulté de recrutement du corps professoral, consiste essentiellement dans l'achèvement du Lycée de Libreville, la création du Collège Moderne d'Oyem, la transformation en Lycée du Collège Protestant de Lambaréné, l'adjonction des classes de filles de 2ème cycle au Collège Catholique Bessieux.

3.- L'enseignement technique doit recevoir dans la période trois développements importants dans les secteurs spécialisés les plus immédiatement déficitaires :

- La transformation de l'Ecole Forestière du Cap Estérias
- L'extension de l'Ecole d'Agriculture d'Oyem
- La création de l'Ecole d'Infirmiers-Vétérinaires de N'Dendé.

Au niveau de base, 4 nouveaux centres d'apprentissage verront le jour : celui adjoint au Lycée Technique de Libreville, ceux d'Oyem, N'Dendé et Moanda. En outre, des sections de pré-apprentissage seront instituées au débouché de l'enseignement primaire dans les principales localités. Ces centres d'apprentissage seront plus rigoureusement orientés vers les besoins manifestés par les entreprises ; c'est ainsi que la formation de diéselistes sera tout particulièrement poussée.

L'enseignement technique long bénéficiera de la création d'une section commerciale au Lycée Technique de Libreville ainsi qu'à l'Institution de l'Immaculée Conception. Mais surtout, l'implantation à Libreville de l'Institut Polytechnique (inter-Etats de l'U.D.E.) permettra, à partir de 1964, l'ouverture d'un premier cycle de 4 années (3 années d'études plus un an de stage) aux élèves du niveau B.E.P.C. en vue de former des géomètres, agents techniques et conducteurs de travaux, et à partir de 1967 d'un 2ème cycle, accessible aux élèves du niveau Baccalauréat Mathématiques ou Sciences Expérimentales, destiné à former des sous-ingénieurs et ingénieurs du niveau Arts et Métiers.

Pendant la période (Octobre 61/Octobre 65), les effectifs des Centres d'apprentissage doivent plus que quadrupler (de 133 à 565) et les C.A.P. de même (de 15 à 70). Les effectifs de l'enseignement technique long passeront de 206 à 565 et il devra être délivré en 1966, 22 brevets industriels et commerciaux.

L'orientation de ce programme est peu contestable. Dans l'optique du programme futur, on peut remarquer que les effectifs d'entrée de l'enseignement technique, par rapport à ceux de l'enseignement secondaire, paraissent faibles. Si cela tient au décalage des équipements réalisés dans les deux ordres d'enseignement, il faudra veiller, au terme de la période, à assurer, par une politique judicieuse d'orientation, le plein emploi des moyens réunis, et ceci en tenant compte du fait que plus de 50 % des élèves entrant en 6ème abandonnent avant la 3ème. Même en réduisant à 30 % cette déperdition (objectif du plan), il reste près de 600 sujets par an parmi lesquels un effort de réorientation devrait dégager des éléments récupérables pour une formation technique de qualité.

Le programme a également retenu des projets destinés à lancer la formation féminine. Leur réalisation dépendra des concours extérieurs à mobiliser à cette fin. Ils consistent en une Ecole Ménagère destinée à former des monitrices et en 3 Collèges privés d'enseignement ménager.

- 4.- L'enseignement supérieur est pour l'essentiel assuré par les bourses dans les facultés étrangères, principalement en France. Au 1/1/62, 75 étudiants fréquentaient des universités ou grandes écoles françaises, et plusieurs dizaines de stagiaires recevaient une formation spécialisée auprès de diverses Administrations. Le rendement jusqu'ici très décevant des études supérieures des étudiants Gabonais pose un problème d'autant plus grave qu'il est jusqu'à présent très mal analysé.

En première approximation (1), il révèle un état de mauvaises relations entre les Autorités du Gabon et leurs ressortissants en cours d'études en France, l'absence, à peu près complète, de "politique" présidant à l'engagement et à la poursuite des études, le pourcentage élevé d'échecs, les changements désordonnés d'orientation, l'inadaptation aux besoins réels du pays en cadres supérieurs. Une marque de hasard, d'arbitraire et de frustration affecte ce premier bilan.

Des mesures positives s'imposent d'urgence pour redresser une situation aussi gravement dommageable aux personnes en cause qu'à la Nation privée du plein apport d'élites compétentes. La proposition d'un Bureau Pédagogique des Etudiants a été favorablement accueillie par les responsables. Cette institution aurait pour tâche : de rationaliser l'orientation des étudiants : information psychotechnique préalable, affectation liée aux besoins prospectifs de cadres supérieurs par branches.

- d'organiser le "suivi" pédagogique en cours d'études,
- d'assurer les liaisons entre les services ou organismes constituant des débouchés et les étudiants.

Le démarrage, à titre expérimental, auprès du Ministère de l'Education Nationale à Libreville et de l'Ambassade du Gabon à Paris, de ce Bureau est une urgence peu contestable. Après une première phase destinée avant tout à réunir tous les éléments de la situation, l'institution devrait être en mesure de prendre en charge, avec des moyens aussi légers que possible (un permanent assisté d'un Comité), l'orientation et le suivi de la promotion 63 des nouveaux bacheliers complets.

(1) cf. rapport SOFRED - pages 116-123

Grâce au concours de l'UNESCO, un premier institut d'enseignement supérieur verra le jour à Libreville : l'Institut Pédagogique d'Afrique Centrale. Dans le cadre inter-Etats commencera également l'implantation d'une faculté des Sciences. Enfin, l'Institut d'Etudes juridiques continuera la formation de capacitaires en droit.

- 5.- Le tableau A-2 ci-après récapitule les investissements correspondant à ces programmes. Des reports ont dû être opérés de 1962 sur la période intérimaire, et de celle-ci sur la période du plan. Les opérations engagées représentent plus de 3 milliards CFA, dont 1.260 millions reportés au delà de 1965. L'essentiel de la première tranche (85 % environ) sera demandé à l'aide extérieure, FAC, FED, UNESCO ou Aides bilatérales (notamment des U.S.A.). Cela correspond à plus qu'un doublement du rythme annuel des investissements scolaires et universitaires, et un apport supplémentaire de valeur ajoutée sur la période triennale de l'ordre de 400 millions CFA.

Les effectifs du Corps enseignant devront augmenter de 318 personnes (non compris les instituts d'enseignement supérieur) dont 253 Gabonais.

Tableau A. 2-

- PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS DE L'EDUCATION NATIONALE -

Opérations	1963 - 1965	1966 et au-delà	Financement 1963 - 1965		Aides bilatérales et autres
			Budget	Emprunts P.A.C. FED	
Logements de Professeurs	90	30 / an	90		
Logements de Maîtres	79	27 / an	79		
Lycée de Libreville - Garçons	86	98		86	
Lycée de Libreville - Filles	-	150			
Lycée Technique	450	-		450	
" " (Section Pédagogique)	30	-			30
Ecole Normale de Lambaréné	150	50		150	
" " de Mitsic	40	-		40	
Collège d'Oyea	-	120			
Institut Polytechnique	150	-		150	
Institut Pédagogique	250	100			250
Institut des Sciences Humaines	-	60			
Internats C.E.O	-	100			
Ecole Ménagère de Libreville	-	150			
Ecoles primaires et logements	460	150 / an		110	350
Sections d'Elèves-Moniteurs	6	-	6		
Total	1.791	1.263	175	340	630

SECTION BLA FORMATION DES ADULTES ET LA PROMOTION SOCIALE (1)

Les objectifs de "production" de l'enseignement, tels qu'ils ressortent du tableau récapitulatif A-1 pour 1965-66, sont de :

{ C.E.P.E.	2.000
{ 3ème (avec ou sans B.E.P.C.)	370
{ Bacheliers complets	36
{ C.A.P.	70
{ Brevets techniques	22

Bien qu'on puisse espérer par la suite une croissance rapide des effectifs de sortie aux divers niveaux, avec sanction d'examen, on reste dans des ordres de grandeur encore disproportionnés aux besoins de l'économie et de l'administration. Quant aux techniciens et diplômés de l'enseignement supérieur, c'est au rythme de 20 à 30 par an (étudiants et stagiaires) qu'on peut fixer, au mieux, les "retours" au Gabon. L'institut Polytechnique fournira en 1968 ses premiers diplômés techniques et vers 1971 ses premiers ingénieurs.

(1) Cf. le rapport SOFRED : La Population Active du Gabon.

Or, les besoins annuels exprimés en matière administrative sont :

	Niveau CEP	Niveau BEPC	Niveau Baccalauréat et au dessus
Renouvellement	75	65	50
Gabonisation	-	-	30
	<u>75</u>	<u>65</u>	<u>80</u>

On voit que, pour ce seul secteur, il faudra attendre au moins 1968 pour que l'enseignement secondaire fournisse des promotions de sortie équivalentes au 3ème niveau, et 1970 pour que ces effectifs soient formés aux fonctions requises.

Mais ce déséquilibre s'aggrave dramatiquement si on fait entrer en ligne de compte les besoins de l'économie. Calculés en liaison avec les programmes énoncés ci-dessus, compte tenu, en ce qui concerne les cadres, de la nécessaire gabonisation des fonctions (au rythme de 5 en 1963, 15 en 1965, 40 en 1970), les besoins s'expriment comme suit au tableau B-1.

La croissance des effectifs salariés globaux, 4.000 en 3 ans, 12.600 en 8 ans, n'est pas en elle-même considérable. Mais si le recrutement de 5.600 manoeuvres supplémentaires ne pose guère de problème, ce n'est pas spontanément que le minimum de spécialisation pourra être acquis par 3.500 ouvriers et, surtout, que 2.900 professionnels et 550 cadres pourront se trouver disponibles pour répondre aux besoins incompressibles de l'industrialisation.

Tableau B.1

Tableau B.1

BESOINS DE MAIN- D'OEUVRE ADDITIONNELLE
(Services gouvernementaux exclus)

	Cadres	Ouvriers qualifiés	Ouvriers spécialisés	Manoeuvres	TOTAL	Accroissement masse salariale (en millions CFA)	Observations
1963	12	160	235	395	802	110	Les irrégularités dans les séries de chiffres (en particulier pour 1965 et 1968) correspondent aux démarrages d'opérations nouvelles : plantations - cellulose etc...
1964	26	160	235	395	816	122	
1965	35	830	665	900	2.430	378	
Total 1963/65	73	1.150	1.135	1.690	4.048	610	
1966	57	245	335	555	1.192	200	
1967	73	215	320	535	1.140	197	
1968	110	295	1.180	1.800	3.985	600	
1969	122	235	360	610	1.327	252	
1970	123	150	225	435	933	201	
Total 1966/70	482	1.740	2.420	3.935	8.577	1.450	
Total 1963/70	555	2.890	3.555	5.625	12.625	2.060	

Le problème des professionnels qualifiés qui au Gabon comme en tous pays, développés ou non, conditionne l'expansion économique ne peut être résolu que par une mobilisation du potentiel de promotion sociale existant dans le milieu adulte déjà au travail. Ce n'est que très progressivement que le milieu professionnel Gabonais se structurera à partir des effectifs livrés chaque année, à tous les niveaux, par l'appareil scolaire. Dans la phase de démarrage, l'essentiel doit être et sera demandé à la Formation Professionnelle des Adultes, laquelle, ultérieurement, se transformera en organisation de l'Education Permanente et de la Promotion Sociale.

Pour faire face à ces nécessités, il a été développé un projet de Centre de Coordination de la Formation au Gabon (1), placé sous l'autorité du Ministre de l'Education Nationale, dont la mise en place devrait intervenir en 1963 et 1964 selon l'enchaînement suivant.

1962-1963 - 1ère étape (2 mois) : travaux préparatoires, examen et détermination des groupes humains à utiliser pour la formation. Etablissement des liaisons fonctionnelles avec organismes et entreprises au Gabon, avec institutions de Formation en Europe. Recrutement des responsables Gabonais, constitution de l'Etat-Major du Centre (deux ingénieurs, un psychotechnicien et un animateur de formation).

2ème étape (3 mois) : Etude détaillée des matières à enseigner et détermination du "tronc commun" aux Cadres et aux Exécutants qualifiés. Sélection des stagiaires pour les premiers stages (psychotechniciens) et organisation (ingénieur de formation). Lancement de la formation des animateurs (avec l'assistance du CUCES).

3ème étape (2 mois) : Lancement des premiers stages au niveau ouvriers qualifiés (par groupes de 24) et cadres (groupes de 12).

(1) cf. rapport SOFRED sur la Population Active.

4ème étape (6 mois) : Préparation technique des nouveaux stages. Recrutement des stagiaires en vue du programme de la 2ème année :

- Cadres supérieurs et moniteurs de formation à envoyer au CUCES - 10 à 20
- Cadres intermédiaires : 2 groupes
- Ouvriers qualifiés : 8 à 10 groupes
- Ouvriers spécialisés : 4 à 5 groupes

1963-1964 : Mise au point définitive de l'organisation d'ensemble de la Formation et prise en mains définitive par des Cadres Gabonais du Centre de Coordination et des Centres de Formation.

Introduction de cycles de promotion : ouvriers qualifiés passant par stage O.Q. de 6 mois, puis après expérience en usine de 6 mois sont introduits en stage de cadres intermédiaires.

Introduction de cycles de spécialisations.

Intervention comme moniteurs de formation des premiers stagiaires Gabonais du CUCES.

Le budget d'investissements et de fonctionnement du Centre de Coordination et des Centres peut être fixé - à titre indicatif avant étude définitive - comme suit au tableau B-2. On remarquera que la charge la plus lourde est constituée par les indemnités à payer aux stagiaires pendant les périodes de retrait de leur vie professionnelle. Les frais entraînés par la formation hors du Gabon (par exemple, stages au CUCES) n'ont pas été évalués, ce problème devant faire l'objet d'un examen spécial.

Tableau B 2

CENTRE DE COORDINATION DE LA FORMATION
CENTRES DE FORMATION (EN MILLIONS CFA)

	1963	1964	1965	Total 1963/65	1966	1967	1968	1969	1970	Total 1966/70	Total
I Installations											
Centres	30	30	30	90	25	25				50	140
Administration	20	15	15	50	15	5				20	70
Matériel	10	20	10	40	10	10				20	60
Total Installations	60	65	55	100	50	40				90	270
II Forfaitement											
Assistance technique	14	9	4	27	3					3	30
Gratifications	10	18	26	54	33	40	40	40	40		
Indemnités de séjour	10	22	49	71	65	85	85	85	85		
Entretien et Fournitures	7	15	21	43	26	30	31	32	32		
Total	41	64	100	205	127	155	156	157	157		

CHAPITRE V

CONCLUSION

-0-

I.- Comme on le voit au tableau V 1 ci-après, le programme triennal intérimaire prévoit, pour les opérations publiques ou celles qui se développent sous le contrôle et avec l'appui des organismes du Plan (Agriculture, Industrialisation, Cellulose ...) un volume global d'investissements de près de 20 milliards de francs CFA, à un rythme annuel progressant de 5,2 milliards, à 6,6 et à 7,8.

Au delà, sur la période du plan proprement dit, les seules opérations engagées, la poursuite du plan routier et des industries moyennes, représentent plus de 31 milliards d'investissements complémentaires. A supposer une progression au même rythme des investissements, le plan quinquennal se situerait au niveau de 50 milliards. On voit donc que la période intérimaire engage aux 3/5ème, la période du plan proprement dit, notamment par le poids majeur des investissements hydro-électriques, chimiques et papetiers d'une part, de l'achèvement du plan routier de l'autre.

En l'état actuel de la question, il eut été vain de programmer, fut-ce par hypothèse, l'opération de mise en valeur du gisement ferrifère de Bilinga-Makokou. L'importance capitale pour l'avenir à long terme de l'économie gabonaise de cet immense projet, le changement d'échelle de l'investissement qu'il suppose (de l'ordre de grandeur de 400 millions de dollars ou 100 milliards CFA), l'incertitude sur ses données exactes : échéance, rythme, enchaînement et localisation des tranches :..., tous ces facteurs représentent la raison principale d'une réévaluation complète, en 1965, des données du plan.

C'est à cette date aussi que seront tranchées les dernières inconnues de l'autre opération pilote : la Cellulose du Gabon. Cela ne veut pas dire qu'échappe, à l'attention des responsables, aucune des nécessités liées à ce grand oeuvre. Dans la période qui s'ouvre, tout sera mis en oeuvre pour que soient établis les dossiers techniques et financiers relatifs à la voie d'évacuation (chemin de fer, port et accès maritimes). Dans le même temps, seront entrepris, en étroite liaison avec les infrastructures d'aménagement régional, l'établissement et l'équipement des bases logistiques de l'opération (tout particulièrement, l'aménagement de N'Djolé).

Enfin, insistons une dernière fois sur l'urgence du développement rural. Qu'il s'agisse de l'organisation des marchés vivriers liés par un réseau de contrats de culture et un système efficace de ramassage aux zones d'influence des centres urbains, ou qu'il s'agisse des cultures pérennes d'exportation (par exemple, économie de l'huile de palme en Moyen Ogooué et N'Gounié-Nyanga), ces opérations sont de longue haleine.

Engagées en 1963, les opérations de préfinancement ne commenceront à se dénouer que vers 1969-1970. C'est dire avec quelle rigueur et quelle continuité, elles doivent être entreprises et poursuivies. Elles constituent, par excellence, le lieu d'intéressement de toute la population aux progrès de la nature, elles sont donc le terrain d'action privilégié des autorités administratives et constituent le contenu du programme de la Société Nationale Gabonaise de Développement Rural.

Tableau V -1
- TABLEAU DES INVESTISSEMENTS - (en millions C.F.A.f.)
(Investissements Publics ou Contrôlés)

Opérations	1963	1964	1965	1963/1965	Suite des Opérations sur 1966/70	Financement 1963 - 1965					Divers ou indéterminés
						Budget	Emprunt	PAC	FED	Aide Bilatérale	
A - Agriculture	370	456	417	1.243	1.569	320	500	286	82	55	
B - Economie Forestière	518	453	456	1.427	1.985	150	1.070	207			
C - Cellulose + Kuinguélé	339	863	1.127	2.329	10.571	270	958	1.084			17
D - Industries	230	250	250	730	1.150	130	450				150
E - Routes	1.760	2.160	2.560	6.520	8.245	255	-	140	2.900		3.225
F - Voies Fluviales et Ports	100	100	280	480	1.325	60		70	350		
G - Urbanisme et Etablissements Publics	1.330	1.630	1.925	4.885	5.240	1.515	1.155	1.075	525	615	
H - Education Nationale et Formation Professionnelle	557	662	752	1.971	1.355	225	110	470	536	630	
Total	5.204	6.574	7.767	19.585	31.440	2.925	4.243	2.041	4.393	1.300	167 + 3.225

2.- Le financement de ce programme semble d'ores et déjà assuré aux 4/5ème. Non que toutes les sommes inscrites dans les colonnes (notamment FAC et FED) le soient en vertu de conventions conclues : pour le FAC, il n'est acquis que des programmes annuels, donc aujourd'hui la seule tranche 1963 ; le FED procède opération par opération et non par programme ; les aides bilatérales ou spécialisées (par exemple, UNESCO) sont en cours de négociation. Disons que par leur nature, comme par leur montant global, les imputations indiquées constituent un objectif réaliste.

Il n'en faut pas moins retenir les remarques suivantes :

- a.- le programme routier n'est financé, lui, qu'à 50 % de façon certaine. Le FAC pour l'axe Nord-Sud, et surtout le FED pour la route du Nord-Est et la route de l'Ogooué prendront en compte de nouveaux dossiers au fur et à mesure de l'achèvement des études préalables. C'est dire l'urgence de celles-ci.

Il serait, toutefois, imprudent de ne pas prévoir que la totalité du programme ne sera pas financée à temps par l'aide extérieure et que le caractère impératif du planning (déblocage forestier) imposera le recours à l'emprunt. Celui-ci pourrait se faire par le canal de Sociétés Routières d'Economie Mixte (cf. proposition SOFRED) offrant le double engagement solidaire de la République Gabonaise et des Sociétés forestières concernées, ou par celui du seul Etat Gabonais avec gage sur les péages d'exploitation. La politique à suivre en ce domaine devrait être rapidement élaborée.

- b.- l'appel au crédit pour le financement du plan va jouer un rôle majeur. En fait, toutes les opérations autres que les bâtiments publics et infrastructures (en général du ressort du financement public : budget et aide extérieure) doivent, par leur rentabilité, faire appel aux capitaux d'apport et à cette anticipation de l'autofinancement qu'est le crédit.

Si, en ce qui concerne les apports de capitaux, notre plan de financement n'y fait qu'une place infime (167 millions), c'est qu'il ne tient pas compte, en dehors des opérations d'industries moyennes nouvelles, des opérations des sociétés du secteur privé. Or, les Sociétés Forestières auront des investissements supérieurs à leurs amortissements à l'occasion de leur implantation en 2ème zone : routes secondaires, matériels d'exploitation et d'évacuation. Le rythme de ceux-ci ira croissant et se manifestera surtout en période quinquennale suivante.

Le crédit à moyen terme (tableau V-2 ci-après) se développera au rythme de 450 millions par an pour atteindre des en-cours de 1,3 milliard en 1965, et 2,1 milliards (plafond) en 1968. Il sera essentiellement la tâche des sections spécialisées de la Banque Gabonaise de Développement, en plus de ses opérations classiques de crédit immobilier.

Les opérations de crédit à long terme concernent celles du Trésor (Bâtiments Publics) d'une part et surtout de la Société Cellulose du Gabon (et Kinguelé). A ce 2ème titre, elles ne seront qu'amorcées dans la période (moins d'un milliard) pour culminer en 1968 (échéance de la 1ère tranche d'équipement) à près de 10 milliards. L'en-cours total se limitera à 3,7 milliards en 1965 mais atteindra 14,4 milliards en 1968. Les crédits à long terme, type A.I.D. semblent particulièrement bien adaptés aux opérations de base. Rappelons que la pré-étude Cellulose fixe la limite admissible des charges d'emprunt à 5 % d'intérêt et 20 ans d'amortissement et que seules les confirmations de possibilités technologiques meilleures permettront de rencontrer les conditions, sensiblement plus sévères, des prêts industriels internationaux.

TABIEAU DES EMPRUNTS PUBLICS EN COURS OU CONTRÔLÉS
PAR LES PLANS
(en millions F CFA)

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1 - Moyen Terme (Banque Gabonaise de développement)								
Section agricole	30	90	175	285	404	528	583	583
Section forestière	260	568	724	909	871	935	799	783
Section industries	150	280	390	480	550	600	640	670
TOTAL	440	938	1.289	1.674	1.825	2.063	2.022	2.036
2 - Long Terme								
Organisme bois divers	120	139	157	249	286	396	404	406
Cellulose et Kourou	80	410	958	3.929	6.429	9.581	9.359	8.887
Établissements Publics	420	840	1.265	1.665	1.980	2.295	2.570	2.795
TOTAL	620	1.389	2.380	5.843	8.795	12.272	12.333	12.088
TOTAL GENERAL	1.060	2.327	3.669	7.517	10.620	14.335	14.355	14.124

3.- En dépit de l'inexistence de données assez récentes pour être utilisées valablement sur la Comptabilité Economique Gabonaise, on ne peut pas laisser sans réponse la question des effets probables de ces opérations sur le Revenu National. Il est possible de récapituler grossièrement les estimations que nous avons hasardées sur la valeur ajoutée additive, tant des activités nouvelles elles-mêmes que des travaux d'équipement figurant au programme. (Tableau V-3 ci-après). Plus hasardeux encore sont les effets induits.

En effet, du fait de la désarticulation entre secteurs et surtout du fait de l'importance du commerce expatrié, il n'est pas possible de retenir les rapports actuellement estimés entre le produit des secteurs productifs et le produit national pour induire des progrès de la production la croissance globale.

En outre, les recettes de l'Etat dépendent, dans une large mesure, des cours des produits exportés, c'est-à-dire, de l'assiette des droits et redevances. A laisser de côté le revenu public et à nous en tenir pour les effets induits à une estimation prudente, on peut espérer que la croissance du revenu national avoisinera 2.750 millions en 3 ans et 7.500 millions en 8 ans, compte non tenu des opérations non prévues aujourd'hui et qui seront lancées après 1965.

Opérations	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	Observations
<u>Agriculture -</u>	140	480	720	1.060	1.405	1.675	1.945	2.200	Les valeurs ajoutées ci-contre sont calculées au stade de la production finale. Elles ne comprennent pas les marges de commercialisation des vendeurs (qui sont aussi parfois, des exploitants comme les forestiers) ou intermédiaires.
<u>Economie Forestière</u>									
Investissements	110	57	72	70	70	30	30	28	
Activités	40	80	120	160	200	240	280	320	
<u>Cellulose - Kuinakilé</u>									
Investissements	70	243	368	705	465	685	35	37	
Activité	-	-	-	-	-	820	1.640	1.640	
<u>Industrialisation</u>									
Investissements	40	40	40	40	40	40	40	40	
Activités	40	80	120	160	200	250	300	350	
Travaux et Bâtiments Publics (Investissements)	400	400	400	400	400	400	400	400	
Total opérations nouvelles	840	1.380	1.840	2.595	2.780	4.140	4.670	5.015	La recette fiscale (hors droits de sortie ou redevances minières) est de l'ordre de 15% du Pit.Mal.Jet.On peut s'attendre à ce qu'elle croisse jusqu'à 20 % dans la période du plan (intégration et monétarisation croissante de l'économie hausse des revenus individuels).
Effets induits									
Augmentation probable du Revenu National	420	690	920	1.305	1.390	2.070	2.330	2.505	
	1.250	2.000	2.750	3.750	4.150	6.200	7.000	7.500	
Supplément de recettes fiscales (hors redevances minières et droits de sortie).	185	300	410	560	640	940	1.050	1.130	
	250	400	550	750	850	1.250	1.400	1.500	